

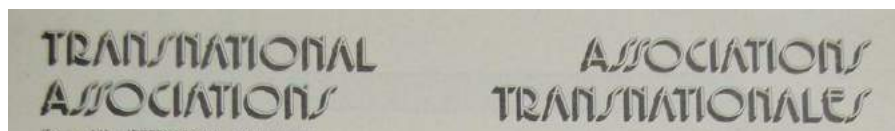
INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



1979-4





(former title • INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

31th year

31e année

UIAs periodical celebrates its 31th anniversary in 1979, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations » in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense « Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

- Transnational Associations - is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1979 la revue entre dans sa 31e année.

L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations internationales ».

Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations, des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

« Associations Transnationales » est l'organe de l'UIA, associées pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 31th year. 1979

The subscription rate is : BF 850. or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 ORB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 31e année. 1979

Le prix de l'abonnement est de: FB 850, ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1979 UIA
Views expressed in the articles whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UIA

ISSN-0020-6059

Copyright 1979 UIA
Les opinions Exprimées dans les articles, signés ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UIA

ISSN-0020-6059



Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION EXECUTIVE COUNCIL

Président : FA CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie)

Vice-Présidents : Mohamed Ali RIFAAT (A.R.E.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (Inde)
Director of the International Cooperative Alliance

Treasurer General : Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Communauté Economique Européenne

Membres :

F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council Of Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.
Mahmoud FOROUGH (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires Internationales au Ministère des Affaires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)

Director, Goals Processus and Indicators Project, United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)

Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.

Secrétaire Général : Robert FENALUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

« ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES »
« TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS »
Redaction/Editorial

Robert FENALUX

avril
april

1979-no 4

Editorial : L'esprit du Forum	1 20
La Politique du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse par Bruno Haller	1 23
The Organizational concept of development : illuminating path for wider participation by Chadwick Alger	1 30
Forum 1980 : La raison de l'événement, sa portée, ses limites, ses fins	141
Le programme des commissions	1 43
Le compte rendu du Congrès de 1910	145
Les associations adhérentes au congrès de 1910	147
L'organisation des associations et l'organisation de la documentation	1 49
In Memoriam Jean Bagniet	150
Henri Lafontaine et Paul Otlet par Jean Bagniet	1 50
NGO Operational tasks and problems : a checklist for improving efficiency and effectiveness (Part two) by D. and B. Smith	1 55
3rd supplement to the Yearbook of International Organizations - 17th edition	159
3rd supplement to the Annual International Congress Calendar - 19th edition 1979	167

es étangs d'Ixelles.
Composé : Ranson, de la photo de Robert

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)511.83.96.

Printing : POOT, Brussels Tel. 267.78.88.

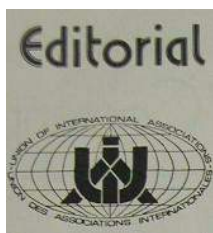
Advertising : Union of International Associations, rue aux Laines 1, 1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511.83.96 - 512.54.42.
OR
Roger Ranson, Délégué-Directeur de publicité, Paris
9 avenue de Latre de Tassigny,
92210 St. Cloud France. Tel. 602.5383

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable : R. Fenaux, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique). Tél. (02) 511.83.96.

Imprimerie : POOT, Bruxelles. Tel. 267.78.88.

Publicité: Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité
9, avenue de Latre de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tel. 602.5383.
OU
Union des Associations Internationales, rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles Belgique. Tel. (02)511.83.96-512.54.42.



Bruxelles 1980

L'ESPRIT DU FORUM

Les innombrables manifestations de l'intérêt pris à notre Forum 1980 portent témoignage qu'on en comprend généralement le propos et l'a-propos, la lettre et l'esprit.

Le propos, rappelons-le, c'est de faire le point du mouvement associatif dans l'espace mondial de la société de notre temps, par-dessus toutes les frontières de civilisations, de cultures, d'idées, de systèmes, d'intérêts. La-propos, c'est, à l'occasion du 70ème anniversaire de l'UIAI, le moment propice d'une libre réflexion et d'une libre information sur le fait associatif et ses problèmes, dans leur portée transnationale, alors que les Etats tendent et prétendent à un nouvel ordre international à leurs convenances, entraînant un ajustement des institutions internationales. Quel sera, dans cette transformation, le sort des réseaux associatifs de nature indépendante, qu'il s'agisse de participer dignement et efficacement à l'organisation internationale existante ou, le cas échéant, de fonctionner en roue libre de ce mécanisme des Etats ? Voilà un point d'interrogation, sinon d'inquiétude, qui suffirait déjà à pleinement justifier l'opportunité d'une enquête objective des situations, d'une étude autorisée des problèmes, d'un débat d'opinions diverses portant à la fois sur les principes, droits et devoirs d'intérêt commun aux ONG, et sur les méthodes les plus appropriées à leur application, singulièrement en ce qui concerne les conditions et modes de participation. Nous croyons nous être expliqués clairement à ce sujet, dans la note introductive

qu'on trouvera infra au dossier du Forum, pour que chacun en sache bien et le sens et la règle.

La *lettre* de l'événement, c'est un programme maintenant élaboré dans ses grandes lignes dont on pourrait craindre l'ampleur, si l'on songeait à l'enfermer dans un simple colloque habituel de quelques séances alors qu'il s'agit d'étaler sa matière sur des mois d'enquêtes et d'études, mais dont on peut difficilement contester l'approche cohérente suivant une démarche qui va de l'identification du fait associatif à sa participation à tous les niveaux de l'ordre mondial et de l'action internationale, par les voies de la communication transnationale dans la société contemporaine.

Dans la diversité de nos derniers contacts avec les réseaux associatifs nous avons été frappé de voir à quel point les préoccupations de nos correspondants s'identifiaient à quasiment tous les points qui meublent les chapitres de nos schémas. Le fichier des réponses à l'information sur le Forum que nous avons adressée à l'ensemble des associations et institutions répertoriées dans notre Annuaire, corrobore cette impression d'identité de préoccupations.

Quant à l'*esprit* du Forum, nous dirions volontiers, qu'il relève à la fois de notre tradition et de notre temps. Le dossier historique de l'UIAI et de son premier congrès des associations internationales en 1910, dont nous poursuivons la publication fort instructive, en

anglais et en français, montre que nos pères précurseurs de l'organisation internationale n'ont pas attendu les bouleversements du siècle, pour se vouer et se dévouer, dans l'esprit associatif le plus pur, le plus désintéressé, à une œuvre de paix et de coopération qu'ils fondaient alors sur une certaine idée du progrès humain et social, par la science et par le droit, aux lumières de la documentation et de l'information. « Monde », cette somme de Paul Otlet qui, au couchant de sa vie (1935) posait « le problème des problèmes », est comme l'écho de notre siècle à l'Utopie de Thomas More imaginant, au temps cruel de la Renaissance, une terre inconnue dans laquelle l'organisation idéale de la société serait réalisée. Depuis cette anticipation retentissante, pensée et écrite en latin, de grandes guerres et de grandes révolutions se sont passées, l'idée démocratique et sociale de More a fait du chemin dans le monde contemporain complètement exploré, la sociologie a suscité l'étude scientifique des faits sociaux humains, les aspirations des peuples ont déterminé divers systèmes de société nationale et de rapports internationaux, dont la dernière démarche de solidarité mondiale, après la décolonisation politique, tend à un « nouvel ordre économique international ».

Le débat sur le changement de société est ouvert à tous les plans, de la cité aux continents, mais ce n'est pas notre affaire à cette tribune, ni celle du Forum, de dire si c'est d'une manière ou d'une autre, par la révolution ou les réformes, qu'il faut progresser. Seuls nous regardent répétons-le, les aspects de principe et de méthode de l'organisation transnationale non-gouvernementale sans but lucratif.

A cet égard notre démarche d'aujourd'hui se situe fidèlement dans une tradition continue de liberté, de solidarité, d'humanité, maintenant inscrite dans les buts et principes de la Charte des Nations-Unies, notre Charte.

Mais il y a la différence des temps, la précipitation des changements, depuis le premier congrès associatif mondial de 1910.

Ainsi notre époque n'est plus celle de la prépondérance européenne et de l'expansion coloniale, ni du prosélytisme missionnaire qui l'accompagnait, quand Paul Claudel écrivait superbement : « le missionnaire va jusqu'au bout de la terre pour trouver son compte entre les brebis de Dieu ». Mais notre époque n'est plus davantage celle de la raison d'Etat souveraine, sans limites, ni du citoyen traité au gré du pouvoir, sans réaction extérieure de la conscience humaine.

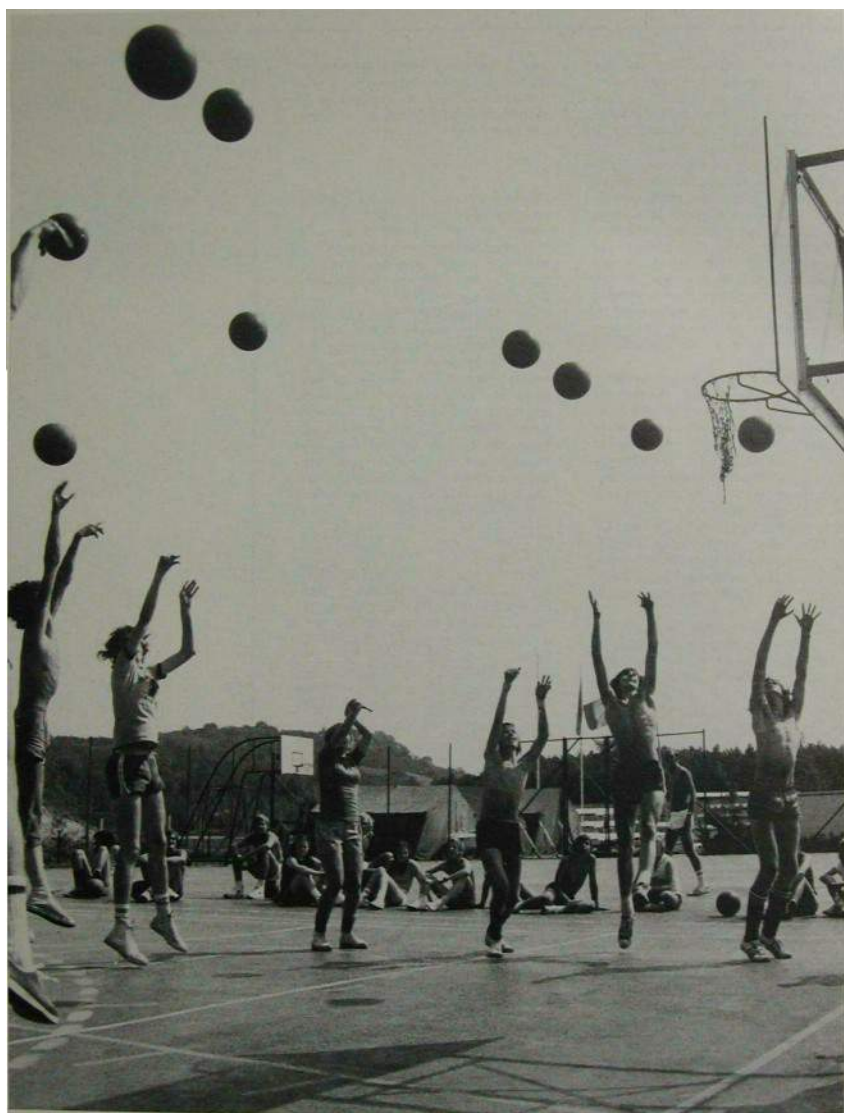
Pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, l'évolution accélérée a suscité une conscience de solidarité, on dit maintenant d'interdépendance, un terme plus fonctionnel.

L'esprit du Forum, à l'heure des satellites artificiels et des systèmes de téléinformation et de téléconférence, c'est l'ouverture des frontières dérisoires à la dimension universelle et dès lors forcément, à la communication transnationale des réseaux associatifs. « De l'international au transnational », le thème de l'événement ramené à deux mots, nous dirions que c'est en quelque sorte le passage d'une géométrie politique et sociale à une autre, en ce sens que de nos jours l'espace humain ne se mesure plus par rapport à l'un ou l'autre centre directeur, à l'aide d'un compas imaginaire dont la branche baladeuse tracerait des cercles d'influence avec une sorte d'appropriation de l'universel à des fins particulières, mais désormais en fonction du bien commun.

De vocation universelle pour un grand nombre de réseaux associatifs, le mouvement de ces réseaux a cependant ses régions, ses climats, ses accents, dans un monde qui ne s'ennuie pas dans l'uniformité, par bonheur. Le Forum est soucieux de s'assurer ces divers concours régionaux, comme il l'est d'étendre le champ de ses participations à tout l'éventail des organisations intergouvernementales et aux conférences d'organisations non gouvernementales. Le sage Montaigne, qui nous a enseigné un « art de vivre » dans la tolérance, parmi les contradictions de la nature humaine foncièrement en peine de trouver la vérité et la justice, a écrit quelque part dans ses « Essais » qu'« il ne fut jamais au monde deux opinions pareilles, non plus que deux poils ou deux grains, la plus universelle qualité (des esprits) résidant dans la diversité ». L'esprit du Forum sera celui de la diversité et de la tolérance.

Une expérience régionale de participation

On trouvera supra, sous la signature de M. Bruno HALLER, Directeur adjoint du Centre européen de la Jeunesse, un exposé de « la politique du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse » qui témoigne d'une remarquable expérience régionale de « confiance et soutien » accordés aux ONG.





Contribution régionale au Forum 1980

La politique du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse

Confiance et soutien aux organisations non gouvernementales

par Bruno Haller *

L'objectif du Conseil de l'Europe : ne pas seulement œuvrer pour la jeunesse mais travailler avec elle

Dans le domaine de la jeunesse, le Conseil de l'Europe qui est la plus ancienne des institutions européennes et la plus large sur le plan géographique, (créée le 5 mai 1949 à Westminster, cette organisation intergouvernementale comprend 21 Etats membres) a fait preuve de dynamisme et d'esprit d'innovation. En effet, poussé par son Assemblée Parlementaire (dénommée Assemblée Consultative dans le passé) et par les interrogations des jeunes durant les années soixante, il comprit que, dans ce domaine, il ne suffisait pas de réunir les meilleurs experts des Etats membres et d'élaborer des recommandations (méthode classique de la coopération intergouvernementale) mais qu'il fallait inventer une approche originale et attractive pour la jeunesse, tenant compte de l'exigence globale de participation aux décisions qui se manifestait en Europe. Après avoir œuvré pour la jeunesse, le Conseil de l'Europe se devait d'élaborer de nouvelles formes de coopération à travers lesquelles il pourrait travailler avec la jeunesse.

Deux réalisations basées sur la confiance au mouvement associatif :

le Centre Européen de la Jeunesse et le Fonds Européen pour la Jeunesse

Ainsi se dégagait progressivement une philosophie de l'action marquée par la confiance accordée au mouvement associatif et la volonté de comprendre les aspirations des jeunes et leur conception de la société européenne future à travers

la coopération avec les organisations non gouvernementales de jeunesse. Dans sa recherche concrète d'interlocuteurs, le Conseil de l'Europe se tourna, en raison de sa nature internationale, vers les organisations possédant une structure internationale dont les plus anciennes et les plus actives furent ainsi associées aux travaux dès le stade de la réflexion et de l'étude. Les relations avec les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse (ONGJ) seront fructueuses et deux établissements spécialisés seront créés successivement par le Comité des Ministres : le Centre Européen de la Jeunesse (CEJ) en 1971, et le Fonds Européen pour la Jeunesse (FEJ) en 1972. Ils constituent les piliers de la politique du Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse et tous deux viennent récemment d'être confirmés dans leurs objectifs et leurs tâches, le Centre par l'extension de ses locaux et de sa capacité d'accueil, le Fonds par son établissement pour une durée indéterminée qui a été décidé après une période initiale et expérimentale de trois années.

L'originalité institutionnelle des deux établissements : la cogestion paritaire

Le Centre a été créé avant le Fonds auquel il a frayé la voie dans l'innovation. Tous deux sont placés sous la responsabilité directe d'un Conseil de direction composé paritairement de représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales de jeunesse. La formule paritaire influence même la présidence et la vice-présidence pour lesquelles est prévue une rotation entre organisations de jeunesse et gouvernements. Ainsi, en 1979, le Président du Conseil de direction du Centre est le représen-

tant d'un gouvernement : en 1980 les rôles seront automatiquement inversés. L'important toutefois est le fait qu'il s'agit d'une cogestion effective et que les Conseils de direction du CEJ et du FEJ sont réellement responsables de la bonne marche des deux établissements et ont reçu des compétences très larges. De fait, les organes de tutelle (le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans le cas du Centre, un Comité intergouvernemental spécifique pour le Fonds) remplissent deux fonctions principales : ils désignent périodiquement les Etats appelés à siéger aux Conseils de direction du Centre et du Fonds et fixent, sur proposition de ces derniers, le montant annuel des crédits de chacun des établissements.

Les interlocuteurs du CEJ et du FEJ : les organisations non gouvernementales de jeunesse

L'expérience se révèle positive et pourrait inspirer utilement des réalisations similaires à divers niveaux dans lesquelles on chercherait à associer gouvernements et organisations de jeunesse en vue d'objectifs concrets et communs, comme pourrait l'être par exemple celui de la défense et du développement du mouvement associatif. Le CEJ et le FEJ fonctionnent maintenant depuis plusieurs années sans que l'on ait connu un blocage ou une opposition irréductible entre les deux partenaires et sans que les organisations non gouvernementales de jeunesse, qui en sont les utilisateurs et les bénéficiaires, aient fait état dans leurs évaluations régulières de tentative de contrôle ou de « récupération » de la part des gouvernements.

Il faut dire que pour chaque établissement existe un Comité consultatif uniquement composé d'organisations non gouvernementales de jeunesse: c'est cet organe qui élit périodiquement les représentants non gouvernementaux appelés à siéger au Conseil de direction et qui constitue une enceinte de confrontation d'idées et de recherche et une force de proposition essentielle. Au CEJ, le Comité consultatif, qui comprend 15 sièges, est uniquement composé d'organisations internationales non gouvernementales de jeunesse. La liste est arrêtée chaque année par le Comité des Ministres sur proposition du Secrétaire Général qui s'efforce « d'assurer le meilleur équilibre entre les principales catégories d'organisations et les différentes tendances qu'elles représentent ». La composition du Comité reflète donc la diversité de tendances et d'activités des mouvements de jeunesse au niveau européen; y sont représentées les organisations syndicales et de jeunes travailleurs, les organisations politiques de jeunes conservateurs, socialistes, démocrates chrétiens et libéraux, les mouvements de la jeunesse rurale et étudiante, les organisations à but éducatif. Grâce à cette formule, les diverses OINGJ, plus particulièrement celles, qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe (environ 30 organisations) peuvent être associées à tour de rôle aux travaux du Comité et contribuer directement à l'évolution du Centre. Le FEJ possède une structure similaire. Toutefois, son Comité consultatif qui comporte 16 sièges est composé de 8 OINGJ et de 8 Comités nationaux de jeunesse. Ceux-ci sont aussi représentés au Conseil de direction puisqu'ils y occu-

pent la moitié des sièges réservée aux organisations de jeunesse. Au centre, les Comités nationaux de jeunesse sont représentés par l'organisation internationale qui est le Conseil européen des Comités nationaux de jeunesse (CENYC).

Le Centre est un établissement éducatif

Sa fonction essentielle est de contribuer, au niveau international, à la formation des militants et cadres des organisations de jeunesse, cela par la mise en œuvre d'activités de formation variées (sessions d'étude, colloques, conférences, stages de langue...).

Caractéristique importante : il possède ses propres locaux à Stranbourg, à proximité du Conseil de l'Europe, et depuis son récent agrandissement sa capacité d'hébergement a passé de 35 à 75 lits. Disposant de deux grandes salles de conférence (120 et 60 personnes) et de plusieurs petites salles, d'une bibliothèque, d'un service de restauration sur place et des équipements audio-visuels et techniques adéquats, il peut recevoir des groupes d'importance numérique variable en fonction du type d'activité à réaliser et, comme l'aménagement a été conçu de manière très simple, deux groupes de 30 à 35 personnes peuvent y travailler en toute quiétude, sans se gêner l'un l'autre.

C'est d'ailleurs cette dernière formule de deux sessions simultanées de dimension moyenne, la plus favorable à la communication et au processus pédagogique, qui sera la plus utilisée.

Lieu de formation et de confrontation d'idées, le CEJ a organisé depuis son

ouverture en juin 1972 plus de 160 activités qui ont porté sur les thèmes les plus divers, relatifs en général aux grands problèmes de la société contemporaine : la croissance économique, les entreprises multinationales, les travailleurs migrants, les inégalités sociales, la démocratisation et la rénovation de l'éducation, le nouvel ordre économique international, le chômage des jeunes, les relations Est-Quest, les institutions européennes.

Environ 4500 jeunes ayant en majorité entre 20 et 25 ans y ont participé; grâce à l'extension, ce nombre s'accroîtra notablement dans l'avenir puisque dans le cadre des prochains programmes le Centre accueillera par année approxima-

tivement 1500 militants et dirigeants d'organisations de jeunesse. Ces jeunes viennent des divers pays d'Europe (pas seulement des pays membres du Conseil de l'Europe) et à certaines occasions d'autres continents; le CEJ est donc effectivement un lieu de rencontre internationale et d'apprentissage interculturel où les jeunes découvrent les différences et apprennent à les respecter en relativisant leur culture et leurs concepts. A cette diversité s'ajoute évidemment le pluralisme politique ou idéologique tant des jeunes que de leurs organisations qui recrutent leurs adhérents dans les diverses catégories socio-professionnelles et représentent un large éventail des tendances politiques, sociales, éducatives et religieuses de la société. Autre fait marquant : l'élaboration du programme se fait par un processus qui au départ laisse l'entière initiative aux organisations de jeunesse. Ce sont elles qui chaque année proposent, en fonction de leurs propres centres d'intérêts et activités, les projets de sessions et de colloques qu'elles souhaitent réaliser en coopération avec le CEJ. Evidemment, comme les demandes sont toujours plus nombreuses que les possibilités, une sélection doit être opérée et c'est la tâche du Conseil de direction qui a la responsabilité d'arrêter le programme annuel.

Jusqu'à présent il a toujours basé son choix sur des critères pédagogiques (degré de préparation, base de recrutement, méthodes de travail) sans s'immiscer dans la politique et les priorités des organisations et pourtant, l'on constate une certaine cohérence des divers programmes réalisés; celle-ci ne résulte pas d'une démarche autoritaire et technocratique mais se crée par un processus de « décantation » qui est facilité par une relative convergence des préoccupations des jeunes et de leurs associations. Le droit d'initiative exercé par les organisations de jeunesse pour la conception du programme se prolonge par une autre particularité au niveau de la réalisation des activités; en effet, les sessions

Le Conseil de l'Europe - Stranbourg.

Photo : Conseil de l'Europe



d'étude et colloques sont animés par des équipes mixtes composées de responsables des organisations et d'animateurs du Centre et l'évaluation des activités se fait en commun. La co-animation est devenue pratique habituelle du Centre; elle se présente comme un corollaire de la cogestion au niveau des organes statutaires et témoigne aussi de l'esprit de l'ensemble de la construction du Centre dont le but fondamental est de se mettre au service des jeunes et de leurs organisations et de répondre à leurs besoins. La coopération étroite et confiante avec les organisations de jeunesse a favorisé le développement d'une fonction de « Conseil » du personnel du Centre qui est de plus en plus sollicité pour la mise au point pédagogique des programmes de formation, même de ceux qui se déroulent en dehors du CEJ. Cette année sera organisée pour la première fois une session de formation destinée aux responsables et aux futurs dirigeants des organisations de jeunesse, ce qui traduit dans la réalité l'orientation des organes statutaires de donner un rôle accru au Centre dans la formation et le perfectionnement des cadres des OINGJ; elle comportera des aspects informatifs (activités et structures en Europe dans les secteurs de la jeunesse) et des aspects de formation (introduction aux relations internationales, méthodes et techniques d'organisation des rencontres internationales).

Pour un budget d'environ six millions et demi de francs français, le programme 1979 comprend plus de quarante sessions (durée : une semaine) et colloques (quatre à cinq jours) qui toutes donneront lieu à un important travail de recherche et d'évaluation et augmenteront ainsi les données accumulées par le Centre depuis le début. Par ailleurs, y figurent aussi quatre stages accélérés de langues (français, allemand, deux stages d'anglais) dont le but est d'aider les responsables des organisations de jeunesse à maîtriser des langues de grande diffusion internationale. L'un des stages d'anglais est réservé exclusivement à des jeunes travailleurs qui sont particulièrement défavorisés sur ce plan et il est prévu de faire cette expérience pour la langue française. Comme ces stages durent un mois et se déroulent, selon le cas, en France, en Allemagne ou en Grande Bretagne, les jeunes participants, qui viennent de pays et de mouvements différents, ont l'occasion de vivre ensemble une véritable expérience internationale et d'apprentissage interculturel et la formation linguistique est harmonieusement complétée par une partie socio-culturelle dans laquelle les stagiaires peuvent eux-mêmes prendre beaucoup d'initiatives.

Pour dynamiser tout ce travail, une section de documentation et de recherche a

été créée; tournée vers les activités du Centre, son rôle primordial sera de faire de la recherche appliquée sur la problématique et la méthodologie des rencontres internationales, d'améliorer la qualité des sessions et des stages de langues et d'être constamment un agent d'innovation pédagogique.

Le Fonds est un dispensateur de subventions

(mais il n'est pas seulement cela)

Créé sur le modèle institutionnel du Centre, sa vocation est de soutenir financièrement les organisations de jeunesse en subventionnant leurs activités (séminaires, rencontres, études) et en soulageant leurs dépenses administratives (frais de secrétariat et de personnel). Grâce à ses modalités d'intervention et à une dotation annuelle relativement importante (un peu plus de cinq millions de F en 1978) il soutient un grand nombre d'organisations internationales et nationales (celles-ci peuvent bénéficier de l'aide du FEJ pour des rencontres internationales auxquelles sont associées au moins quatre organisations nationales différentes). En effet, à la différence du Centre qui couvre la quasi totalité des dépenses liées à la réalisation d'un séminaire dans ses locaux, le Fonds demande un pourcentage d'autofinancement (un tiers des dépenses prévues) aux organisations, ce qui lui permet d'élargir notablement son champ de coopération.

Les bureaux du Fonds se trouvent au CEJ; cela n'est pas l'effet du hasard mais symbolise la complémentarité des deux établissements à maints égards. Par

exemple, si le Centre réalise des activités résidentielles à Strasbourg, le Fonds soutient financièrement des rencontres qui se déroulent dans l'Europe entière et répond ainsi à une revendication profonde des organisations de jeunesse - et de certains gouvernements - en faveur d'une meilleure répartition géographique des activités. Cela n'est pas sans répercussion au niveau national, car les organisations des divers pays qui sont sollicitées pour la préparation et l'accueil de rencontres et de manifestations internationales se trouvent encouragées dans la voie de la coopération et de l'ouverture. Chaque année, environ quatre mille jeunes venant de quelque vingt-cinq pays participent à des activités soutenues financièrement par le FEJ sur des thèmes, qui comme au CEJ, sont choisis librement par les organisations de jeunesse. Le nouvel ordre économique international, la coopération Nord-Sud et Est-Ouest en Europe, le chômage et la protection des jeunes travailleurs, les élections du Parlement Européen au suffrage universel direct constituent les sujets qui ont été le plus souvent traités pendant les deux dernières années. Une cinquantaine d'organisations européennes de jeunesse reçoivent ainsi de l'aide chaque année de la part du Fonds. Certaines d'entre elles, utilisant intelligemment les possibilités des deux établissements spécialisés du Conseil de l'Europe, bâtissent des cycles de formation et d'étude particulièrement attrayants et fructueux dont certaines parties sont réalisées à Strasbourg dans les locaux et avec l'aide du Centre, et d'autres se déroulent ailleurs, l'ensemble étant suivi et coordonné par une équipe d'animation mixte. Cet aspect de la com-

Réunion du Centre Européen de la Jeunesse.

Photo: Conseil de l'Europe



plémentarité se renforce progressivement par l'influence exercée par les méthodes pédagogiques qui sont employées au Centre; en effet, par l'effet multiplicateur assuré par les stagiaires, celles-ci sont largement diffusées et pénètrent aussi les activités de jeunesse qui se déroulent à l'extérieur. Le Fonds européen pour la Jeunesse consacre environ deux tiers de ses ressources à des rencontres de formation (sessions d'étude, séminaires, colloques, conférences). Le reste sert, d'une part, à soutenir des activités de documentation, d'étude et de recherche des organisations de jeunesse et, d'autre part, à venir en aide à ces dernières sur le plan de leurs frais généraux et dépenses de secrétariat (il s'agit seulement des charges administratives liées à l'exécution d'activités de formation pour lesquelles une décision de subvention a été prise). Concernant la première part, même si les moyens sont encore limités, l'objectif est d'encourager et de soutenir les organisations de jeunesse dans leurs efforts pour maîtriser elles-mêmes les méthodes de recherche et les techniques de production des mass-media : parmi les projets subventionnés jusqu'à présent, l'écrit domine mais les techniques audiovisuelles ne sont pas exclues et le Fonds a contribué récemment au financement d'un disque et de diapositives. Souhaitant réserver la quasi totalité des ressources à des activités opérationnelles, les créateurs du Fonds n'ont pas doté le FEJ d'un personnel pédagogique spécifique pour suivre et évaluer les programmes de formation; en outre ils désiraient aussi laisser le maximum de liberté aux organisations de jeunesse. Comme le Centre possède ce personnel pour ses activités résidentielles, une coopération plus étroite pourrait se développer dans l'avenir et la mission de service et de conseil dans le domaine pédagogique qui caractérise le CEJ pourrait s'étendre au bénéfice des organisations de jeunesse, à condition que celles-ci le souhaitent. Apparemment, le Fonds est un établissement de pure technique financière qui attribue des subventions et en contrôle l'utilisation. En réalité, il exerce une influence notable sur les organisations de jeunesse; en effet, opérer un choix entre la quantité des projets soumis chaque année, fixer des critères d'attribution de subvention et décider de participer aux frais administratifs d'organisations de jeunesse ne relèvent pas de la seule technique financière. Ainsi, tout en veillant au respect du pluralisme le plus large et en proscrivant toute forme d'inquisition, le FEJ influe sur les méthodes de travail et la vie des organisations. Tout distributeur d'argent a un certain pouvoir; remarquable et plein d'enseignement est le fait que l'on parvienne à le contrôler et à l'équilibrer grâce à la for-

mule de cogestion. Un nombre croissant d'organisations fait appel au Fonds et prouve ainsi la confiance dans l'institution qui subventionne des activités se déroulant dans tous les pays membres. Si l'on lui accorde les ressources nécessaires, il pourra considérablement élargir le champ d'étude et de recherche dans le domaine de la jeunesse et, grâce à leur coopération, le Centre et Fonds pourront créer une « banque de données » précieuse pour les chercheurs et aussi les hommes politiques qui pourront y puiser de nombreuses idées et orientations.

L'édification de l'Europe : l'approche réaliste et pragmatique du Centre et du Fonds

A notre époque, il est devenu habituel de tout vouloir mesurer et soumettre au paramètre de l'efficacité. Aussi interroge-t-on souvent les responsables des deux établissements sur les résultats concrets de leurs activités. La plupart du temps, cette interrogation est honnête et vise à obtenir des réponses plus fouillées; mais il arrive aussi qu'elle soit accompagnée des préjugés empreints de scepticisme qui surgissent souvent lorsque des institutions éducatives sont concernées. Quoiqu'il en soit, il est bon de faire des évaluations régulières de toute activité et de toute institution et d'accepter les remises en cause comme moyens pédagogiques favorisant l'imagination et la créativité. Le Centre et le Fonds tentent de se soumettre à cette pédagogie; à certains égards, leur nature et leur enracinement compliquent la tâche alors qu'à d'autres ces caractères la facilitent.

Leurs bénéficiaires, utilisateurs et partenaires dans la gestion trouvent généralement les résultats satisfaisants. Ce qui plaît et attire le plus, c'est probablement l'approche réaliste et pragmatique des problèmes européens. Nulle trace d'une attitude autoritaire ou élitiste. Centre et Fonds ne se croient pas détenteurs de la vérité et ne se considèrent pas comme la source du meilleur civisme européen; ils se mettent au service des jeunes et de leurs organisations et les aident pour qu'ils puissent se rencontrer, comprendre leurs différences et découvrir leur identité européenne. L'édification de l'Europe ne se fait pas avec les seuls bons sentiments, mais exige une compréhension profonde des réalités politiques, économiques et culturelles.

Une nécessité : démocratiser les relations internationales

Mais les jeunes Européens sont-ils égaux pour accéder aux rencontres internationales et acquérir les connaissances et expériences de base dans ce domaine ? Pour toutes sortes de raisons, ils ne le sont pas; ainsi les ressortissants des pays les plus éloignés sont-ils généralement défavorisés et certaines catégories de jeunes, surtout celle des travailleurs, sont-elles peu représentées. En outre, l'école prépare inégalement dans les divers pays européens aux relations transnationales et l'apprentissage des langues étrangères n'est pas encore accessible à tous.

Le CEJ et le FEJ se sont fixés comme objectif d'aider les jeunes à surmonter ces handicaps. Aussi prennent-ils en

Réunion du Centre Européen de la Jeunesse.

Photo : Conseil de l'Europe



Une expérience régionale de participation

charge les voyages de tous les participants à leurs activités, que ceux-ci viennent de Bruxelles, de Rome ou d'Oslo. Les pertes de salaire subies par les jeunes travailleurs du fait de leur participation aux rencontres organisées par le Centre ou subventionnées par le Fonds sont compensées. En raison des limites financières, la compensation n'est pas intégrale et n'intervient pas au-dessus d'un plafond de salaire hebdomadaire déterminé (actuellement fixé à 1000 FF). Toutefois, il s'agit d'une mesure qui, malgré son caractère modeste, montre la voie de la démocratisation de la coopération internationale et incitera peut-être les gouvernements européens à inclure dans les législations nationales sur les congés éducatifs ou autres temps de formation la participation à des activités internationales. Les stages de langue mis sur pied par le Centre s'inscrivent dans la même orientation.

Le Centre et le Fonds : des modèles de coopération avec les organisations non gouvernementales ?

Le CEJ et le FEJ apportent aux organisations non gouvernementales de jeunesse, d'une façon complémentaire, ce dont elles ont essentiellement besoin : d'une part, des possibilités de formation pour leurs militants et dirigeants et, d'autre part, des moyens financiers pour soutenir leurs activités et structures administratives. Cette aide est basée chez les divers partenaires sur la conviction que les associations constituent des cadres d'initiative et de responsabilité irremplaçables et favorisent une véritable démocratisation de la société. C'est pourquoi, un bon climat de confiance a pu se développer entre les organisations de jeunesse et les gouvernements et, si leurs relations ne sont pas sans conflits, ceux-ci sont résolus par la négociation dans le respect mutuel. Par ailleurs, les deux établissements ont aussi rapproché les organisations entre elles, ce qui a procuré une nouvelle dynamique à l'ensemble du secteur. Les organisations de toutes tendances se rencontrent, élaborent parfois des programmes d'action communs, découvrent la similitude de nombreuses revendications pour la jeunesse; des organismes de coordination ont été créés, tant au niveau des OINGJ que des comités natio-

Tout cela est fort encourageant et autorise à se demander, malgré les imperfections et les lacunes, si le Conseil de l'Europe n'a pas créé dans le domaine de la jeunesse une formule de coopération qui pourrait inspirer des réalisations à d'autres niveaux et d'autres secteurs.

List of INGYOs

1. International non-governmental youth organisations (YNGYOs) members of the Advisory Committee of the European Youth Centre in 1978 (15)

Organisations internationales non gouvernementales de jeunesse (OINGJ) membres du Comité consultatif du Centre Européen de la Jeunesse en 1978 (15)

- European Confederation of Trade Unions (ETUC) Confédération Européenne des Syndicats (CES) (*) (**)
- Democrat Youth Community of Europe (DEMYC) Communauté de la Jeunesse Démocrate de l'Europe (*) (**)
- European Federation of Liberal and Radical Youth (EFLRY) Fédération Européenne des Jeunes Libérales et Radicales (*) (**)
- International Union of Socialist Youth (USY) Union Internationale de la Jeunesse Socialiste (*) (**)
- European Union of Young Christian Democrats Union Européenne des Jeunes Démocrates Chrétiens (UEJDC) (*) (**)
- International Falcon Movement (FM-SEI) Mouvement International des Faucons (*) (**)
- European Regional Office, World Organisation of the Scout Movement Bureau Régional Européen Organisation Mondiale du Mouvement Scout (*) (**)
- World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGGS) Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses (*) (**)
- World Alliance of Young Men's Christian Associations (YMCA) Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens (*) (**)
- Christian Movement for Peace Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP) (*) (**)
- European Committee for Young Farmers and 4H Clubs Comité Européen des Jeunes Agriculteurs et des 4H Clubs (*) (**)
- International Movement of Catholic Agricultural and Rural Youth Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique (MIJARC) (*)
- European Movement of Young Christian Workers (YCW) Mouvement Européen de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) (*) (**)
- Young European Federalists Jeunesse Européenne Fédéraliste (JEF) (*) (**)
- Council of European National Youth Committees (CENYC) Conseil des Comités Nationaux Européens de Jeunesse (*) (**)

Liste des OING-J

2. Organisations co-operating with the Centre without being members of the Advisory Committee

Organisations coopérant avec le Centre sans être membres du Comité consultatif

- European Secretariat of (he International Young Christian Students Secrétariat Européen de la Jeunesse Etudiante Chrétienne Internationale (JECI) (*) (**)
- European Democrat Students (EOS) Etudiants Démocrates Européens (*) (**)
- International Young Nature Friends Internationale des Jeunes Amis de la Nature (IJAN) (*) (**)
- International Civil Service Service Civil International (SCI) (*) (**)
- International League for Child and Adult Education Ligue Internationale de l'Enseignement, de l'Education et de la Culture Populaire (*) (**)
- European Co-ordination Bureau for International Youth Organisations (ECBIYO) Bureau Européen de Coordination des Organisations Internationales de Jeunesse (BECOU) (*) (**)
- European Federation for Intercultural Learning (EFIL) Fédération Européenne pour l'Education Interculturelle (*) (**)
- International Youth Federation of Environmental Studies and Conservation (IYF) Fédération Internationale de la Jeunesse pour l'Etude et la Conservation de l'Environnement (*) (**)
- European Confederation of Youth Club organisations Confédération Européenne des Organisations des Centres de Jeunes (*) (**)
- International Good Templar Youth Federation Fédération Internationale des Jeunes Bons Templiers (*) (**)
- World Federalist Youth Jeunesse Fédéraliste Mondiale (*) (**)

(*) Organisation which have consultative status with the Council of Europe
(**) Organisation possédant le statut consultatif auprès

du Conseil de l'Europe.
(***) Member organisation of the European Co-ordination Bureau for International Youth Organisations
(****) Organisation membre du Bureau Européen de Coordination des Organisations Internationales de

PROGRAMME 1979

DU

CENTRE EUROPEEN DE LA JEUNESSE

SESSIONS D'ETUDE
29, chacune de 7 ou 8 jours avec 30 participants.

Fédération internationale des jeunes bons templiers
IGTYF - Executive Board Theaterstrasse 23, 3400 Göttingen (RFA).
Thème : « Les conflits sociaux et les problèmes de toxicomanie, d'alcoolomanie etc... chez les jeunes ».
Dates: 7-14 janvier 1979.

Confederation européenne des organisations des Centres de jeunes.
Landsforeningen Ungdomsringen, Ved Bellahøj 4, 2700 Bronshøj (Danemark).

Dates: 15-22 janvier 1979.

Comité européen de jeunes agriculteurs et des 4H Clubs
Young Farmer's Centre, Inglisdon, Midlothian, Scotland (Royaume-Uni).

Dates: 11-18 février 1979.

Jeunesse européenne fédéraliste (JEF)
47, rue de Toulouse, 1040 Bruxelles (Belgique).
Thème : « Fédéralisme et fédéralistes en Europe ».
Dates: 11-18 février 1979.

Conseil des comités nationaux européens de jeunesse (CENYC)
120, me du Cornet, 1040 Bruxelles (Belgique).

Dates: 25 mars-1er avril 1979.

Jeunesse fédéraliste mondiale (JFM)
Lehegracht 21, Amsterdam-C (Pays-Bas).

Dates: 25 mars-1er avril 1979.

Mouvement chrétien pour la paix (MCP)
Rue Louvrex 36, 4000 Liège (Belgique).

Dates: 6-13 avril 1979.

Bureau régional européen de l'organisation mondiale du mouvement scout

Dates: 20-27 avril 1979.

Fédération européenne des jeunesse libérales et radicales (EFLRY).
Theodor-Heuss-Akademie, Postfach 340 129, 5270 Gummersbach 31 (RFA).

Dates: 21-28 avril 1979.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
26, rue Juste Lipse, 1040 Bruxelles (Belgique).

Dates: 13-20 mai 1979.

Confédération européenne des syndicats (CES)
37, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères, 1000 Bruxelles (Belgique).
Thème : « La situation sociale des jeunes travailleurs ».
Dates: 26 mai-2 juin 1979.

Union chrétienne de jeunes gens (YMCA)
Im Druseital 8, Postfach 149, 3500 Kassel-Wilhelmshöhe (RFA).

Dates: 10-17 juin 1979.

Confédération européenne des syndicats (CES - Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie).
37, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères, 1000 Bruxelles (Belgique).

Dates: 10-17 juin 1979.

Union internationale des jeunes socialistes (IUSY)
Neustriftgasse 3, 3070 Vienne (Autriche).
Thème : « Coopération avec les mouvements de libération et de résistance en Afrique et en Amérique Latine ».
Dates: 19-27 juin 1979.

Jeunesse étudiante chrétienne européenne (JEC)
67, rue La Caserne, 1000 Bruxelles (Belgique).
Thème : « Recherche sur la signification de la science et la culture afin de corriger notre stratégie ».
Dates: 15-22 juillet 1979.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
26, rue Juste Lipse, 1040 Bruxelles (Belgique).
Thème : « Comment est-ce que les jeunes immigrés et les jeunes chômeurs considèrent l'Europe? »
Dates: 23-29 juillet 1979.

Ligue internationale de renseignement, de l'éducation et de la culture populaire.
3, rue Recamier, 75007 Paris (France).
Thème : « Les jeunes face à l'élargissement des Institutions européennes ».
Dates: 26 août-2 septembre 1979.

Mouvement international des faucons (IFM-SEI)
Place du Samedi 13, 1000 Bruxelles (Belgique).
Thème : « L'utilisation de marionnettes et d'autres moyens d'expression théâtrale dans le cadre d'une éducation socialiste ».
Dates: 22-29 septembre 1979.

Conseil des comités nationaux européens de jeunesse (CENYC)
120, rue du Cornet, 1040 Bruxelles (Belgique).
Thème : « Développement régional en Europe, notamment dans le sud-est et mesures permettant d'intégrer les jeunes aux activités européennes de jeunesse ».
Dates: 1er-7 octobre 1979.

Internationale des jeunes amis de la nature (MAN)
Friedrichstrasse 13, 7000 Stuttgart 1 (RFA).
Thème : « Position des jeunes amis de la nature face aux urgents problèmes écologiques ».
Dates: 1er-7 octobre 1979.

Communauté de la jeunesse démocrate de l'Europe (DEMYC)
32 Smith Square, London SW1P 3RH (Royaume-Uni).
Thème : « Le rôle de l'Etat dans un climat économique instable ».
Dates: 14-21 octobre 1979.

Fédération internationale de la jeunesse pour l'étude et la conservation de l'environnement.
Neusserstrasse 186, 5000 Köln 60 (RFA).
Thème : « La protection et l'utilisation des habitats naturels en Europe - aspects sociaux, écologiques, politiques et autres ».
Dates: 14-21 octobre 1979.

Etudiants démocrates européens (EDS)
39, rue de Naples, 1050 Bruxelles (Belgique).
Thème : « La participation du citoyen à la prise de décision ».
Dates: 2-9 novembre 1979.

Service civil international (SCI).
35, avenue Gaston Diderich, Luxembourg.
Thème : « Aspects éducatifs du service bénévole »
Dates: 11-18 novembre 1979.

Confédération européenne des syndicats (CES)
37, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères, 1000 Bruxelles (Belgique).

Dates: 11-18 novembre 1979.

Comité européen de l'association mondiale des guides et des écolaires
132 Ebury Street, Westminster, London SW1W 9QQ (Royaume-Uni).

Dates: 23-30 novembre 1979.

Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MUARC).
Deutshest 24, 3000 Louvain (Belgique).
Thème : « Confrontation avec les changements dans la société et le changement de notre pédagogie ».
Dates: 2-9 décembre 1979.

Conseil des comités nationaux européens de jeunesse (CENYC)
120, rue du Cornet, 1040 Bruxelles (Belgique).
Thème : « Service par et pour les jeunes ».
Dates: 2-9 décembre 1979.

COLLOQUES

4, chacun de 4 jours avec 50 participants.

Association internationale du théâtre amateur (AITA)
Herengracht 166-168. Amsterdam (Pays-Bas).

Dates : 28 février-4 mars 1979.

Fédération européenne de l'enseignement Interculturel (EFIL)
Bosmarlei 12. 2000 Antwerpen (Belgique).
Thème: « La mobilité des jeunes et l'éducation ».
Dates: 30 avril-5 mai 1979.

Union européenne des jeunes démocrates chrétiens (UEJDC)
9. rue du Bouloi, 75001 Paris (France).

Dates: 30 juin-5 juillet 1979.

Bureau régional européen de l'organisation mondiale du mouvement scout/Comité européen de l'association mondiale des guides et des éclaireuses / Conseil international des mouvements d'enfants et d'adolescents (CIMEA) / en coopération avec le Bureau européen de coordination des organisations internationales de jeunesse (BECOU).
54. rue de la Pacification, 1040 Bruxelles (Belgique).
Thème: « L'année internationale de l'enfant ».
Dates: 23-28 octobre 1979.

Le programme du Centre européen de la jeunesse prévoit également pour 1979 :

- un stage de formation de 10 jours pour animateurs et futurs responsables des organisations de jeunesse;
- deux réunions consultatives : une réunion préparatoire pour la Conférence européenne de la jeunesse qui se tiendra en 1980; une réunion consultative entre le personnel du Centre et des experts de l'enseignement linguistique pour animateurs axé sur la communication;
- une réunion intergouvernementale d'experts en matière de jeunesse : chacun des 23 pays signataires de la Convention culturelle européenne y sera représenté;
- deux réunions statutaires du Centre;
- trois stages de langue destinés à des animateurs de jeunesse âgés de 18 à 30 ans.

Le Centre prévoit également des activités financées par des sources extérieures au budget du Centre: il s'agit de sessions d'étude de l'Université de Paix, du Comité national français pour la jeunesse, de responsables locaux de services de jeunesse, de « Jeunesse et patrimoine », du Congrès juif mondial, de la Direction des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe.

Centre Européen de la Jeunesse Strasbourg.

Photo : Conseil de l'Europe.



The Organizational context of development illuminating paths for wider participation

by Chadwick F. Alger*

1. Growth in International Organizations

The impact of new technology on human travel, communication, cooperation, conflict and aspiration is dramatically changing the organization of humankind. This is partially reflected in the tremendous growth in international governmental organizations (IGOs), international nongovernmental organizations (INGOs) and transnational corporations (TNCs) over the past two decades¹. Extensive growth in organizations that transcend national boundaries has produced a global system vastly different from the traditional national state paradigm which greatly influences how we see the world, and vastly different from the world which existed even twenty years ago. Yet the nation state paradigm has such a strong influence on research and perception that we have been very slow in developing an empirically based comprehensive picture of the world as it is. This inability to see the present seriously inhibits our capacity to cope with the future.

Although we lack a comprehensive understanding of the impact of IGO growth on global systems, there is a general tendency to view IGO growth as a good thing. Cooperation among national governments in an increasing number of functional areas (economic development, health, employment, inflation, trade, ecology etc.) is seen not only as useful for global problem solving but also as a way to build relationships that can diminish the likelihood of war. Growth in INGOs is also widely viewed positively. From one point of view, these so-called « people-to-people » activities facilitate international understanding, making it easier for governments to carry out functional collaboration and to diminish extreme conflict. It is also asserted that these organizations can help to

overcome inertia against change that is found in IGOs because representatives of national governments are reluctant to diminish the prerogatives of national governments. This contribution of INGOs has been dramatized in INGO conferences organized in connection with UN conferences on environment, food, human habitat, law of the sea, disarmament, etc. While it is widely agreed that IGOs and INGOs are constructive elements, there is some concern about the global distribution of opportunity for participation in them.² Participation requires money for travel and communication and necessitates the investment of time by skilled people. All of these resources are more abundant in the First and Second World than in the Third World. Thus opportunity for participation in and influence of IGOs and INGOs is greater in the industrialized countries than in the Third World. While Third World participation is increasing slowly, it is coming more rapidly in IGOs than in INGOs. Opportunities for participation in INGOs are also unequally distributed because some national governments are more permissive with respect to INGO participation than others.

Evaluation of the impact of transnational corporations is more mixed. Some believe they are indispensable sources of capital and technology for development. There are also those who see them as a restraint on war. It is argued that transnational socialization of TNC officials and their fear of destruction of their global enterprises in case of war is helping to build transnational peace structures. Others say that some of these advantages may accrue in industrialized countries but that TNC activities in the Third World perpetuate and intensify a global division of labor that enables the rich to get richer at the expense of the poor. This unjust global system will intensify North-South conflict that could lead to serious disruptions in

global systems and even war. It is also pointed out that some TNCs are increasing the likelihood of war by generating arms races through arms production and arms sales around the world. This thumbnail sketch of IGOs, INGOs and TNCs is only intended to indicate that new global structures, although only partially perceived, are emerging as new modes of travel and communication are creating new boundaries for human activity. Satellites and jets are carrying new technology, goods, money and people to cities, villages and countryside in all parts of the world. Our knowledge of growth of IGOs, INGOs and TNCs reflects dramatic changes in the organization of humankind but understanding of the opportunities and problems created by these changes is still only partial. The relevance of these changes in global structure for development - i.e. for the ability of people to acquire an acceptable minimum of security, welfare, identity and freedom-can not be disputed. Anecdotal evidence is abundant. One need only look at growth in the number of development agencies in the UN system and the crescendo of UN debate on a New International Economic Order. INGOs have vast development programs and are deeply involved in NIEO debate and action. The relevance of TNC to development is not debated, although there is controver-

*Mershon Center
The Ohio State University
Columbus, Ohio

This is a working paper for the Goals, Processes and Indicators of Development (GPID) Project of the Human and Social Development Program, United Nations University. Views expressed do not necessarily express the views of GPID as a whole, the Human and Social

sity.

Diagrams are extracted from : « You and your community in the World » by C. Alger and D. G. Hoover

¹This growth is documented in Alger and Hoover

1978.

²This is described more fully in Alger and Hoover (1975) and in Galtung, Paper no. 48.

say about who benefits from their activity and about whether they impede or facilitate development. Thus, the impact of IGOs, INGOs and TNCs can be observed and is felt in their headquarters in New York, Brussels, Moscow and Tokyo, and in their branches in Rio de Janeiro, Addis Ababa, and Bangkok. But it can also be observed and felt in villages in Sumatra, Bihar, Kazakhskaya, Patagonia and Ohio.

2. Isolation of People from International Organizations

While the relevance of IGOs, INGOs and TNC to development is certain, their impact and potential for development as defined by GPID is largely unexplored. This is because development so defined must be planned, implemented, observed and measured in specific social contexts - in local communities and regions within countries. But research with respect to IGOs, INGOs and TNCs has been almost exclusively based on the nation state paradigm. Thus there is a conceptual gap between the units of analysis employed in gathering information about international organizations and the units of analysis that must be employed in planning, implementing, observing and measuring development as measured by GPID. This gap means that people in local communities and regions, although they are affected by international organizations, cannot see many of these impacts. Of course, they can see the impact of TNCs if they work for a TNC, if it pollutes their, village fishery or if it takes over local farmland for a factory. But the transnational processes that make these impacts possible are not perceived, nor are the impacts of these processes on decisions about what kind of crops are plant-

ed, which resources are exploited, which consumer goods are produced and the level of local wages, prices and employment.

In the same way, IGOs operate in arenas detached from the personal experience and perception of most people. Of course, the impact of a UNICEF child care center, a WHO community water supply project or a UNDP dam feasibility study may be easily perceived in the cities and villages in which they are implemented. But the widespread impact of IGOs on oil prices, balances of payments, arms races and war are perceived by a very few, and wide participation in IGO related processes that generate these impacts is not only nonexistent but actually unthinkable.

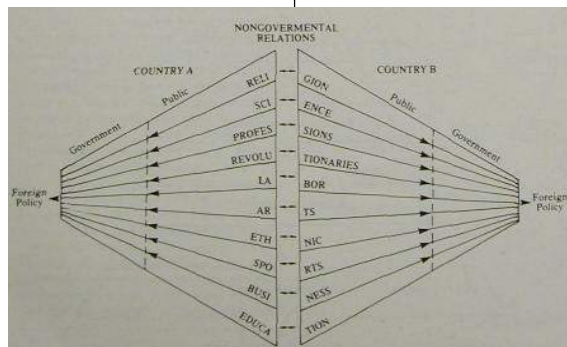
Ironically, while many people throughout the world look hopefully to IGOs to solve problems of hunger, poverty, pollution, deprivation of human rights and war, there is a fatal flaw in the global structure in which their hope is placed - the gap between the people of the world and the IGO system that is evolving. These IGO structures link between national governments. In the assemblies and corridors of IGOs these governments project their foreign policies into regional and global arenas. But these foreign policies are not a product of participatory democracy anywhere in the world - neither in rich nor poor countries, nor in small or large countries, not in democratic or authoritarian countries. One often hears national representatives or members of UN secretariats declare that certain development, disarmament or environmental policies are vitally necessary but cannot be implemented because countries do not have the political will - i.e. there is not enough domestic support for these poli-

cies. But this should not be surprising because no national government expects or desires widespread public participation in foreign policy-making. How then can the public be expected to acquire the information, concern and involvement upon which domestic support would be based. Great hope has been placed in the UN and other IGOs with respect to development - the NIEO is a present manifestation of this long-term aspiration. This will certainly require change in transnational processes that affect trade, investment, prices, employment, education and technological transfer in local communities and regional local regions around the world. Who will define what development means in specific circumstances? Who will mobilize those who must participate - in already industrialized communities and in communities suffering from disease and hunger - if development is to easily satisfy the needs of people? If INGOs are to play more than a token role in development, the missing link between the people of the world and the growing bureaucracies aboard « spaceship earth » must be forged.

3. The Nation State Paradigm Inhibits Participation

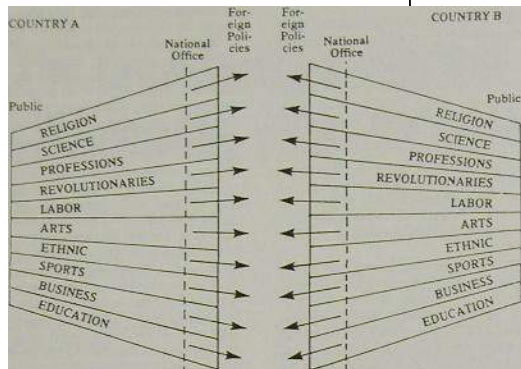
We might expect that INGOs could forge this link. They may yet play a more vital role than they now do. But they too are constrained by the nation state paradigm in that the global system of INGOs is for the most part created in the image of the nation state system. The most prominent ones, in labor, religion, fraternal groups and philanthropy are federations of national associations. These national associations tend to develop their foreign policies in their national offices, with very minimal participation by the rank and file membership. Like national governments, national NGOs have a foreign office in their national office that makes foreign policy. The rank and file throughout the country took to them to decide what the foreign policy of the organization shall be. After all, most people have been socialized to believe that international issues are difficult and require esoteric competence that requires special training and insight - better leave these matters to the national office!

How did it ever come to pass that people who are increasingly impacted by a diversity of transnational organizations and processes - throughout each day, hour, even minute of their lives - came to accept it to be in the nature of things that a small group of « experts » (whether governmental or nongovernmental) must take care of international issues? Why is it assumed that they have special powers enabling them to divine the « national interest »? Even though the nation state system only dates from the sixteenth



Impact of Nongovernmental Relations on Government Foreign Policy.

Foreign Policies of Nongovernmental Sectors.



century, why are histories of peoples rewritten in its image? Although Western political colonialism has been declared over, why is this Western invention - the nation state - and its accompanying ideology still thriving in former colonial areas and still propagated as a means to maintain national political structures introduced by Western powers? Although it is inevitable that the nation state system will be replaced by another form of global organization, why is it that most visions of the future are based on the nation state unit? Why are designers of global futures so creative with respect to linkage of national governments but so silent with respect to linkage among peoples?

There are no simple answers to these questions but two factors seem to be of overwhelming significance. First is the fact that scholars primarily responsible for providing understanding of regional and global processes of humankind have based their work on the nation state unit of analysis³. They ignore the fact that human activities that transcend national boundaries have many points of origin within countries and, depending on the specific kind of activity, are targeted on a diversity of external locations. Yet, those who have conceptualized the linkages among humankind on a global scale have neglected these distinctions. Critically important has been scholarly dependence on **national** statistics. For this reason it can be truthfully said that our view of the world has been largely a creation of national statisticians. Whereas people in Auckland, Ramadan, Penang and Stamberg have need to know how they are linked to the world if they are to make

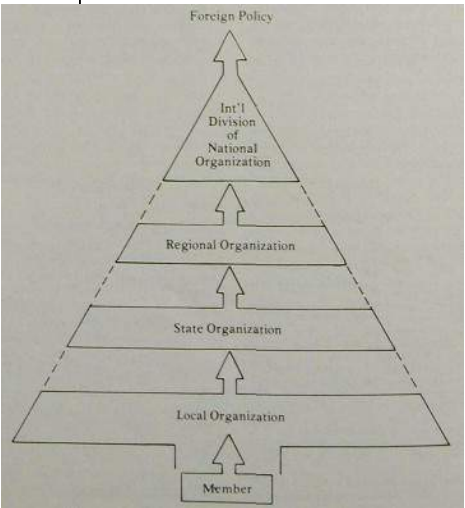
intelligent choices with respect to these linkages, scholars have never made this possible. Instead they have manipulated the data provided by national statisticians for aggregates labeled Australia, Iran, Malaysia and Federal Republic of Ger-

many. These data, and the images of the world they create, have been very valuable to national officials but not very helpful in informing people where in the world they are.

The inability of scholars to free themselves from the nation state unit of analysis is intertwined with a second factor - the inability of democratic theory and practice to transcend national boundaries. Though technology has dramatically changed the territorial boundaries of human communities and enterprises since the nation state system was created, democratic theorists have not been able to cope with this change. Hence, as people's lives are increasingly enmeshed in transnational processes, democratic theory based on nation state units is less and less relevant to people everywhere. This outcome has been so widely accepted that it may now seem to have been inevitable. Yet, democratic theory was earlier adapted from city states, to nations to multi-nation states. But with the arrival of the nation state the territorial bounds of democracy were frozen. In the 17th century Locke rationalized this by excluding from democratic governance so-called « federative powers » which « must be left to the prudence and wis-

³For a more extensive discussion of the impact of research paradigms on behavior, see Alger, 5977.

Local Member's View of International Activity of Nongovernmental Organization.



dom of those whose hands it is in, to be managed for the public good. »⁴ For the most part exclusion of foreign policy from democratic control is stiff unchallenged three centuries later - even though foreign policy now intrudes on almost every domain of « domestic » politics.

4. A New Paradigm can Illuminate Paths for Participation

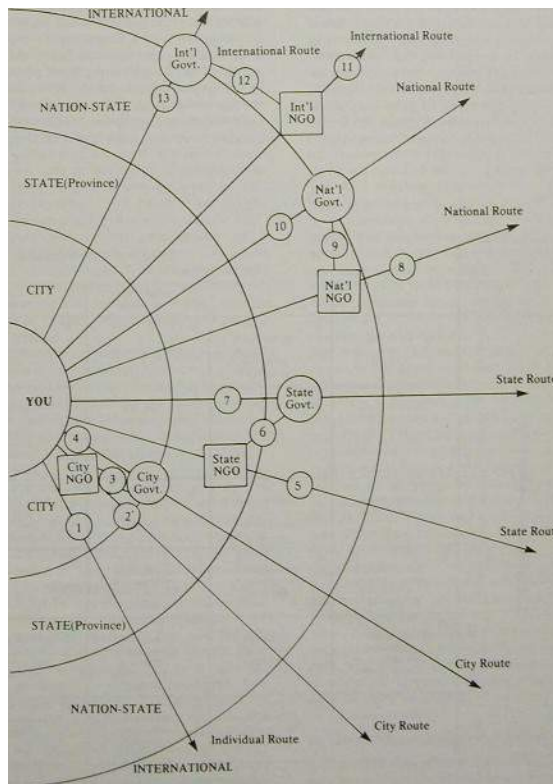
Based on this brief exposition, two prerequisites for development can be deduced: First, it is necessary that international relations scholarship be reconceptualized so that it can enable people to understand where in the world they are! This will permit them to see clearly how they are impacted by a diversity of global processes, how they in turn affect these processes and how they might more self-consciously collaborate with others in making these processes serve developmental goals. Second, it is necessary that theories of participatory democracy cease pushing international issues aside and cope with the international milieu in which people find themselves, in their local communities, cities, and local regions.

This is not an easy task because tradition and experience make a forthright approach virtually unthinkable. Actually we are asking that local communities, cities and local regions become the laboratories in which a global justice system is created. This is required because development as defined by GPID is impossible without widespread participation. This means that development is impossible without local control over transnational processes. This does not mean that existing national governments are necessarily irrelevant nor that their policies are necessarily wrong. Rather, we are suggesting a means for finding out which organizations are relevant for what kinds of needs and which policies are responsive to these needs. Also, we are not necessarily saying that future global orders now propagated by cosmopolitans will not serve people's needs. Instead, we are proposing a way to find out whether they will or not. We are affirming that systems of global justice should be viewed as networks of human settlements. These settlements are the laboratories in which global justice will be created. Certainly local regional, national, global regional and global institutions will be required. But the test of the value of these institutions is to be found in the quality of life in human settlements themselves. Only through widespread participation in local communities, including the international dimension of life in these communities, can the actual needs of people (i.e. the

criteria for evaluation) be discovered. So-called national interests, regional interests and global interests that are propagated by elites may be worthy hypotheses but can only be legitimized by widespread participation that leads to participatory support. What then should GPID do? It will first be necessary for GPID participants to free themselves from the tyranny of the nation state model - not necessarily as a preferred model because that is a matter for individual choice - but as an analytic model. This will liberate us from the subtle self-fulfilling prophecies of the nation state analytic model which views humanity only as a system of nation states. Instead, as John

Burton has insightfully pointed out (International Studies Association, 1974, p. 8) the world should be viewed as a spider web. The spider web is a good analogy both because (1), each node (i.e. each settlement) is linked to other nodes by a number of strands (i.e. kinds of activities), (2) the network created by the spider web is very complicated and at first glance seems to be simply a chaotic set of strands but (3) upon closer examination there is an underlying simplicity of design that can be understood by examining individual nodes very closely. Once this is known, you can understand the linkage structure of a local community or a local region relatively easily.

Figure 1 : Routes to International Participation.



⁴John Locke: *Second Treatise of Government* by Morse

5. People Need Maps that Facilitate Wider Participation

People need not only word pictures of their place in the spider web, but also new kinds of maps and charts to supplement the misleading impression given by maps with colored blotches that represent countries. They need new charts that vividly portray linkages that transcend national boundaries: both those that existed before these boundaries were drawn and those that have been spurred in more recent times by new technology for transportation and communication. One kind of need is for maps that would help people to locate themselves in the context of options for participation in complex polity. Figure 1 is a prototype, suggesting how we might help people to decide through which organizational entities he/she might take part in the development and execution of policy for a specific issue. The map lays out thirteen basic options, ranging from a direct individual action abroad to action through city, state (province), national and international institutions. In each territorial domain either nongovernmental or governmental institutions could be used alone. And in each territorial domain nongovernmental institutions could be used as a

means for bringing pressure on government. As necessary in specific situations, such a map could be made much more simple or could portray additional complexity from the matrix.⁵ In constructing maps for specific nodes, whether they reflect actual or potential conditions, we need checklists of possibilities that can free us from outmoded paradigms. A matrix is a useful device for generating such a checklist, as illustrated in Figure 2. The matrix is constructed on the basis of an array of territorial units ranging from a local community (this could be rural, village, or urban) to city, state (province) or region, country, region (multi-country) and the globe. For the sake of simplicity we will first present this matrix in the context of governmental activity only.

The portion of the matrix above the diagonal indicates that territorial units link to similar units in the context of a number of geographical domains. For example, representatives of all communities in a city make up a city council (cell 2). Representatives of all countries in the world make up the United Nations (cell 24). The matrix above the diagonal has 9 cells with links that cross nations boundaries (the columns headed by cells 5 and 6). Only

two of these - 23 and 24 - are included in IGOs, as traditionally defined.

The portion of the matrix below the diagonal portrays the linkage of non-equivalent units, for example, a community development project supported by a national government (cell 19) or an European Community development project (cell 25). In this portion of the matrix there are also ten cells with links that cross nations boundaries, cell 21, cells 25-28 and cells 31-35. In addition, cells 19 and 20 could involve international links (between national and local community governments and between national and city governments) although these links could also be within nations.

The diagonal of the matrix reflects linkage between units in the same territorial domain. For example, a Mayor's Cabinet contains functional experts - roads, police, sewage disposal, etc. - each responsible for their function within the same local community or city. In the same way the UN Advisory Committee on Coordination is made up of the executive heads of UN agencies that are responsible

5) This approach has been developed for undergraduate teaching in *Alger and Hoovler (1973) See also Alger (1977), pp. 312-315*

Linkage of Units With Identical Territorial Boundaries		Linkage of Equivalent Units					
		Community	City	State (Prov) or region	Country	Region	Globe
Linkage or non-equivalent units	Community	1 Community Council	2 Any community in city (some City Councils)	3 Any community in state	4 Any community in country	5 Any community in region	6 Any community in world
	City	7 Community petition to City Council community park	8 Mayor's Cabinet	9 ANY CITY IN STATE	10 ANY CITY IN COUNTRY (e.g. National Conference of Mayors)	11 ANY CITY IN REGION (e.g. European Union of Local Authorities)	12 Any city in world (e.g. International Union of Local Authorities)
	State (prov.) or region	13 State and to local schools	14 State support for city highways	15 Governor's Cabinet	16 Any state in country (e.g. US Senate)	17 Any state in region.	18 Any state in the world
	Region	19 National government support for city police	20 National government support for city police	21 State of Ohio relations with Japanese Trade Ministry	22 Presidents Cabinet	23 Any country in region (e.g. OAS)	24 Any country in the world
	Region (Multi-country)	25 European community development project	26 OECD city development	27 Asian Development Bank Provincial development project	28 OAS investigation of human rights in member country	29 OAU relations with African Liberation Committee	30 Any region on globe
	Globe	31 UNDP community development project	32 WHO city health service project	33 World Bank provincial transportation project	34 UN force in Cyprus	35 OAS report to UN	36

Figure 2 - POTENTIAL LINKAGE BETWEEN UNITS IN COMPLEX GLOBAL POLITY

ble for the global activities of their functional agency.

While the entire matrix may be an interesting intellectual puzzle to the scholar, people searching for development strategies will wish to use it to discern organizational options from a specific location. For example, a person viewing development possibilities from their city would be reminded that there are three prominent kinds of organizational approaches:

1. The city could collaborate with other cities in the context of a variety of geographic domains. Examples provided in cells 9 to 12.
2. The city could collaborate with other kinds of territorial units, ranging from the globe to small communities within the city, as portrayed by columns headed by cell 2 (except cell 8) and by cell 7.
3. The various functional entities of the city could collaborate with each other (cell 8).

Naturally, the matrix itself does not suggest that all the possible kinds of linkage are either good or bad or either significant or insignificant. But they all exist and they are thereby options for people searching for organization! means for achieving developmental goals. The matrix mode of presentation is particularly useful in overcoming the hierarchical assumptions of the traditional nation state paradigm with respect to the external options of territorial entities within countries. It suggests options that probably would not be perceived by most people in local communities, cities and states (provinces) or within country regions. The meaning of territorial labels on which the matrix is based requires examination. They usefully signify that humankind is organized on the basis of a diversity of territorial domains, ranging from very small local communities to the globe. But no assumption should be made about the exact domain of a specific governmental entity without empirical examination of the performance of that unit. For example, the government of a city may extend to the full territory of a city with respect to the performance of its police department, but it may not extend to the full territory with respect to the delivery of services such as roads, garbage disposal, schools and health services. If certain geographic areas, probably inhabited by a minority group on a lower socio-economic level may be largely cut off from these services, it is questionable whether the city government should be classed as an actor with respect to the full territorial boundary of the city. Instead it might perform more like a non-territorial actor, in the sense that while its domain has certain territorial boundaries it is Only serving a people in a certain class or status. To use another example, the assertion by national governments that they act in the name of people in a specific territory is

not always justified. It is not unusual for the national government to be in the control of a certain clique, class, tribe or interest group that may control certain strategic areas or cities through which external access must pass. While the controlling group flies a territorial flag and has asserted the right to speak for the people of this territory, it may in effect only speak for people in a certain city or group of cities, a region inside the country or a specific class. Yet it is part of the traditional nation-state mythology that this group has unquestioned right to represent all the people in the territory in relations with other national governments. Identifying in whose interests a group acting in the name of a territory really acts is naturally a very important question when development strategies are being designed.

A checklist of nongovernmental actors can be generated from the same kind of matrix. For example, religious organizations range from the community (parish) church to organizations with wider and wider territorial scope that eventually cover the globe. A national council of churches, i.e. a council in which a number of national churches are represented would be located in cell 22. A fraternal worker that is sent by a local church in one part of the world to another local church in another part of the world would be located in cell 6. Lutheran World Federation development assistance to a development project administered by a church group in a local community would be located in cell 31. In the same fashion the matrix could be used for outlining organizational possibilities in labor, agriculture, fraternal organizations, the professions, etc.

The matrix is particularly useful in reflecting on actual nongovernmental linkages of humankind, and in thinking about potential linkage. There are many instances in which local churches, labor and fraternal groups establish fraternal relationships with similar groups in other countries (cells 5 or 6). This is sometimes in the context of a sister city program or a program developed by the national headquarters of a nongovernmental organization but it is sometimes done strictly at the initiative of a local church, boy scout group, or fraternal group. Unfortunately this activity is often not as effective as it might be in achieving its goals because those involved do not have access to the intellectual resources that scholars are providing to national governments. Likewise those involved do not acquire the participatory insight and satisfaction that might lead toward sustained and increased activity because they do not have awareness of the actual and potential importance of this kind of activity. They look upon their activity as peripheral and insignificant in comparison to the

developmental programs of national governments which is made so visible by the research of scholars, reporting of the press and self-proclamations of national governmental officials. Yet, in the aggregate its impact is not necessarily insignificant, and is likely of tremendous significance with respect to the participatory learning about global process by those involved.

The matrix can also be used to portray linkages between governmental and nongovernmental units. This can be done by letting the columns apply to nongovernmental units and the rows apply to governmental units. In this case development assistance made available to the government of a rural community by the World Council of Churches would be located in cell 31. Development assistance made available by CARE (a U.S. nongovernmental organization) to the government of the Dominican Republic would be located in cell 22. A contribution sent directly by a local church to UNICEF would be found in cell 31. On occasions the relationship between governmental and nongovernmental organizations may be more complicated than these simple examples. For example, a nongovernmental organization may be disseminating agricultural surplus made available by a national government. This food may be made available only upon agreement not to give it to people in certain countries. Or, a government may make relief assistance available for a specific region within a country through a nongovernmental organization because the national or local government in the receiving country would not permit the government providing the assistance to become directly involved. The networks of relationships between governmental and non governmental organizations makes it necessary to exercise care in interpreting the meaning of these labels with respect to the activity of any specific organization. A national or sub-national NGO or INGO may be so constrained in its policy choices or so dependent on governmental (sub-national, national or international) assistance that it is not really performing a nongovernmental function. For example, this happens when nongovernmental organizations providing economic assistance are dependent on governmental surplus and are not permitted to aid countries or groups with a specific ideology. Likewise, as we have already indicated, a governmental group, whatever its territorial domain, may only be serving the interests, of a specific nongovernmental group, or even be under its control.

6. Some Conclusions for GPID

Conclusions must now be drawn that will lead toward specific GPID research with

respect to the organizational context of development.

First, indicators of IGOs, INGOs and TNC based on the nation state paradigm would not be adequate for GPID purposes. Rather, development as defined by GPID requires illumination of linkage of IGOs, INGOs and TNC to people in their communities and local regions - potential as well as actual. Second, people require indicators of their actual and potential external linkages (sub-national as well as global) that do not pass through IGOs, INGOs and TNC. Third, the territorial labels by which both governmental and nongovernmental organizations identify themselves should not be assumed to represent fact without examination.

Fourth, the governmental or non-governmental labels by which both kinds of organizations identify themselves should not be assumed to represent fact without examination.

In other words, GPID must be prepared to measure the actual impact of linkage between human settlements upon development within human settlements. This inquiry must bridge across the traditional barrier between intranational inquiry and international inquiry. An analytic approach based upon human settlements permits dispassionate investigation of which larger territorial units (whether governmental or nongovernmental) actually serve or could serve the needs of people. It is very important that this approach is neither biased for nor against organizations reflecting local communities or cities, local regions, nations, global regions or the globe. This approach does make it possible, however, to begin learning which organizations are really serving the needs of people. Such an approach can enable people in human settlements to confront the organizational choices now available. The impact of new technology on transportation and communication (as represented by jet engines and satellites) has vastly increased the organizational options available for people in all human settlements. But perception of these options and opportunity to use them has been unequally distributed. Global systems are to a considerable degree controlled by officials of TNC and military officers because participatory learning on the job has enabled them to learn how to control global processes and because organizations in which they work have the resources to enable them to apply their learning. Development in human settlements is only possible if people in other occupations acquire participatory learning in the control of global processes that link their community to the world. In this way people in many human settlements can experiment in the development of an organizational structure for humankind based

upon symmetrical linkage among human settlements in which all settlements gain more equally from the processes that inevitably link them.

This approach will necessarily eliminate the false dichotomy between the local and the global that has largely been based on a division of labor between scholars - between (1) those that focus on more local problems and phenomena, ignoring the global processes that are such an intimate part of local life and (2) those that focus on global problems and phenomena, ignoring the local capillaries of global processes that sustain these processes. It will also eliminate the false division of labor in which cosmopolitans no longer deeply attached to the settlements of their origin explicate future global orders that are detached from the settlements in which most people will experience the future. It may seem ironic that the weakest link in proposals for global futures are their lack of local roots. Desperately needed if humanity is to plan together for possible survival are images of the future linkages of local settlements. Only models of future worlds that incorporate this element can reflect human needs as defined by the people who inhabit these settlements. Likewise, only models of future worlds that incorporate this element will have the legitimacy required for implementation - i.e. legitimacy granted by the people.

7. Outline of a GPID Project

How can GPID explicate the actual and potential organizational context of human settlements in such a way that people are empowered to choose from a diversity of organizational options - from local to global, both governmental and nongovernmental - in their developmental strategies?

In the first stage, each research center involved in GPID could develop an inventory of the organizational context of a local community, city or local region in which the research center is located or in which the research center is involved. An initial effort could be partly impressionistic, based on the checklist of possibilities provided in the matrices. This inventory would reveal with what external entities the local unit is linked, for what purpose and with what approximate effect. The importance of an initial overview is to broaden perspectives of researchers themselves and to share tentative results with informed people and thereby obtain feedback that will inevitably inform the researchers of things they have missed. In the second stage, this more comprehensive view of the organizational context of a local area would be shared more widely with local people with involvement and interest in development issues in order to stimulate thinking about which ex-

isting organizational links might have the most significant impact on present levels of development and which potential links might facilitate future development. This dialog would pinpoint research targets for more intensive inquiry on organizational linkage. At this point, although initially at a rather elementary level, developmental strategies could begin to be based upon local selections from the full set of organizational options rather than only response to external initiatives. As knowledge about the organizational context of a local area and its importance for development becomes available, it would be widely shared with people in the surrounding area in whatever form permits them to learn «where in the world they are » and enables them to begin thinking about organizational alternatives for developmental issues important to them. This would expand the reservoir of people with competence to take part in developmental planning.

As work in a number of GPID research centers moves forward, results would be shared in occasional subproject network meetings that would offer comparative insight on the organizational context of development and permit sharing of methodologies. It might even be possible to experiment with procedures through which local people at one GPID site could dialog with people at another GPID site on developmental issues that they mutually consider important or through which they are linked together. For example, people at two locations might share their experiences as workers for a specific multinational corporation. Or, those who produce coffee in Africa or Latin America might share experiences with those who buy it in Europe or North America. In the third stage each participating GPID unit would develop images of preferred linkage between their local area and the world - as viewed by researchers, people with prime responsibility for developmental activity and other interested people. The GPID network would stimulate dialog on these images between people at different places. This would create a methodology through which many people could be involved in the creation of alternative futures. People would learn how to take part incrementally throughout the three stages, first acquiring ability to perceive their present links to the world, then learning to think how they would like their area to link to the world in the future, and finally trying to incorporate this image into a larger global context. In this way GPID can establish a network of laboratories for grassroots learning and experimentation in the development of alternative global futures that are informed by the needs of people in human settlements who are growing in their competence to decide for themselves what kind of external linkages serve their

needs. The major contribution of this network of laboratories would not be the specific visions of the future that are created but the design of a process for grassroot participation - a process whereby people are liberated (through growing awareness, knowledge and opportunity to participate) to take part in future global planning. Given the interdependence of humankind, is there any other way that people in local areas can acquire competence in using the technology of interdependence, and the organization this technology creates, in pursuit of their needs? Those that control this technology and the global organizations it makes possible now control the world. Continuation of the present global structure which assumes that most people are not competent to make their own global policies, will doom most of the world's people to perpetual control by whatever interest controls these organizations - whether they be TNC, IGOs, INGOs or their national counterparts.

Particularly relevant to GPID are questions being asked by those concerned with Third World dependency. How might peripheries be linked in ways that diminish dependency? The GPID project we are proposing could experiment with potential solutions. For example, Samir Amin has effectively described how recent dramatic change in the global structure has not really altered the position of most people in this structure: A change in the international class alliance had occurred. National liberation movements removed the old allies of imperialism (e.g., big landlords engaged in export agriculture, the comprador bourgeois middlemen confined to trade, finance and transport, but barred from industry), replacing them with a « state bourgeoisie », supported by the state... It is now generally admitted that modernization and industrialization have led to a series of biases, particularly the increasingly uneven distribution of income. The dependence on import of capital goods from more developed countries resulted in an orientation of the productive sector to production of consumer goods by capital intensive techniques and to satisfaction of the consumption demands of mainly the upper and middle classes. This process did not lead to gradual correction of the original biases, but rather to a reproduction of the bias in income distribution...

To me it is clear that the bourgeoisies of the Third World already have a common interest with the multinationals, that is, with dominant monopoly capital. Why? Because this new export-oriented industrialization would lead to the proletarianization (productive exploitation) of a large reserve army which presently cannot be employed. Hence, a higher rate of profit

for capital as a whole would be achieved. Certainly, there will be differences as to the distribution of that profit between monopoly capital and the local national bourgeoisies, but both have something to gain by this new division of labour, (Hettne and Wallensteen, p. 15-16). In the light of this present predicament Amin sees an opportunity for linkage, out of common interest, between the working class in the centers and those in the peripheries:

In the long run, the working class of the centres and the peoples of the periphery share a common interest. This is not yet understood at the political level, however, due to historical and ideological reasons within the working class organization in most developed capitalist countries, and because of nationalist thinking in the periphery countries (Hettne and Wallensteen, p. 16).

But how are the working class in any place to link in common interest with their counterparts in other parts of the world without yet another form of transnational linkage being taken over by national governments, national « labor » elites or even an international « labor » elite? How could common interests of labor in any part of the world be identified except through a process that includes widespread local growth in awareness, knowledge and participation in transnational activity?

Oswaldo Sunkel addresses some of the same issues in his « transnationalization thesis »:

1. The capitalist system has in recent years been changing from an international system to a transnational system. It has been eliminating elements that do not fit into it, remnants of earlier socio-cultural systems, and has been integrating the remaining elements into a whole of remarkable consistency. This process is associated with and symbolized by the increase in the number, size and diversification of the transnational corporations.

2. Because of transnationalization, national societies in the capitalist sphere, both « underdeveloped » and « developed », are suffering deep changes in their social structure. In the first place, a process of disintegration has set in. This is most obvious in its effect on the economy, but disintegration is also discernible in other organized social activities, such as scientific research, architecture, and urban/regional planning, medicine, education, the arts, and on a cultural/personal level.

3. Meanwhile, national societies are generating a variety of counterprocesses of réintégration, with a reass-

ertion of national and/or subnational values and meanings that sometimes finds political expression in an attempt to assert the separate identity of the nation. These processes are sometimes reactionary, sometimes progressive, and appear in different degrees and terms in all organized activity.

4. As a consequence of all these processes, distinct communities are emerging within national societies. One of these is a transnational community integrated at a worldwide level, in spite of the fact that its members live in geographically and politically separate territories. The other communities, incarnating different national and local socio-cultural configurations, usually lack any structural basis for becoming globally integrated in this way. (Hettne and Wallensteen, p. 38-39).

How can « other communities » acquire the « structural basis for becoming globally integrated » without elites seizing control of the « other communities », whether they be labor, consumers, women, or any other interest? It would seem impossible unless competence in grassroots control is first developed. »⁸ Fernando Henrique Cardoso is concerned about the same transnational dominance structures as Amin and Sunkel and at the same time is quite specific about the importance of organizing grassroots response:

To me what is important is to try to understand and encourage social forces to counterbalance the power of private enterprise and the political presence of the armies in countries where armies are politically important. I am thinking of popular movements and grassroots kinds of reaction. What kind of party or movement can mobilize people in this kind of society? The problem of development in our days cannot remain restricted to a discussion about import substitution, not even to a debate on different strategies for growth, in terms of export or nonexport policies, internal or external markets, orientation of the economy, etc. The main issue is people's movements and consciousness of their own interests (Hettne and Wallensteen, p. 32).

Cardoso then goes on to assert the importance of « networks linking intellectuals with grassroots movements and transnational linkage of intellectuals. But

more symmetrical linkage of Third World communities to global systems, see Alger, 1978

his vision of social movements is limited to within countries. Our analysis suggests that it would be unlikely that churches, labor unions and voluntary organizations would be a match for IGO and the military unless they could develop transnational movements with a grassroots base. Likewise, local people would be at a disadvantage vis a vis intellectuals - urged by Cardoso to strengthen their transnational linkage - without their own transnational experience. This is one reason why we advocate dialogues among people linked to the various research centers in the GPID network.

References

Alger, Chadwick. Foreign Policies of U.S. Publics. « International Studies Quarterly, Vol. 21, No. 2, June 1977.

Alger, Chadwick. « People in the Future Global Order - Alternative, Vol. 4, No. 1 (April 1978), and Bulletin of Peace Proposals, No. 2, 1976.

Alger, Chadwick and David Hoover. « The Feudal Structure of Systems of International Organizations ». Proceedings of the International Peace Research Association Fifth Conference. Oslo: IPRA, 1975, pp. 145-162.

Alger, Chadwick and David Hoover. You and Your Community in the World. Learning package series # 23. Consortium for International Studies Education of the International Studies Association, Columbus, Ohio, 1978.

Galtung, Johan. « Non-Territorial Actors: The Invisible Continent. Towards a Typology of International Organizations ». Chair in Conflict and Peace Research, University of Oslo. Paper No. 48.

Nettne, Bjorn and Peter Wallensleen (Eds.). SAREC Report : Emerging Trends in Development Theory. Report from a SAREC Workshop on Development Theory. Vasterlanninge, August 8-12, 1977.

International Studies Association. The Study of World Society : A London Perspective. International Studies Association, Occasional Paper No. 1, Pittsburgh, PA, 1974. (A discussion among J-W Burton, A.J.R. Groom, C.R. Mitchell and A.V.S. DeReuck).

Locke John. Second Treatise of Government. 1690, pages 145-148.

Morse. Modernization Industrialization and the Transformation of International Relations.

(*) Excerpt from «You and your community in the world » by C. Alger and D. Hoover

INTERNATIONAL ROLES

Individuals not only relate to the world by their beliefs and attitudes, but also their behavior often has international aspects. Some individuals are surprised at the widespread and diverse ways that their daily lives are filled with international links through goods, money, information and people. For instance, our roles as consumers put us in touch with a great number and variety of foreign products. An effort to keep a diary of these links becomes almost an overwhelming task :

Awakened by a Japanese clock radio.,
a Swiss watch provides a double-check on the time...
morning coffee from Brazil.,
ride to work in a Fiat.
on tires made of Malaysian rubber.,
while listening to the Rolling Stones.,
on a German-made radio.,
buying Saudi-Arabian gas.,
and diamonds from South Africa.

Do an inventory of international products that you or your family has purchased. What are the implications of these purchases ? What are the patterns of your purchases ? Have you consciously or unconsciously bought products made in a certain country(ies) ? What considerations went into the purchases ? After looking over your list of products, how would you describe your family's foreign policy in terms of its role as consumer ? Since a student's primary role is to consume knowledge, do an inventory of your consumption of international information.

What courses have you had in your schooling that have increased your understanding of people and places abroad ? With what areas of the world are you most familiar ? In what ways have your international beliefs changed ? How would you characterize your knowledge about the world ?

All of these consumptive linkages involve the individual in an array of human chains that extend to all areas of the globe, with Japanese factory workers, Swiss craftsmen, laborers on Brazilian coffee plantations, miners in South Africa, etc. Yet individuals also play a number of other international roles. For example :

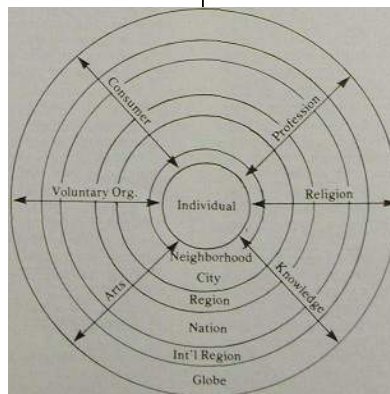
Investment roles :
money in our savings accounts is reinvested in an apartment complex in Chile; investment in local industry helps produce weapons used in conflicts throughout the world;

religious roles :
money dropped in the church plate helps to build a school in Nicaragua;
time devoted to car washes provides funds for famine relief;

occupational roles :
hosting international visitors, preparing products for export abroad, and traveling abroad to develop markets abroad are a few components of international roles; studying, teaching, and researching a global problem;

recreational/avocational roles :
entertained by films from abroad; contact people abroad with ham radio or through

Alternative Roles in Global Citizenship.



mail (pen pals); attending ethnic festivals

Can you think of other international roles?

The Diagram illustrates a number of alternative roles in global citizenship. Our whole life may include roles as consumer, member of a profession, member of a voluntary organization, member of a religious group, etc. Each of these activities permeates the boundaries of neighborhood, city, nation and global regions. In most cases the participant in international activity has no choice. The knowledge he/she generates and consumes cannot be contained in one nation. Even if he/she would prefer to consume domestically produced goods, it would be impossible to avoid products with parts produced abroad. There is no profession or artistic endeavor that is not influenced by contributions from many countries. In each of these occupations we play a role as global citizens.

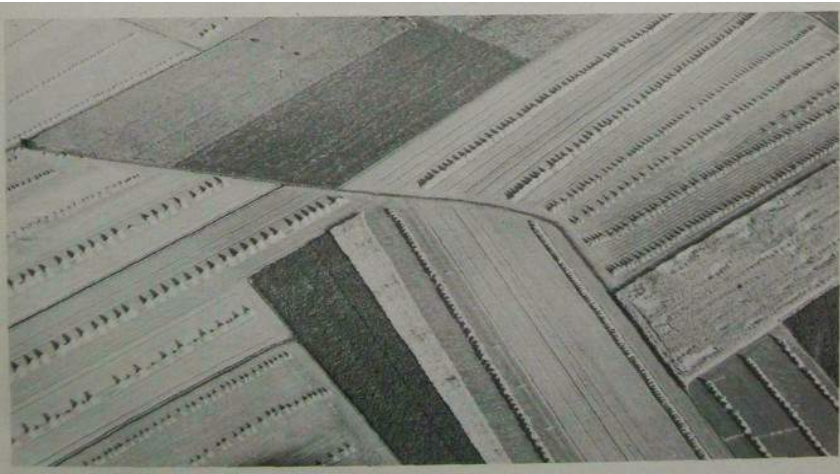
Our vocational, recreational and philanthropic roles involve us in housing policy in Chile, death in the Middle East, education policy in Nicaragua, international scientific networks, and international artistic exchange. Yet the international links of individual daily lives are normally not a result of self-conscious foreign policies. We rarely know where money in our savings account is reinvested. We often do not know that an industry in which we invest is indirectly killing people. We rarely learn very much about the full impact of the school we support in Nicaragua

on students and the surrounding society. Most of these activities are not undertaken with intent to achieve an international goal. It simply happens that our efforts to make money, help other people, acquire knowledge, disseminate knowledge or seek pleasure involve us in social and economic processes that spill across national boundaries. Yet we have been describing international relations at the « grassroots ». *It is activities like these on the part of millions - probably billions - of people that shape the basic patterns of international relations.* But most people defer to others decisions about where their money shall be invested abroad, whether instruments of destruction shall be produced with their financial backing and where they shall be used, and which foreign students should be encouraged to come to their university for what purposes. This habitual deference is not surprising, since the international encounters of daily life are so numerous that it would be virtually impossible for the individual to develop a self-conscious foreign policy about all aspects of his daily life. Yet, it is reasonable to ask whether the abdication of personal responsibility need, or should, extend as far as it does - to the point where most individuals have little conscious control over processes that affect the basic patterns of their daily lives. This deference is composed of two critical elements. First, almost everybody assumes that basic decisions regarding foreign policy are taken care of by somebody *else* and should not trouble them. This deference normally

extends into the halls of Congress itself. Second, international relations of individuals, and groups and organizations in which they take part, occur simply as unperceived spillovers of domestic pursuits. Yet, as the spillover effects increase, they come back as boomerangs to haunt the daily lives of people everywhere. It would, of course, be impossible for an individual to thoughtfully develop and implement foreign policies for all the international relations of his/her daily life. Such conscious planning would add an intolerable burden to daily agendas. But it would be possible for each individual to assume more thoughtful control over his international activities in the context of a few issues that seem particularly important to him or her - perhaps withholding any involvement in the production of arms, refusing to buy products from producers who do not maintain labor standards (similar to domestic grape and lettuce boycotts), refusing to buy products from manufacturers who move pollution abroad to avoid domestic regulations. If one is concerned about a peaceful world and believes contact by the people of the world promotes peace, one might communicate with people abroad through radio, mail, travel, etc., or one might host foreign visitors. One might volunteer to serve in hospitals or social service agencies abroad. Direct contributions of time or money may also be seen as promoting economic welfare or social justice and one's consumptive and conservation habits are relevant to global food or ecological issues.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 4-1979 1 39

Photo: Inbel





En présentant le programme du Forum
mondial du réseau transnational des

FORUM MONDIAL DES ASSOCIATIONS

Sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi des Belges

Bruxelles 23-27 juin 1980

LA RAISON DE L'ÉVÉNEMENT, SA PORTÉE, SES LIMITES, SES FINS

associations (OING) qui se tiendra à Bruxelles en 1980, l'UAI a d'abord souci de marquer la raison, la portée et les limites de son initiative.

Un cadre de principes et de méthodes

Institut universel de statut indépendant, né en 1910 du premier Congrès mondial des associations internationales, l'UAI s'autorise de sa tradition historique et de sa fonction propre pour assumer l'étude des problèmes de principes et de méthodes que pose le fait associatif vu sous l'angle des droits et devoirs communs aux organisations non-gouvernementales sans but lucratif, dans la perspective présente et à venir de leur contribution à l'ordre mondial et de leur participation à l'action internationale. Le Forum, qui se veut autre chose qu'un colloque, une conférence ou un instant de débat, est à vrai dire une suite de démarches convergentes.

Une suite de démarches

La première de ces démarches est une information qui a été adressée à toutes les associations (OING), organisations et institutions internationales de l'UAI, aux fins de savoir leur degré d'intérêt à l'événement. Les réponses, déjà parvenues nombreuses, constituent une sorte de référendum d'intérêts spécifiés, accompagné de suggestions à propos de manifestations associatives parallèles et complémentaires au Forum.

La démarche suivante est l'ouverture d'une enquête d'information auprès de l'ensemble des associations (OING) pour avoir, dans la mesure du possible, un tableau général de leurs activités, de leurs orientations, de leurs soucis, de leurs vœux dans leurs relations avec le monde contemporain. Pour tenter de saisir l'immensité du mouvement associatif dans la diversité de ses réseaux mondiaux et régionaux, les associations ont été regroupées en une quarantaine de grands secteurs et des personnes qualifiées sont ou seront pressenties pour en couvrir et découvrir les champs d'activités aussi objectivement et complètement que possible.

Cette enquête générale, qui sollicite chemin faisant toutes les informations utiles aux différents points de programme du Forum, a son complément dans une démarche entreprise auprès du réseau des organisations intergouvernementales disposant d'organes consultatifs, pour avoir leur avis tant sur l'apport des OING à l'action internationale que sur l'expérience acquise de la consultation. Le relevé de ces avis constituera une contribution d'intérêt général à la documentation du Forum.

Les journées du Forum

Vient alors l'organisation des Journées du Forum et la préparation des différents sujets mentionnés au programme, qui appelle dès maintenant la collaboration des participants intéressés à sa réalisation à divers titres d'études ou de fonctions.



Forum 1980

Le plan de travail proposé comporte un débat de personnalités en séance plénière d'ouverture; un cadre de quatre commissions réparties en trois séances chacune, accessibles à tous les participants; une journée plénière de conclusions. L'ordre du jour des commissions est divisé en chapitres de sujets susceptibles de susciter des groupes de travail restreints, autant que de besoin. Le Palais des Congrès à Bruxelles présente une unité de lieu qui se prête à cette organisation.

Le dessein des organisateurs est de permettre et de faciliter le débat le plus ample, le plus pénétrant possible dans le temps imparti, cela au départ de dossiers dont les participants disposeront, et de communications ponctuelles qu'ils seront censés connaître et dont on pourra, dès lors, berner la présentation à de brefs résumés à chaque seuil de discussion des sujets.

Les auxiliaires des débats s'efforceront de les rendre clairs et utiles. Les rapports de commissions qui convergeront le dernier jour en séances plénières, devraient permettre une relation objective des travaux et des conclusions du Forum et, l'enquête préparatoire aidant, tendre à dégager, de l'assentiment des participants, un certain nombre de directives

d'études et d'action sur le fait associatif envisagé dans ses possibilités et ressources d'avenir, à l'horizon d'une société de mentalité et de communication transnationales.

En sorte que le Forum soit finalement une opération d'identification de l'entité associative dans toutes ses dimensions, l'expression des sentiments et intérêts communs aux réseaux d'organisations non-gouvernementales, l'indication de droits et devoirs de ces « OING » aussi, essentiellement, l'énoncé des conditions et modes de participation à l'ordre mondial, à l'action internationale et en définitive à la démocratie de demain.

Les documents et les Actes du Forum

Les rapports d'enquête et les communications au Forum composeront un ensemble de dossiers dont certains éléments pourront être publiés dans la Revue de l'UAI, le tout, y compris le compte-rendu des journées du Forum, étant destiné dans toute la mesure du possible à la publication finale des Actes. Les rapports sectoriels d'activités seront utilisés pour fournir des notes succinctes sur l'ensemble des organisations traitant des thèmes plus ou moins spécialisés,

Note d'introduction à l'organisation

selon le cas. Ces notes seront incorporées dans un nouveau répertoire, par sujet et groupes de sujets, qui sera disponible au Forum.

Autres réunions complémentaires au Forum

Diverses réunions se tiendront parallèlement au Forum sous la responsabilité des associations intéressées, avec le concours ou l'intercession de l'UAI pour leur organisation pratique, le cas échéant.

Il est recommandé de prendre à temps les dispositions de réservations nécessaires de salles et d'hôtels.

Le mot de la fin

Par les multiples démarches concourant à sa préparation, le Forum se veut, sinon absolument représentatif, du moins amplement expressif des réseaux transnationaux d'associations et dès lors on est porté à espérer que toutes les organisations concernées par son objet ne manqueront pas l'occasion d'une circonstance à vrai dire exceptionnelle de faire connaître librement et intégralement leurs vues, à l'abri de toutes contraintes et entraves.



COMMISSION I

Le fait associatif, son identité, sa portée internationale

Chapitre I : Les principes

Les droits et devoirs des associations.

1. Les libertés associatives (de création, de réunion, d'expression, de critique, de communication).
 - diversité, multiplicité).
 - L'indépendance des associations (OING) vis-à-vis des systèmes d'Etat et du réseau des entreprises de profit.
 - Le statut juridique.
 - Les diverses conceptions de l'associationnisme (groupes de pression, de services, de sociabilité, partis, syndicats, coopératives, fondations, forces d'opinion, etc...).
2. Les intérêts communs aux associations (OING) (considération, audience, entraide, concertation, coordination, union, fédération, regroupement sectoriel).
3. Le devoir social de solidarité des associations (OING).
 - Le dépassement des particularismes et des intérêts sectoriels.
 - L'interdépendance complément de l'indépendance.
4. L'association, lieu et moyen d'expression, d'action, d'interaction des personnes dans le processus naturel du développement humain et social.

Chapitre II :

Les dimensions du réseau associatif

Le réseau associatif des OING est ici vu dans ses dimensions géographiques, universelles et régionales, et considéré dans ses moyens d'action communs au service de la société des peuples, des groupes humains et des personnes.

Cette approche méthodique des problèmes associatifs évite d'aborder les buts propres aux diverses associations (OING) alors même que ces buts participent d'un souci de paix, de coopération internationale, de justice sociale, de promotion humaine, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies.

1. La dimension mondiale : l'universalité du fait associatif transnational (le temps venu de l'interdépendance et de la solidarité mondiales).
2. La dimension régionale : les expériences régionales des associations (OING) dans les perspectives de l'ordre mondial et de l'action internationale.

Chapitre III :

La portée transnationale d'une société à frontières ouvertes

(Le concept de transnationale sera examiné au chapitre du langage de la Commission 3 de la communication transnationale).

1. Sources historiques des relations transnationales.
2. Définition des relations actuelles du réseau transnational des associations sans but lucratif indépendamment du système international des Etats-nations et du réseau multinational des entreprises de profit.
3. Formation et pénétration de l'esprit transnational selon les principes de la Charte des Nations-Unies ayant trait à l'éducation, la science et la culture.

COMMISSION II

La participation des associations (OING) à l'ordre mondial et à l'action internationale ()*

Chapitre I : Les préalables et les conditions de la participation.

1. Au préalable, connaissance et reconnaissance du fait des forces associatives et de leur apport complémentaire à la société et au monde dans tous les domaines. (L'enquête préparatoire au Forum auprès des OIG et des OING doit établir l'importance de cet apport).
2. Aux fins de l'ordre mondial : constitution d'une société à frontières ouvertes à l'action associative, avec ce que cette « communication transnationale » doit impliquer de limites (consenties) à la souveraineté des Etats.

(*) « A l'ordre mondial » s'entend par rapport de complémentarité à la société des peuples et des groupes humains

3. En rapport avec l'organisation intergouvernementale, établissement de relations entre OIG et OING sur la base d'une considération réciproque et d'une collaboration mutuelle. (Ceci implique une nouvelle réflexion, de la part des OIG, sur la nature indépendante du mouvement associatif dans sa diversité (groupes de pression et de services) et sur la finalité des statuts consultatifs, et, de la part des associations (OING), sur leurs droits et devoirs).

(référence aux sujets de la Commission 1).

complémentarité aux systèmes interdépendants, universels et régionaux.

Chapitre II :

Les modes de participation

1. Revue comparée et examen critique des diverses formes de consultation, compte tenu des étapes de l'action associative au niveau national et local.
2. Rapport sur les statuts consultatifs des OIG du Système des Nations-Unies.
3. Rapport sur les statuts consultatifs et les expériences de participation des organisations régionales et plurirégionales.

Le contenu des chapitres des Commissions III et IV esquissé dans les premiers schémas est actuellement en voie d'élaboration ponctuelle. Nous publions ci-dessous les grands titres de ces commissions.

COMMISSION III

*La Communication Transnationale dans le monde **contemporain***

Chapitre I : Le système mondial de la communication, de l'information et de la documentation.

Chapitre II : La circulation de l'information en fonction du réseau transnational des associations.

Chapitre III : Les obstacles à la circulation mondiale de l'information utile.

COMMISSION IV

Sociologie, dynamique et pratique des réunions internationales

Chapitre I : Les faiblesses de l'approche conventionnelle, par rapport aux problèmes nouveaux; les finalités difficiles à atteindre; les contraintes nouvelles.

Chapitre II : Les possibilités d'une analyse nouvelle de l'organisation des grandes réunions.

Chapitre III : Les possibilités de faciliter une dynamique nouvelle.

Il y a 70 ans...

Les congrès internationaux

La vie des Associations Internationales se manifeste principalement par les réunions internationales : sessions de

congrès, assemblées générales, séances de commissions, etc. On compte plus de 3.000 de ces réunions dont la progres-

sion par décades est montrée par le diagramme suivant :

1840-1849	9
1850-1859	20
1860-1869	75
1890-1899	510
1900-1909	1,062

Interrompu par la guerre, le mouvement a repris très activement depuis deux ans. Le Palais Mondial offre des installations permanentes pour les réunions interna-

tionales. Le grand auditoire peut contenir un millier de personnes. Il est entouré de salles pour les réunions de sections et de commissions.

(Extraits d'une étude effectuée par l'UAI en 1910).

CONGRES MONDIAL

DES

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

BRUXELLES, 9-11 MAI 1910

Le Compte rendu

Le congrès mondial des associations internationales a tenu ses assises à Bruxelles du 9 au 11 mai 1910. Cent trente deux associations y ont adhéré. Il a eu pour objet l'étude de l'organisation internationale dans tous les domaines et sous toutes les formes : la science et l'art; le droit et l'organisation politique; les œuvres sociales et le domaine économique.

L'organisation internationale est due à un mouvement vaste et continu, séculaire quant à son origine, mais qui a pris son grand développement en ces dernières années.

Elle tend à une coopération plus grande entre les groupes similaires de tous les pays, à l'extension, au monde entier, des grandes conquêtes du savoir et de la technique, à l'unification des méthodes

points où elle est possible et reconnue désirable.

Les associations internationales sont devenues les organes centralisateurs de ce mouvement. Officielles ou privées, créées par l'union des Etats, ou formées par le rapprochement des collectivités nationales de libre initiative, c'est à elles que nous devons ces résultats qui ont transformé la vie mondiale : *la poste universelle*, l'extension à toutes les relations du système *métrique décimal*, la coordination par delà des frontières des *services de chemins de fer et de navigation*, le *droit international* appliqué à tous les rapports juridiques des personnes et des biens, la *justice arbitrale entre les nations*, substituant le règne de la paix aux aléas de la guerre; *la discussion parlementaire* des grands intérêts mondiaux; *la mutualité*; la bienfaisance et l'assurance, étendant à tous les pays la sphère de la solidarité et de la fraternité, la santé publique mise à l'abri des grands fléaux, par des *mesures d'hygiène concertées*; les *œuvres d'art* et les *livres internationalement protégés*, échanges, prêtés et la documentation universalisée; les *sciences étudiées en commun* et, par l'apport des résultats partiels des travailleurs de tous pays, constituées en une synthèse *universelle du savoir*.

Il est à noter que l'internationalisme de notre époque n'est pas seulement un système idéal; il repose sur un ensemble de réalités. Ce sont : l'expansion de l'homme à travers toute la terre; le réseau de communications qu'il a établi pour le transport des personnes et des marchandises; l'économie devenue mondiale dans toutes les branches du travail, dans l'industrie, le commerce et la finance; les sciences, les lettres et les arts constituant graduellement, de toutes les pensées nationales et ethniques, une pensée mondiale, grâce aux voyages, aux publications, aux congrès, aux expositions, enfin la formation d'unités politiques de plus en plus considérables substituant un gouvernement unifié à une infinité de souverainetés secondaires, ou fédérant les peuples par des ententes de

A la réalisation de l'internationalisme travaillent des groupes puissants : le groupe des *Juristes* représentés par les associations qui poursuivent des études de droit international, le groupe des *Politiques* qui agissent par la conférence interparlementaire, le groupe des *Associations internationales* qui ont pour objet tout le domaine de l'activité et de la pensée, le groupe des *Pacifistes* qui cherchent à supprimer ou tout au moins à limiter la guerre, grand obstacle au développement de la coopération internationale, le groupe des *Diplomates* réunis en des conférences officielles et dont celle de La Haye, désormais périodique, synthétise toute l'action séculaire. Réunir en des assises communes les dirigeants des associations internationales et ceux qui participent à leur action était une entreprise nouvelle. Comment ne pas être convaincu qu'elle est appelée à produire des résultats considérables ?

Le but du congrès, en effet, était multiple. D'abord la mise en relation des hommes, qui ont vécu au contact des réalités internationales.

Ensuite la recherche de l'harmonie et de la coordination entre les buts et l'activité de tant d'œuvres diverses, nées de besoins particuliers, et qui se sont déve-

loppées souvent sans soupçonner même comment elles pourraient coopérer entre elles, s'entraider, mieux délimiter leur sphère d'action, s'intégrer davantage soit en se dirigeant dans telle direction donnée, soit en provoquant la création d'organismes nouveaux, complémentaires et auxiliaires.

Les questions suivantes ont été discutées en assemblée générale de ce congrès :

- 1° La coopération entre les associations internationales;
- 2° Le régime juridique des associations internationales (reconnaissance légale, personnification civile, etc.);
- 3° Les systèmes internationaux d'unités dans les sciences et dans les services techniques (unification et coordination des systèmes Standardisation, le système métrique, le système des C.G.S.);
- 4° Les types d'organismes internationaux (examen comparé, avantages et inconvénients des systèmes en présence);
- 5° L'organisation internationale de la bibliographie et de la documentation;
- 6° La terminologie scientifique et les langages internationaux (terminologie systématique des sciences, notation, traductions scientifiques, signaux, langue internationale).

Le congrès avait été préparé par deux publications : l'Enquête sur les associations internationales, dont le premier volume a paru contenant la monographie de dix-huit associations; et l'Annuaire de la vie internationale, recueil de plus de 1,400 pages, qui comprend les notices de 150 associations, avec analyse ou reproduction de leurs statuts et un aperçu sommaire de leur histoire et de leurs travaux.

Appelé à siéger le premier de toute une série de congrès internationaux spéciaux, convoquée eux-mêmes à Bruxelles en 1910. selon qu'il convient traditionnellement en une année d'exposition universelle, le congrès mondial d'associations internationales a certainement exercé sur leur orientation même, une action efficace.

LISTE DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES AU CONGRES MONDIAL DE 1910

Association artistique et littéraire internationale.	Congres international des associations d'inventeurs et d'artistes industriels.
Association catholique internationale des œuvres pour la protection de la jeune fille.	Congrès international des habitations ouvrières.
Association chirurgicale internationale.	Congrès international des sciences administratives.
Association générale des ingénieurs, architectes et hygiénistes municipaux des pays de langue française.	Congrès international des stations de recherches forestières.
Association internationale d'agronomie tropicale.	Congrès international d'horticulture.
Association internationale d'auteurs, compositeurs et écrivains.	Congrès international d'hygiène alimentaire.
Association internationale de la presse sténographique.	Congrès juridique international des sociétés par actions et des sociétés coopératives.
Association internationale des botanistes.	Congrès panceltic international.
Association internationale permanente des Congrès de navigation.	Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale.
Association internationale pour la protection de la propriété industrielle.	Entente scientifique internationale pour l'adoption d'une langue auxiliaire.
Association internationale pour la protection légale des travailleurs.	Fédération abolitionniste internationale.
Association internationale pour l'étude du cancer.	Fédération dentaire internationale.
Association médicale internationale contre la guerre.	Fédération internationale de laiterie.
Association stomatologique internationale.	Fédération européenne de gymnastique.
Association universelle de médecine espérantiste.	Fédération internationale de l'industrie du bâtiment et des travaux publics.
Bureau du Conseil international pour l'exploration de la mer.	Fédération internationale des associations de fileurs de lin et d'étréoupe.
Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle.	Fédération internationale des avocats.
Bureau international de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.	Fédération internationale des comités permanents d'expositions.
Bureau international de l'Union télégraphique.	Fédération internationale des employés.
Bureau international des fédérations d'instituteurs.	Fédération internationale pour l'extension et la culture de la langue française.
Bureau international des poids et mesures.	Institut colonial international.
Bureau international permanent de la paix.	Institut de droit international.
Bureau permanent international des secrétaires communaux.	Institut international d'art public.
Bureau polaire international.	Institut international de bibliographie.
Comité de jonction des Congrès internationaux de sténographie.	Institut international de photographie documentaire.
Comité international de psychologie pédagogique.	Institut international de sociologie.
Comité international olympique.	Institut international de statistique.
Comité international permanent pour l'exécution photographique de la carte du ciel.	Institut international pour la diffusion des expériences sociales.
Comité maritime international.	Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes.
Comité permanent des Congrès d'espéranto.	Institut Marey.
Comité permanent des Congrès internationaux d'actuaux.	Internacia Scienca Asocio Esperantista.
Comité permanent des Congrès internationaux des chambres de commerce et des associations commerciales et industrielles.	International bureau of American Republics.
Comité permanent des Congrès internationaux des habitations à bon marché.	International electrotechnical Commission.
Comité permanent international des Congrès médicaux des accidents du travail.	International moral education Congress.
Commission internationale d'éducation familiale.	International Union of Ethical Societies.
Commission internationale de l'enseignement agricole.	International Woman Suffrage Alliance.
Commission internationale de l'enseignement mathématique.	Ligue internationale de l'aliment pur.
Commission internationale d'unification des méthodes d'analyse des denrées alimentaires.	Ligue sociale d'acheteurs.
Commission permanente de l'association internationale du Congrès des chemins de fer.	Musée international de la guerre.
Commission polaire internationale.	Office international de bibliographie.
Conciliation internationale.	Office international de documentation aéronautique.
Concilium bibliographicum.	Office international de documentation pour la chasse.
Conférence internationale pour la lutte contre le chômage.	Office international de documentation pour la pêche.
Congrès international d'agronomie tropicale.	Société internationale des élections.
Congrès international de botanique.	Société internationale de musique.
Congrès international de la mutualité.	Internacia Societo de Esperantistoj Juristoj.
Congrès international de la presse périodique.	Société internationale de dialectologie romane.
Congrès international de l'éducation familiale.	Société internationale pour le développement de l'enseignement commercial.
Congrès international de l'éducation physique.	Union cycliste internationale.
Congrès international de l'élevage et de l'alimentation.	Union économique internationale.
Congrès international de numismatique et de l'art de la médaille.	Union internationale des patronages.
Congrès international de radiologie et d'électricité.	Union internationale des tramways et des chemins de fer d'intérêt local.
Congrès international des associations agricoles et de la démonstration rurale.	Union internationale pour la protection de l'enfance du premier âge.
	Union interparlementaire.
	Uniono di l'amiki di la Linguo internaciona.
	Universal Races Congress.
	Universala Esperanto Asocio.

L'ORGANISATION DES ASSOCIATIONS

ET

L'ORGANISATION DE LA DOCUMENTATION

Les acquisitions nouvelles des sciences, leur interdépendance croissante et leurs applications toujours plus nombreuses à l'industrie et à la vie sociale; le développement de la culture intellectuelle et de l'esprit de solidarité les masses; l'extension énorme qu'ont prise les relations de peuple à peuple; la production incessante des imprimés qui mettent en communication possible tous les esprits - ces faits caractéristiques de la civilisation actuelle ont donné naissance à un vaste mouvement pour l'organisation des Associations et de la Documentation.

Les ASSOCIATIONS qui poursuivent en tous domaines des buts d'utilité publique, sont de nos jours les instruments les plus actifs du progrès. Elles sont placées entre l'individu qui ne peut rien si son effort n'est pas encadré et l'Etat dont la lourde structure ne peut guère être utilisée que pour des buts d'ordre très général. Graduellement elles ont établi entre elles des liens de fédération et d'entente jusqu'à constituer de grandes Associations internationales. Celles-ci représentent des forces qui seront vraiment puissantes le jour où elles seront complètement conscientes du rôle qui leur appartient et où elles auront établi plus de coordination dans leurs vues et plus de coopération dans leurs travaux.

La DOCUMENTATION est l'outil même de tout travail concerté, devant mettre à l'œuvre, à distance, des esprits nombreux. Elle est par excellence l'outil des Associations. Tout ce qui est découvert, observé, réalisé, pensé, prend la forme de l'écrit et celui-ci le plus souvent s'imprime et s'adresse au public, aux anonymes, aux inconnus dont on espère, sous une forme quelconque. L'approbation ou le concours. Ces imprimés, dans leur ensemble, résument et synthétisent toutes les informations et constituent la Mémoire de l'Humanité où s'enregistre son expérience collective. Leur puissance pour le bien général s'affirmera surtout quand l'accessibilité de ces documents aura été rendue plus aisée, grâce à un collectionnement plus systématique, grâce aussi à des modes de publication s'inspirant davantage des besoins généraux, et placés sous le contrôle des Associations elles-mêmes. Pour donner une impulsion plus vive au mouvement d'organisation dans ce double domaine, une Union a été créée entre les Associations (Congrès mondial des

Associations internationales) et un Centre a été constitué pour la formation de collections documentaires. (Institut international de Bibliographie et de Documentation).

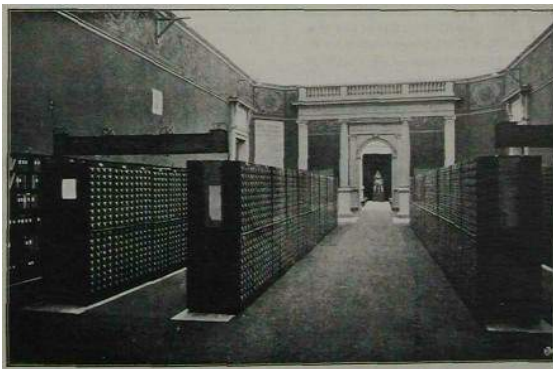
Ensemble ces deux institutions poursuivent des buts étroitement combinés et que l'on peut formuler ainsi : L'extension des relations entre les associations, et la collaboration entre elles; L'internationalisation des systèmes d'unités dans les sciences et dans les services techniques; l'unification des méthodes et des régies dans tous les domaines où elle est reconnue utile; l'unification de la terminologie scientifique et technique; La centralisation de la documentation, comprenant un inventaire général des

imprimés; des collections internationales de livres et de périodiques; la constitution de dossiers encyclopédiques documentaires; une coordination dans le programme et les méthodes d'édition des grandes publications; l'établissement d'un musée international.

Ce sont là tous moyens de développer la Vie internationale et de l'organiser.

Pour réaliser un tel programme, un Centre matériel est nécessaire. Aussi les efforts tendent également à assurer aux œuvres internationales des locaux où puissent être installés définitivement leurs Secrétariats, le Musée international, les services de la Documentation, et qui servent en même temps de Palais pour la réunion des Congrès.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE BIBLIOGRAPHIE



L'Institut International de Bibliographie a été fondé en 1895 pour donner une organisation rationnelle à la documentation. Son Répertoire Bibliographique Universel constitue le catalogue des écrits de tous les temps, publiés dans tous les pays, sur toutes les matières. Il comprend à ce jour classées par sujets, par auteurs et par lieux de dépôt des ouvrages. 12 millions de fiches, soit le cinquième déjà de la production intellectuelle totale.

Le classement est opéré selon la classification décimale qui est à la base de toutes les collections du Centre Mondial.



IN MEMORIAM JEAN BAUGNIET

Dans la lignée des fondateurs de l'UAI

Il y a l'Etat, avec ses cadres institutionnels publics et la société, avec ses cadres associatifs privés. En ce sens on pourrait parfaitement parler d'hommes de société à la différence d'hommes d'Etat. Auguste Beernaert, président fondateur de l'UAI en 1910, ancien chef du gouvernement belge, fut concurrentement l'un et l'autre, mais c'est sa longue carrière associative de juriste au service de la coopération internationale, notamment dans les relations interparlementaires de son époque, que devait récompenser le Prix Nobel de la Paix en 1909. A ses côtés, un autre grand parlementaire belge, Henri La Fontaine, premier secrétaire général de notre Institut et son frère spirituel Paul Otlet, pères fondateurs du mouvement international d'information et de documentation, devaient vouer leur science, leur talent et leur dévouement à la grande cause de l'organisation internationale.

Cette belle page de l'histoire du mouvement associatif mondial à ses origines a été évoquée, lors du 60ème anniversaire de l'UAI, par un de nos membres de la même lignée : Jean Baugnet, fervent associationniste chargé de titres à notre estime et à notre admiration. Président de la Commission nationale belge de l'Unesco, Président d'honneur de l'Association internationale des Universités, c'est avec empressement qu'il fut des premiers à répondre à notre appel à sa collaboration éminente pour la préparation du Forum. Or voici que son carton d'adhésion s'endeuille à la nouvelle de sa mort soudaine, en pleine activité du cœur et de l'esprit.

Ses hommages qui salueront sa mémoire vont affluer de toutes les compagnies auxquelles il a appartenu : le barreau de Bruxelles dont il fut bâtonnier, la corpora-

tion notariale dont il dirigeait encore en spécialiste la revue périodique, l'Université libre de Bruxelles dont il a assumé la présidence, le rectorat et la direction de la Faculté de droit, outre sa participation à l'Unesco depuis la fondation de l'Institution.

Pour notre part, à l'ombre de cette personnalité abondante de générosité qui a si continuellement gratifié l'UAI de sa bienveillance, nous ne pouvons mieux faire en ce moment, nous semble-t-il, que de reproduire les portraits aux traits sobres qu'il nous fit en 1970 de « Deux pionniers de la coopération internationale et de la paix universelle ».

Nous sommes ici dans le droit fil d'une aventure associative mondiale dont notre Forum de 1980 sera la prochaine grande étape.

R.F.

HENRI LA FONTAINE ET PAUL OTLET

par Jean Baugnet

Leurs vies se sont tellement confondues dans une collaboration de plus de cinquante années qu'il est impossible de les dissocier.

Henri La Fontaine, né à Bruxelles le 22 avril 1854, était l'aîné de quatorze ans de Paul Otlet, né à Bruxelles le 23 août 1868. Tous deux font leurs études de droit et obtiennent leur diplôme de docteur en Droit. La Fontaine en 1877, Otlet en 1890. Tous deux s'inscrivent au Barreau de Bruxelles, sous l'égide du grand juriste belge Edmond Picard. La Fontaine va mener l'exercice de sa profession d'avocat, tout en collaborant aux Pandectes belges que vient de fonder son

patron. C'est de cette époque que datent ses traités sur *les droits et obligations des entreprises des travaux publics* (1885) (ouvrage qui fait encore autorité) et sur ses *Contrefaçons* (1888).

La bibliographie va unir les deux hommes: féru d'alpinisme, Henri La Fontaine publie en 1889, *un projet de bibliographie universelle des ascensions alpines*, suivi en 1891 d'un *essai de bibliographie de la paix*, tandis qu'Otlet, dès 1891, en collaboration avec quelques-uns de ses confrères du barreau où il vient d'entrer, met sur pied *le sommaire périodique des revues de droit*.

C'est à cette équipe qu'Henri La Fontaine se joint et son nom, à partir de 1895 reste accolé à celui de Paul Otlet. Les deux amis commencent une collaboration qui se poursuivra jusqu'à la mort. C'est la création de l'*Office international de bibliographie*, dont un arrêté royal du 12 septembre 1895 consacre la naissance et de l'*Institut International de Bibliographie*, le premier élaborant les répertoires bibliographiques, le second étudiant les méthodes les meilleures. Une *Conférence internationale de bibliographie* se réunit à leur initiative en 1895 et décide la fondation d'une *Union bibliographique internationale*, qui devait assu-

rer la publication du Répertoire bibliographique universel qui, en utilisant les méthodes de l'œuvre de Melvil Dewey, perfectionnées et complétées de l'accord de l'auteur américain, devait affirmer et généraliser la classification décimale universelle.

Henri La Fontaine, appelé en 1893 à enseigner le droit international à l'Université nouvelle qui vient de se créer, entre au Sénat en 1895; il y siégera jusqu'en 1912, après avoir occupé la vice-présidence pendant de nombreuses années. Les questions de droit international et de politique internationale l'intéressent et le pacifisme l'attire.

En 1899, il avait fondé la Société belge pour l'arbitrage de la Paix, qui organisa en 1894, à Anvers, un Congrès international de la Paix. La première conférence de La Haye de 1899 avait ouvert la voie à l'arbitrage international et il n'est point de manifestation en sa faveur à laquelle La Fontaine n'ait participé. C'est cette activité que devait consacrer, en 1913, l'attribution du Prix Nobel pour la Paix. Dès 1901, il avait publié une histoire des arbitrages internationaux et par sa participation aux congrès de la Paix et aux conférences de l'Union interparlementaire, n'avait manqué aucune occasion de propager ses idées pacifistes. L'établissement de plus en plus fréquent des associations internationales à Bruxelles et le développement de ces organisations non gouvernementales incitent les deux amis à créer, en 1910, l'Union des Associations Internationales dont l'essor n'a cessé de croître au cours des années. C'est à l'initiative des fondateurs de celle-ci que la législation belge, qui se refusa jusqu'en 1921 à doter les associations sans but lucratif de la personnalité civile, crée par la loi du 25 octobre 1919 les associations internationales à but scientifique, donnant ainsi aux nombreuses associations qui avaient fixé leur siège en Belgique, la possibilité de bénéficier du privilège de la personnalité juridique. C'était l'heureux aboutissement de propositions de loi déposées à plusieurs reprises depuis 1906. Henri La Fontaine et Paul Otlet soulignaient en 1912 l'intérêt de la fédération des organismes internationaux, fondée sur la coopération et la coordination. « La coopération a pour base, d'une part, la division du travail et la répartition des tâches, d'autre part, la concentration des résultats du travail ainsi organisé. La coordination a pour base des programmes d'ensemble, des buts collectifs arrêtés de commun accord et des ententes sur les meilleurs moyens pour les réaliser ». (La vie internationale et l'effort pour son organisation, dans La Vie internationale. 1912, p. 22).

Voilà soixante ans déjà que ces visionnaires avaient aperçu que la vie internationale sollicitait de toute part l'atten-

tion de notre temps « et que » les hommes

1920. 11. 15
A. L. Hôtel des Délégués. En route pour la
Salle de la Réconciliation. Temps merveilleux
- soleil, beau. Vue animation. Une école pour
portant les 41 délégués des Etats. Dans la
parc un vieillard assis ignore que à Paris
par la foule sympathique avec un événement
la justice universelle. Salle grande et ouverte.
Un Nitobe, Koebein, Gode, Rolub, Hoffen, Rappart,
Eric Drummond, Adakole, Brantley, Puvion,
Bourgeois, Tithon (compte composité). Discours
Molot excellent. Réponse Hymans. Chans des
Présents: Hymans élu. Déjeuner à l'Hôtel.

1920. 11. 16
L. à Minie, Albert Thomas de Radeurs Tanguis
La procédure: publicité des commissions, misables
documents de Tithon (tradition récentes, récentes)
D'aller vite parce que trop de détails occupent de questions
importantes). En deux vice-présidents: D. P. de
Vandermere et de Morand (Américain). L. à Pelli,
Moch - Fin de la procédure. Réunion de la négociation
belge chez Hymans (participation aux commissions)
Discours de Albert Thomas (Chans, Brantley, Viviani,
Mouret): excellentes, pas de discours en appuie
fondés.

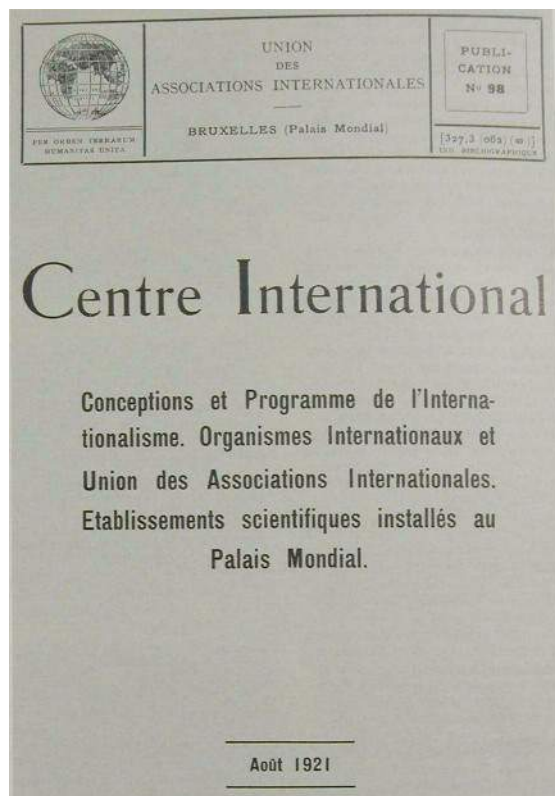
Rien d'étonnant, dès lors, que pendant la

Séance de l'après-midi: manifestation
Rouman, télégramme Wilson, questions de
procédure juridique 18 30. Réception par les
Ministres de Belgique: M. Bauty, Koebein, Gode.
Dinner: Molot et Rolub. Réception au foyer du Palais
Un Fourn, Puvion, composité, Halber, Hymans, Wilson,
Puvion, Koe, Puvion, Carbon, Molot, etc.
Les Chans et les jannes, leur importance et leur
rôle important.

mes mènent, en réalité, une existence internationale; leur vie, peut-on dire, est imprégnée d'internationalisme. qu'il s'agisse des idées auxquelles ils doivent leur formation intellectuelle, des produits qu'ils consomment, des marchés auxquels ils destinent le fruit de leurs travaux. Ils commencent à entrevoir très nettement la possibilité de superposer une structure mondiale aux structures sociales, qui dans les temps modernes ont abouti à celle de l'Etat, après avoir été celles de la Famille, de la Cité, du Comté et du Duché » (Loc. cit. p. 10).

première guerre mondiale, les deux amis, séparés par les événements, l'un aux Etats-Unis, l'autre en Suisse et en France, aient, l'un et l'autre, mené campagne pour la création d'une organisation politique internationale. C'est dès octobre 1914 que Paul Otlet publie un projet de « traité de paix générale basé sur une charte mondiale déclarant les droits de l'Humanité et organisant la Confédération des Etats » où il préconise l'organisation d'une Société des Nations. Il précise ses pensées dans « Les problèmes internationaux et la guerre ».

ouvrage paru en 1916 dans lequel il propose l'établissement d'un pouvoir spirituel doté d'organes exécutifs mondiaux. Il fait partie du groupe des promoteurs, à Paris, de la Ligue pour une Société des Nations, basée sur une constitution internationale, en mai 1915, il publie le projet de constitution et l'année suivante « La constitution mondiale de la Société des Nations », expose de façon très détaillée les bases sur lesquelles il conviendrait de fonder la nouvelle organisation. Dans le même temps, Henri La Fontaine, aux États-Unis, avec l'aide de la « World Peace Foundation », publie son essai sur le pacifisme constructif, intitulé « The great Solution », proposant les statuts d'une Organisation internationale des États, prévoyant une administration internationale, des conférences périodiques de délégués des États, en y incorporant une juridiction internationale, développant celle que la Conférence de la Paix de 1907 avait suggérée. Conscient que cette charte devait avoir pour l'humanité tout entière une importance aussi grande que celle que la *Magna Charta* avait eue dans la vie nationale de l'Angleterre, en assurant l'ordre public dans la Société des États, il lui donnait le nom de « Magnissima Charta ». Si le latiniste eût préféré le superlatif « maxima », il n'en reste pas moins que le projet était audacieux et devait préparer les peuples anglo-saxons à l'idée de la création d'une Société des Nations. Ainsi, des deux côtés de l'Atlantique, en plein milieu de la tourmente, les deux amis poursuivent leur idéal commun de la paix universelle dans la constitution d'une Société des Nations. Mais leurs préoccupations allaient aussi aux institutions intellectuelles qu'ils auraient souhaité voir placées sous le contrôle direct de la Société des Nations. « gardienne du patrimoine de culture commun à tous les peuples ». En novembre 1920, Otllet et La Fontaine proposent un plan d'organisation internationale du travail intellectuel au sein de la Société des Nations. C'est ainsi que naît la Commission de coopération intellectuelle pour les travaux de laquelle Otllet présente une note introductive. Une partie de ce plan sera réalisée par la création à Paris de l'Institut de coopération intellectuelle de la Société des Nations. Les deux amis eurent le privilège et l'honneur de recevoir tous les membres de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations, en mars 1923, à Bruxelles, au Palais mondial. Entre-temps, ceux qui furent parmi les promoteurs de l'organisation internationale avaient poursuivi en Belgique leurs activités sur le plan des associations internationales. Ayant obtenu du gouvernement la disposition d'un des halls du Palais du Cinquantenaire, ils y installent en septembre



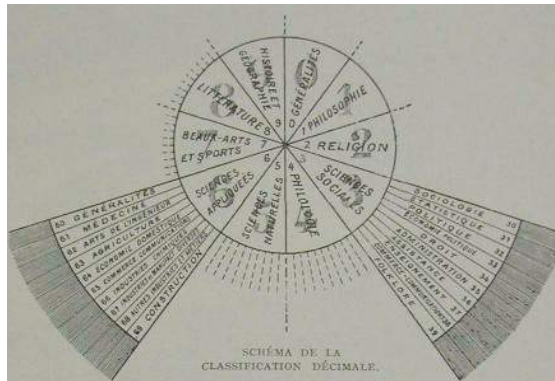
1920 toutes les organisations qu'ils avaient créées : l'Institut et l'Office international de Bibliographie, la Bibliothèque internationale, le Musée international de la Presse, l'Union des Associations internationales. L'ensemble reçoit le nom de Palais mondial (*Mundaneum*) qui devait comprendre aussi un grand musée de caractère documentaire destiné à donner une vision d'ensemble des civilisations et des activités humaines. L'absence de moyens matériels ne permettra pas de réaliser ce projet et les essais modestes auxquels durent se limiter les fondateurs ne leur valurent que dérision et incompréhension malveillante du gouvernement et du public.

Leur science et leurs connaissances, ils les diffusent par leur enseignement. Dès 1896, Henri La Fontaine donne à l'Université nouvelle, née de la contestation à l'Université libre de Bruxelles, le cours de Droit des gens, charge qu'il conservera jusqu'en 1914. Après la première guerre mondiale, l'Institut des Hautes Etudes de Belgique, qui survit à l'Université nouvelle, lui confie le soin de faire des leçons sur la Société des Nations; Henri La Fontaine étudie les aspects du droit international nouveau (1920-1921) et met au point et crée un cours de droit mondial qu'il enseigne jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, étudiant les structures nouvelles et l'évolution de

la communauté mondiale envisagée au point de vue juridique, intellectuel, moral et économique.

De son côté, Paul Otlet se verra confier, dès 1910, un enseignement sur l'organisation de la vie internationale, développant, d'une part, ses conceptions sur l'économie intellectuelle, l'universalisme et les aspects nouveaux des problèmes internationaux et, s'attachant d'autre part, aux questions d'encyclopédie et de synthèse des sciences et à l'organisation internationale des travailleurs intellectuels.

C'est en 1920 également que La Fontaine et Otlet fondent la quinzaine universitaire internationale qui devait bientôt se transformer en Université internationale, réunion d'une élite de professeurs et d'étudiants de tous les pays, élément de cette cité mondiale dont ils rêvaient. Les étudiants étaient associés à ce projet et il me souvient que le 28 août 1921, sur le Plateau de la Woluwe, au nom de la Confédération internationale des Etudiants, dont le siège était également au Palais Mondial, je remerciais le propriétaire du domaine de Val Duchesse de l'accueil qu'il nous faisait et des espérances que nous avions de voir s'élever sur ce plateau la Cité internationale, ensemble d'édifices et de pavillons qui devait abriter les organisations internationales autour d'institutions centrales pouvant régler la vie politique, économique, sociale et intellectuelle des peuples autour du *Mundaneum*. Ce ne fut malheureusement qu'un rêve qui ne se réalisa pas plus à Bruxelles qu'à Anvers, sur la rive gauche de l'Escaut, ou à Genève, malgré l'intérêt



qu'y porta le grand architecte Le Corbusier.

Les années suivantes apporteront aux animateurs de l'Union des Associations internationales bien des déceptions et des difficultés. La reprise par l'Etat des halls du Cinquantenaire oblige La Fontaine et Otlet à émigrer, eux, leurs collaborateurs, leurs collections, leurs archives et leur documentation, dans des locaux de fortune et à poursuivre leur œuvre dans des conditions matérielles pénibles.

L'occupation allemande devait encore aggraver le désastre par la destruction par l'administration militaire de 63 tonnes de publications périodiques.

Jamais, cependant, le découragement n'abattit les deux amis.

La mort devait frapper Henri La Fontaine le 14 mai 1943. Dans sa maison du square Vergote, ses collaborateurs et amis se groupèrent autour de Paul Otlet et de Mlle La Fontaine pour apporter un dernier hommage au grand champion de la coopération internationale et de la paix universelle : un an plus tard, le 10 décembre 1944, c'était le tour de Paul Otlet de quitter le monde qui avait si peu compris ce précurseur de l'organisation internationale, qui avait consacré le meilleur de son intelligence et de sa fortune à faire progresser la coopération internationale.

L'œuvre que les deux pionniers ont laissée est immense : non seulement leurs idées de l'organisation politique et intellectuelle des nations ont trouvé un commencement de réalisation dans la Société des Nations, et ensuite dans l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO, mais leurs créations : l'Institut international de Bibliographie, de développement de la classification décimale, l'invention de la microfiche et du micro film, le groupement des organisations internationales non gouvernementales en l'Union des Associations Internationales, resteront des témoins vivants de ces hommes de génie, pour nos générations et celles de demain.

La Belgique doit se souvenir de ces deux grands citoyens.

LE PALAIS MONDIAL



Le Palais Mondial est situé à Bruxelles au Parc du Cinquantenaire, à l'entrée de l'avenue qui conduit à Tervueren par la forêt de Soignes. Composé de cent salles, il couvre plus d'un hectare de superficie. Les services du Centre International y ont été installés en 1920 et les locaux en ont été inaugurés à l'occasion de la Quinzaine Internationale de septembre de cette année.



As in running a farm, so **also** running an NGO effectively and efficiently **requires** that one regularly make an overview assessment of the whole to see what is happening Photo: Inbel

NGO OPERATIONAL TASKS AND PROBLEMS :

A Checklist for Improving Efficiency and Effectiveness

Part TWO

by David Norton Smith* and Barbara Lynn Smith**

Part Two of this Checklist continues the detailed listing of the various task performance areas of NGOs begun in the prior issue of this journal (see vol. for Part One). Part One listed tasks or problems involving financial resources, planning, and general leadership-management-control. In this second installment can be found a listing of NGO human resources/personnel tasks, as well as evaluation-research-information tasks. The next issue will contain the final Part Three of the Checklist, consisting of external relations tasks and direct service/production tasks. The reader is directed to the introduction of Part One for suggestions about the use and implementation of this checklist. It is designed primarily to serve as an evaluation or self-study tool for NGOs, whether in an informal, brief NGO evaluation by one staff person or many, or as a guide for performing a more thorough and formal NGO evaluation over a period of time. Although the Checklist as a whole attempts comprehensiveness, not all items may be relevant to each NGO. Other relevant items can be identified which we have omitted because space limitations prevent our being exhaustive in our coverage here. Specification of such items that should be included in the present checklist will be welcomed by the authors, as will any other comments from readers and users of the Checklist.

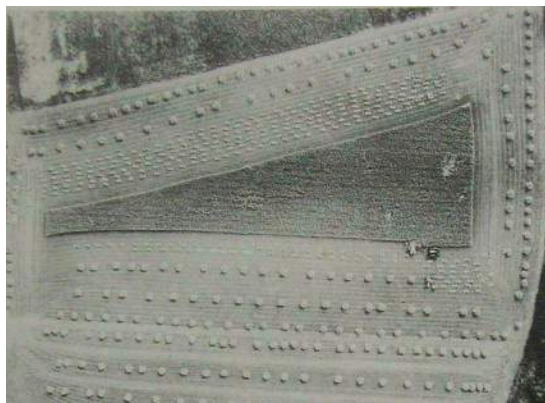
IV. HUMAN RESOURCE/PERSONNEL FUNCTIONS¹

A. Human Resource/Personnel Planning

1. role development
 - a. implement the organizational policies for role development by outlining a plan which includes all phases of role development and basic staffing policies
 - b. seek to reduce any role ambiguity or unnecessary duplication.
 - c. define specific jobs by writing descriptions containing :
 - 1) position title
 - 2) function and responsibilities
 - 3) supervisors
 - 4) time commitment and scheduling
 - 5) remuneration and fringe benefits, if any
 - 6) essential qualifications for position
 - 7) training to be provided
 - 8) reward and promotion schedule, if formalized.
 - d. determine the skill definitions needed for positions (as a separate task with results to be utilized for recruitment purposes).
 - e. determine eligibility requirements Other than specific skills - motivation, interests, background, etc.
2. develop profile of personnel needed (paid and volunteer).
 3. determine methods to implement recruitment for priority staffing needs in accordance with organizational policy.
 4. determine methods of recruitment including :
 - a. sources from which to recruit likely candidates for positions
 - b. methods for advertising position openings
 - c. persons to perform actual recruitment tasks
 - d. timing of recruitment in conjunction with scheduled time when position openings must be filled
 - e. best way for organization to conduct a recruitment campaign - whether to use person-to-person contacts, classified advertisements, etc., or use agencies or other organizations to help in the process.
 5. plan for an appropriate mix of recruitment techniques to be earned out consistent with resources and appropriate to personnel needs and timing.
 6. plan for assessment of the functions personnel perform, including evaluations of activities in following areas:
 - a. actual recruitment of personnel
 - b. screening and selection (including interviewing and placement)
 - c. orientation to job and training
 - d. on-going staff motivation, satisfaction, and retention/firing, etc.

* Professor of Sociology, Boston College, Chestnut Hill, MA. 02167. USA.
** Vice-President, David Horton Smith International, Box 431, Bethlehem, N.H 03574, USA.

¹ Personnel as used here applies primarily to paid staff, though many items will be relevant as well to volunteer staff, board members, etc.



When hiring new NGO personnel, people may all look alike, as trees in an orchard. But a closer look through adequate interviewing and testing will always reveal important differences to use as a Oasis for selection. Photo : Inbel

- e. role reallocation and reward systems
- f. volunteer programming
- g. record keeping for all personnel
- h. evaluation of staff and of human resources activities Of organization as a whole
- i. timing of evaluations listed above and personnel responsible for them
- j. type of reports to be made, and plans for dissemination of information.

7. design application forms appropriate for various positions

8. formulate appropriate screening, selection, orientation and training methods.

B. Recruitment of Personnel

1. time recruitment so as to be coordinated properly so that jobs are filled not too soon, but not too late after becoming needed.

2. implementation of recruitment procedures decided upon by planning group, including any of the following methods :

- a. person-to-person contacts - existing leaders, staff and members utilize their personal contact networks for recruitment of applicants
- b. delegation of recruitment process to some Other organization willing to accept the task and responsibility (usually utilizing their own membership or doing generalized recruitment, perhaps using an employment agency or volunteer bureau)
- c. use of special events for recruitment: meetings, tours, social events, etc.
- d. use of broadcast and printed media for recruitment - classified advertisements, display ads, interviews, radio spot announcements, etc.
- e. development of a speakers' bureau to talk to groups about the NGO and personnel needs
- f. arrangements of an informal sort for leaders to speak to various meetings of organizations about the NGO and personnel needs
- g. use of special brochures, mailings, leaflets, etc., where appropriate, to be distributed to prospective applicants or in public places.

3. be sure to include in all recruitment approaches the name and place for prospective applicants to contact if interested in applying.

4. be frank about the positions you are recruiting for - do not mislead applicants at any stage by making the job appear to be more glamorous or rewarding than it is. but do mention the rewards, both tangible and intangible.

5. make sure that the applicant is well-informed about the aims and purposes of the

C. Selection of Personnel

1. implementation of screening procedures decided upon by planning group.

2. respond to letters and phone calls, inquiries about openings, and actual applications.

3. screen applicants

- a. taking applications (filled out forms you have provided)
 - b. reading applications and rating or evaluating the applicants
 - c. arranging for interviews with the best applicants
 - d. informing those applicants who have been screened out that they are no longer being considered for the position, thanking them for their interest.
- 4. conduct the initial interview with potential employees**
- a. describing the organizational aims and programs generally
 - b. describing the position opening for which the applicant might be considered, and discussing salary and fringe benefits
 - c. asking the applicant questions about his or her background that relate to the position to be filled
 - d. determining through interpersonal skills and interviewing techniques the strength of the applicants' motivation, interests and relevant qualities relating to the position opening
 - e. making a final determination if the applicant should be further considered tested, etc. and informing the applicant.

cant should be further considered tested, etc. and informing the applicant.

5. explain the position in more detail to the selected applicant and determine if the applicant desires to be tested and continue the process.

6. test the applicant for skills relevant to the position in the manner decided upon by the planning group; score the test and analyze the results in comparison with other applicants and desired standards.

7. share the results of testing with the applicant unless inappropriate for the particular situation.

8. arrange for interviews with key staff person(s); set a time and place, orient both the staff person(s) and the applicant for interview

9. check references of applicants being seriously considered.

10. get feedback from staff person (s) who interviewed the applicant, and feedback from applicant on his or her feelings about the interview.

11. determination of whether or not to hire the applicant based on:

- a. testing results
 - b. interview with personnel staff person
 - c. interview feedback from relevant staff person(s) who would be working with or supervising applicant
 - d. references of applicant
 - e. applicant's general motivation and willingness to work for the organization after going through the selection process.
- 12. hire the applicant or let the applicant know the general reason for not being hired; if offering the position to the applicant, discuss payment arrangements, and fill out needed tax and insurance forms, etc.**

D. Orientation and Training

1. orient the new employee to the position, the organization, and the staff :

- a. how the organization is structured and works - including special quirks
- b. what his or her position is in the larger scheme - how he or she fits into the organization, and the need for the particular role
- c. explain various key staff roles and their interrelationships
- d. explain standards which will apply to his or her role, and exactly how performance will be monitored and evaluated
- e. explain possibilities for advancement (if any), and other incremental rewards possible (monetary, recognition, intangible, etc.)
- f. explain the organization's aims and programs in more depth, giving written information and time for it to be assimilated.

2. answer any questions along the way that the new staff person has, being patient,

3. seek to discuss job responsibilities fully with new staff person, and modify or revise job description if necessary; seek to reduce role/job ambiguity for the new staff person.

4. provide introductions to other staff for the new person.

5. provide start-up, on-the-job training in skills and resources (informal training usually, but formal pre-job training if needed).

6. make it clear to whom the new staff person should go when he or she has questions. and make sure that he or she feels that the personnel office will be of assistance Should any problems arise on the job at any point in time.

7. provision of on-going, in-service, or renewal training (formal training) when necessary or desirable
8. provision of staff development, enrichment, if feasible.
9. provision of transition training to facilitate personnel in moving to higher levels of responsibility and expertise, or outside continuing education where appropriate - workshop leadership-development-training, grantsmanship workshop training, and so forth.
10. provision of training to trainers for various kinds of new training experiences, to enable internal training for staff by trainers.
11. implementation of the complete range of training needs and programs as decided upon by the planning group.
12. feedback to the personnel and management leaders of training process.
13. securing relevant aids, materials and resources for training processes.
14. provision of orientation to staff for new personnel being hired, new roles being created, organizational changes in structure or activities, etc.
15. provision of special training to minority and disadvantaged personnel, especially to volunteers.
16. provision of periodic review, feedback, guidance and counseling to personnel (paid and volunteer).

E. Motivation, Satisfaction and Retention of Personnel

1. Arrangement of various rituals and ceremonies for personnel :
 - a. entry recognition (e.g., informal reception or welcome party)
 - b. promotion recognition
 - c. achievement award or outstanding performance/service recognition
 - d. exit ceremonies (especially for long service or retirement).
2. develop, maintain and increase personnel interest, enthusiasm, morale, loyalty, involvement and commitment to the organization and its goals and programs (especially

in the face of uncertainties, failures, delays, tedious tasks, lack of clear successes, too much success, nonglamorous tasks, fund-

3. develop a sense of progress and momentum among personnel.
4. develop a sense of normative conformity and compliance with organizational expectations
5. provide an adequate reward and recognition system for personnel
 - a. adequate pay scales and raises (both for cost-of-living and merit)
 - b. motivating rewards of a nonmonetary sort
 1. promotions to more responsible and prestigious roles
 2. praise for good work from supervisors
 3. praise from top leaders for good evaluations by supervisors
 4. awards, bonuses, celebrations of anniversaries, etc.
 5. recognition of good work in organizational newsletter, etc.
6. provide a good work atmosphere and feeling among staff - a feeling of working together.
7. assist volunteers in whatever ways possible including :
 - a. encouraging them to use their experience as a step toward employment, or «volunteer-to-career», approach
 - b. providing expense reimbursement, and/or child day care if necessary, to enable full participation, especially among disadvantaged, poor volunteers, or housewife volunteers
8. develop adequate personnel practices including benefits such as :
 - a. health insurance
 - C. liability insurance
 - d. vacations
 - e. sick leave
 - f. scheduling considerations
 - g. termination benefits
 - h. rest breaks
 - i. rest and eating facilities
 - j. related fringe benefits for volunteers where possible.

9. sponsor adequate social, leisure and recreational opportunities for personnel at workplace
 - a. seasonal parties (New Year, Christmas, etc.)
 - b. luncheons, dinners, etc.
10. foster solidarity and morale through participation in recreational activities away from workplace (picnics, outings, sports events, etc.).
11. help to build internal social and interpersonal networks among staff, encourage co-worker friendships.
12. develop grievance solution procedures - ways of handling personnel grievances and complaints, playing ombudsman role, etc.
13. develop suggestions and innovation-input procedures.
14. develop procedures for implementing good suggestions from staff.

F. Role Reallocation

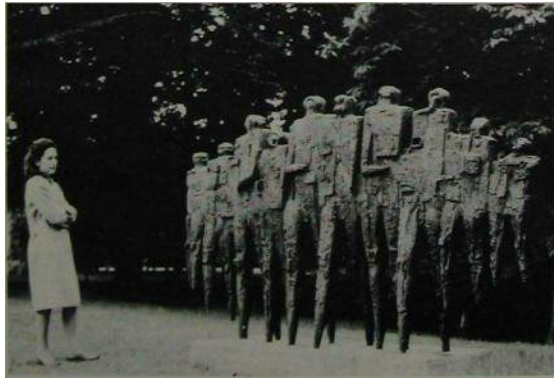
1. facilitate promotion of able personnel to higher levels of expertise and responsibility.
2. facilitate able personnel to move to better positions roles in other groups or organizations when appropriate (for instance, when a staff member is dissatisfied with his or her position and level of responsibility, but there is no chance for advancement within the NGO itself).
3. facilitate inadequate personnel demotion to lower levels of responsibility and expertise.
4. facilitate job expansion, job rotation, and lateral mobility to provide job-role enrichment, greater personal learning, and to avoid « burn-out » effect for very active participants.
5. provide for sabbatical leave for recuperation and personal growth/development or equivalents to deserving personnel.
6. provide for reassignment of personnel after trial period if evaluation suggests it.
7. termination/firing of completely inadequate personnel, given organizational needs and constraints: but first seek to help the person learn ways of becoming adequate on the job if possible.
8. temporary lay-offs of personnel when no funds are available or no need exists - try to inform such personnel in advance that this might be an eventuality.

G. Follow-up for Personnel

1. perform exit-interviews with personnel - whether laid off, quitting, or being fired, including volunteers; seek improvement suggestions.
2. maintain records on former personnel for reference purposes and evaluations of organization, including volunteers.
3. supply references to subsequent employers for former personnel, including volunteers.

H. Evaluation of Personnel

1. evaluate human resources and personnel activities of all types above
2. evaluate personnel allocation and placement after a trial period and at regular intervals thereafter for each staff person.
3. evaluate staff performance at regular intervals by means determined by planning



NGO staff may seem frozen in inactivity unless proper personnel practices are followed.

Photo : Imbel

V. EVALUATION. RESEARCH AND INFORMATION FUNCTIONS

A. Planning Tasks

1. Plan NGO evaluation activities.
2. Plan NGO research activities.
3. Plan NGO information-documentation activities.

B. Documentation Tasks

1. **Keep general NGO records** on activities - internally produced documents on organizational structure, purpose statements, goal statements, program/project descriptions and proposals, conference programmes and papers, evaluation reports, etc.
2. **Monitor regularly important NGO internal activities and functions** - turnover rates, absenteeism-attendance rates, grievance-complaint rates, average personnel time span in NGO, exit interview analyses, direct rates, volunteer hours by tasks, paid staff and volunteer average profiles in different task/geographic areas, etc.
3. **Develop and maintain library and documentation** on topics and resources directly relevant to NGO activities and purposes-goals: acquire relevant serial publications, books, reports and other documents for the NGO library or archives.
4. **Publish important NGO documents** for appropriate audiences/readers - organizational description brochure, report of conferences, project reports, etc.

C. Information Search

1. **Utilize internal NGO information resources:** obtain special functional or programmatic information or research results from within the NGO, based on personnel expertise inventory and documentation.
2. **Know relevant community, national, and international external resources:** identify existence and access modes of major, relevant, external resources (centers, services, organizations or consultants able to provide information, research results, referral, training and learning experiences, diagnostic/pre-scriptive consultation, or direct assistance! bearing on functional, programmatic, or Structural tasks and problems.
3. **Utilize external information resources:** obtain special information or research results from previously identified or new sources outside the NGO.

D. Information Analysis

1. **Perform evaluative analysis** of special information, evaluation, or research results obtained from either internal or external sources.

2. **Prepare evaluative reports**, syntheses, and conclusions based on such analyses.
3. **Translate information research/evaluation findings into practical implication** for NGO
4. **Make leadership/management fully aware** of practical implications of information analysis activities.
5. Suggest specific applications and innovations within NGO activity spheres to leadership/management.

E. Evaluation Tasks

1. Seek to use objective methods in all evaluations, even informal ones.
2. Seek to use sound empirical and methodological approaches to thorough organizational evaluations whenever possible to increase organizational cost- and program-effectiveness.
3. **Use consultants or objective outsiders** to help make evaluations, at least sometimes, to avoid biased results and hence reduced effectiveness and efficiency.
4. Establish **some kind of regular NGO evaluation unit** - committee or staff member in charge of evaluation.
5. **Assess potential for new NGO activities**, techniques, programs, goal changes, or other organizational changes - do market research for the NGO.
6. **Assess effectiveness and utility of existing NGO activities**, techniques, equipment, innovations previously introduced, etc.
7. Assess effectiveness and efficiency of specific NGO programs or projects.
8. Assess specific client satisfactions and dissatisfactions.
9. **Assess general member images and perceptions** Of the NGO - internal problems, satisfactions, needs, services received, etc.
10. Assess the public image and perceptions of the NGO-awareness, perceived efficiency-effectiveness-credibility, favorability, hostility, etc.
11. **Assess impact of the NGO upon personnel** (paid and volunteer), whether intended or unintended ; assess personnel morale, satisfaction, perceptions, etc.
12. **Assess effectiveness of NGO attainment of major goals or objectives.**
13. **Assess the effectiveness of the NGO as a whole.**
14. **Assess need for external technical assistance** of any kind or for other external resources of a special sort.

F. Research Tasks

1. **Support or perform policy-relevant or applied research** on topics of special concern to NGO - survey policy-relevant public attitudes or public needs, analyze government legislator or IGO delegate voting records, organize a public hearing on issues/problems.

2. **Support or facilitate relevant basic research** on topics of Special concern to NGO - why do national NGOs develop, why do they join or leave INGOs, etc.
3. **Participate in relevant external research activities** sponsored and performed by other organizations or individuals.



implications.
Inbel

Photo :

G. Dissemination Tasks

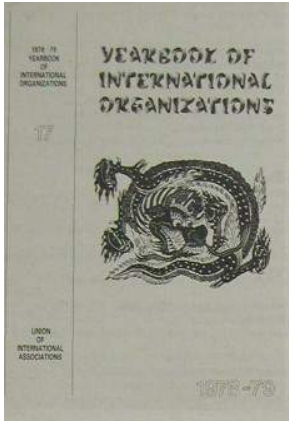
1. Disseminate **appropriate** and available information within the NGO by means of general internal newsletters, magazines, etc., with such information.
2. **Respond to external inquiries for information;** disseminate appropriate and available information to persons or groups external to NGO upon request.
3. Disseminate specifically the results of evaluations and assessments to NGO staff/members/volunteers/clients/constituents/supporters and to the general public.

H. Training Tasks

1. Organize training workshops on information and documentation tasks, techniques, skills, needs and problems.
2. **Organize training workshops on evaluation and research** tasks, techniques, skills, needs and problems.

I. Evaluation Tasks

1. **Assess NGO information-documentation activities.**
2. Assess NGO evaluation and research activities.



3rd SUPPLEMENT
Changes of address and
or name

3e SUPPLEMENT
Changements d'adresse et
ou de nom

Ce supplément au Yearbook of International Organizations, 17e édition comporte les modifications suivantes dont nous avons été informés :

- 1o le(s) nom(s) des organisations. Les noms sont donnés ci-dessous en anglais et français, parfois en anglais seulement pour la section B (comme dans le Yearbook). Lorsque des noms en d'autres langues que le français et l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement après le numéro de rubrique par les mentions "(name)" ou "(name and address)".
- 2° les adresses des organisations. La nouvelle adresse est donnée à la place de l'ancienne: lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une même organisation, les adresses qui ne changent pas sont indiquées « same address as before » ou « no change ». L'indication « Last known location » suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse mentionnée dans le Yearbook n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la domiciliation actuelle.
- 3° les noms de secrétaires généraux (SG). Présidents (Prés; récemment nommés.
- 4° les organisations dissoutes (« Dissolved ») et celles provisoirement sans activité (« Dormant »).

This supplement to the Yearbook of International Organizations. 17th edition contains the following changes of which we have been informed :

- 1° The name(s) of organizations: The names are given below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found. If they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by : « name » or « name and address ».
- 2° The addresses of organizations : The new address is given in the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are indicated by « same address as before », or « no change ». The indication « Last known location » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.
- 3o Names of Secretaries General (SG). Presidents (Prés) recently nominated.
- 4o Dissolved organizations and those which are provisionally dormant are appropriately indicated.

Section A

A 0089 Federation of Asian Pharmaceutical Associations (FAPA)

Prés Mrs Lourdes T Echaux (same address as before).

A 0133 European Committee for Rural Law

Comité européen de droit rural (CEDR)

SG Kurt Theisinger. 17 Hahnbrunnerstrasse. D-6750 Kaiserslautern. Germany FR

A 0156 Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF)

SG Maurice Beutler (same address as before).

A 0165 Association of South East Asian Nations (ASEAN)

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

SG Datuk Ali bin Abdullah (same address as before).

A 0272 Christian Peace Conference (CPC)

SG Rev Lubomir Mirejovsky (same address as before).

Prés Dr Karoly Toth (same address as the SG).

A 0360 Commonwealth Association of Architects (CAA)

Sec Graham McCullough (same address as before)

A 0546 European Association for Animal Production (EAAP)

SG Dr K Kallay (same address as before)

A 0857 European Society for Rural Sociology (ESRS) Sec P Sinkwitz, Hummelweg 1, D 5948 Schmallenberg 2, Germany FR T. 02974/64 46. Deputy J Lunze, Nussallee 21, D-5300 Bonn, Germany FR T. 652747	A 2312 International Organisation for Motor Trades and Repaire (IOMTA) Organisation internationale du commerce et de la réparation automobiles SG F Broedelet, Veraarilaan 12, 2280 AK Rijswijk (ZH), Netherlands T 90 72 22. Tx 31 296 bovagn nl.
A 1286 International Association of French-Language Sociologists Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) Registered Office 54 bd Raspail, F-75006 Paris, France.	A 2324 International Organization of Good Templars (IOGT) Int Sec Werner Liptow, Tilster Str 61C, D-2000 Hamburg 1, Germany FR T. 24 30 35 - 24 58 80.
A 1337 International Association of Schools of Social Work (IASSW) Association internationale des écoles de service social (AIESS) SG Miss Marguerite Mathieu, Freytaggasse 32, A-1210 Wien, Austria.	A 2330 International Organization of the Flavor Industry (IOFI) SG P V Costa, 49 square Marie Louise, B-1040 Brussels, Belgium T 7354060.
A 1454 International Catholic Film Organisation Organisation catholique internationale du cinema (OCIC)	A 2336 International Pédatrie Association (IPA) Exec Dir Ihsan Dogramaci (same address as before).
A 1S25 International Commission of Optics (ICO) Commission internationale d'optique (CIO) SG Prof H J Frankena, Lorentzweg 1, 2628 CJ Delft, Netherlands, T. 78 53 09.	A 2362 International Association of Plant Breeders for the Protection of Plant Varieties végétales (ASSINSEL) Secretariat Rokin 50, 1012 KV Amsterdam, Netherlands.
A 1658 International Confederation of Associations of Experts and consultants Confédération internationale des associations d'experts et de conseils (CIDA-DEC) SG Jean G Bastin, rue Tenbosch 85, Bte 85, B-1050 Bruxelles, Belgique. T. 5375403.	A 2385 International Psychoanalytical Association Exec Sec Mme Helen Fischer, One E 57th Street, New York NY 10022 USA.
A 1668 International Confederation of Manufacturers of Carpets and Furnishing Fabrics Confederation internationale des fabricants de tapis et de tissus d'ameublement (CITTA) SG Dr R Meusers, Domagkweg 8, D-5600 Wuppertal 1, Germany FR.	A 2390 International Radiation Protection Association (IRPA) Association internationale pour la protection contre les radiations Secretariat Garthergasse 15, 1/27, A-1030Wien, Austria. Prés Dr Carlo Polvani, CNER, Viale Regina Margherita 125, I-00198 Roma, Italy.
A 2001 International Federation of Senior Police Officers (IFSPO) Federation internationale des fonctionnaires supérieurs de police (FIFSP) General Secretariat : Feldkamp 4, D-4400 Munster, Germany FR.	A 2393 International Radio-Television University Université radiophonique et télévisuelle internationale (URTI) SG Ammand Lanoux, Maison de Radio France, 116 Av. du Président Kennedy, F-75786 Paris CEDEX 16, France, T. 2243998 - 2242361 - 224 23 64.
A 2013 International Federation of Sportive Medicine Federation internationale de médecine sportive (FIMS) Contact Jean Montagne, 91, rue Mercelis, Bte 23, B-1050 Bruxelles, Belgique, T, 6402000.	A 2425 International Rubber Research and Development Board (IRRD) Conseil international de la recherche et du développement sur le caoutchouc Sec Dr E G Cockbain, Capel Bldg, Brickendonbury (Hertford) SG13 8NP. UK, T. 54966.
A 2024 International Federation of the Blind (IFB) Sec Leonard De Wulf, Mastweg 2, B-2610 Wilrijk, Belgique, T. 288014.	A 2455 International Sericultural Commission (ISC) Commission sericicole internationale (CSI) SG-Found André Schenk, 3 quai Clauveaj, F-69009 Lyon, France.
A 2082 International Good Templar Youth Federation (IGTYF) Chairman and Int Director Alf-Cato Gaaserud, Fritzners Gate 16, Oslo 2, Norway, T. 60 32 90. Sec Miss Eva Onnesjo, Kursgarden Spanhutt, 56200 Norrahammar, Sweden.	A 2460 International Shooting Union SG E Zimmermann, Webergasse 7, D-6200 Wiesbaden, Germany FR, T. 37 78 33 C. TIRSPORT Wiesbaden, Tx 4186459 ut d. Prés G Vichos, same address.
A 2198 International League for Child and Adult Education Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire. SG Albert Jenger, 3 rue Récamier, F-75341 Paris CEDEX 07, France, T. 543871.	A 2455 International Society for Fat Research (ISF) Secrétariat c/o The Assistant Secretary, Society of Chemical Industry, 14 Belgrave Square, London SW1X 3PS, UK.
A 2213 International League of Dermatological Societies Ligue internationale des sociétés dermatologiques SG Mils Thyresson, Karolinska Sjukhuset, S-104 01 Stockholm 60, Sweden.	A 2537 International Society of Criminology Société internationale de criminologie
A 2240 International Puppeteers Union Union internationale de la marionnette (UNIMA) SG Prof Dr Jan Malih, U Smalovny 20-H-111, 170 00 Praha 7, Czechoslovakia.	A 2566 International Society of Radiology (ISR) Société internationale de radiologie Prés Prof Louis R Jeanmart, Université libre de Bruxelles, Avenue W Churchill 236, B-1180 Brussels, Belgium.
A 2244 Internations Marketing Federation (IMF) SG Francois Boyer, c/o ADETEM, rue Astorg 30, F-75008 Paris, France.	A 2568 International Society of Soil Science (ISSS) Association internationale de la science du sol (AISS) SG W G Sombroek, International Soil Museum, PO Box 353, 6700 AJ Wageningen, Netherlands.
A 2247 International Mathematical Union (IMU) Union mathématique internationale Sac Prof Jacques-Louis Lions, Collège de France, 11 place Marcelin-Berthelot, F-75231 Paris CEDEX 05, France T 033 1157 Prés Prof Lennart Carleson, same address.	A 2579 International Special Committee on Radio Interference Comité international spécial des perturbations radio-électriques (CISPR) Contact C J Stanford, SG of Int Electrotechnical Commission, 1 rue de Varembe, CH-1211 Genève 20, Switzerland.
A 2266 International Monetary Fund (IMF) Fonds monétaire international (FMI) Managing Dir Jacques de Larosiere de Champfleu (same address as before).	A 2602 International Study Institution of the Middle Classes Prés Pierre Wyvekens (same address as before).
A 2273 International Movement of Apostolat, of Children (IMAC) Mouvement international d'apostolat des enfants (MIADE) SG Pablo Martin Calderon (same address as before).	A 2606 International Sugar Organization Exec Dir William K Miller (same address as before).

A 2044 International Transport Workers Federation (ITF) Africa B R Udogwu. ITF African Office, PO Box 57302, Nairobi, Kenya.	A 2827 International Youth Federation for Environmental Studies and Conservation (IYF) Contact Magnus Nilsson. Klostermøllevej 48, DK-8660 Skanderborg, Denmark.
A 2662 International Union for Moral and Social Action (IUMS) Prés Richard Gatzweder, Kessenicher Str 246, D-5300 Bonn 1, Germany Secretariat Jagerallee 5, D-4700 Hamm 1, Germany FR. T. 87 68 - 87 69. Registered Office Place Saint-Georges, 28, F-75009 Paris, France. Treasurer Rue Demot 21, 8-1040 Brussels, Belgium.	A 2858 Latin American Association of Dental Schools Exec Dir Dr Jorge Braham S. 9A Calle 1-42, Zona 1, Guatemala, Guatemala, T. 29550. Prés Dr Raymond Pauly S, Universidad de Costa Rica, Facultad de Odontología, San José, Costa Rica.
A 2681 International Federation of Agricultural Journalists (IFAJ) Contact L Sheedy, Irish Farm Centre, Bluebell, Dublin 12, Ireland.	A 2859 Latin American Association of Development Financing Institutions Association latinoaméricaine d'institutions pour le financement du développe-
A 2685 (change of French name) International Union of Amateur Cinema Pres Josef Waterscheidt, 6 Siegfriedstrasse, D-5000 Köln 50, Germany FR. SG Mme Denise Plaetens, Avenue Gambetta 57, 8-7100 La Louvière, Belgium.	A 2859 SG Jose-Andres Sellido, Huancavelica 279, PO Box 1230, Lima, Peru. T. 27 99 02. C. Alde. Tx 25237 PE AUDE. A 2861 Latin American Association of Plant Sciences Exec Sec Dr Alfredo Bustamante, Apartado 2224, Caracas 106, Venezuela
A 2701 International Union of Building Societies and Savings Associations (IUBSSA) Union internationale des sociétés d'épargne et de prêts immobiliers SG Don F Geyer, 111 E Wacker Drive, 25th Floor, Chicago, IL 60601, USA.	A 2898 Latin-Mediterranean Medical Union Union médicale de la Méditerranée latine (UMML) SG Prof René Bourgeois, Hôpital Pasteur, Pavillon A, F-06300 Nice.
A 2707 International Union of Credit and Investment Insurers (Berne Union) Berne) SG DA Ward, 17-18 Dover street, London W1X 4QQ, UK. T. 4092006-409 2009. Tx 28263 (EGERTN G).	A 2956 Middle European Good Templar Youth Council SG Evert van Vliet, Bildweg 22, CH-9552 Bronschhofen, Switzerland.
A 2723 International Union of Geological Sciences (IUGS) Union internationale des sciences géologiques (UISG) SG W W Hutchinson, Room 177, 601 Booth Street, Ottawa ON K1A 0E8, Canada, T. 9945271. Pres Prof R Trumpy, Geologisches Institut, ETH-Zentrum, CH-8092 Zurich, Switzerland, T. 32 62 11.	A 2976 Nordic Association of Applied Geophysics (NOFTIG) Association nordique de géophysique appliquée Sec Prof S E Hjelt, c/o Dept of Geophysics, University of Oulu, SF-90101, Oulu, Finland.
A 2734 International Union of Leather Chemists Societies (IULCS) Hon Sec Drs J S A Langerwerf, c/o ILS-TNO, Mr van Cothstraat 55, 5141 ER Waaswijk, Netherlands.	A 3025 Organization for the Collaboration of Railways (O SSh D) Organisation pour la collaboration des chemins de fer (OSJD) Chairman Stefan Batkowski, ul Hoza 63-67, 00-681 Warszawa, Pologne. T. 21 4678. C Komtrans.
A 2739 International Union of Master Painters Prés Frans Bresseleers, rue al Lombard 34-42, B-1000 Brussels, Belgium.	A 3058 Panamerican Federation of Associations of Medical Schools Exec Dir Dr Luis Manuel Manzanilla, Calle El Torreon, Parcela G-45, Urbanizacion Sorokaima, La Trinidad, Caracas, Venezuela, T. 93 62 71 - 93 07 57.
A 2743 International Union of Nutritional Sciences (IUNS) Union internationale des sciences de la nutrition (UISN) SG Dr D F Hollingsworth, c/o Institute of Biology, 41 Queen's Gate, London SW7 9HU, UK.	A 3067 Pan American Medical Association (PAMA) Dir Gen Joseph J Eller, 2801 N Flagler Drive, West Palm Beach FL 33407, USA, T. (305)8324105. Prés E J Zerbin, same address.
A 2744 International Union of Oenotogists Union internationale des oenologues SG Mrs Isabel Mijares Ga Pelayo, 15 Maria Zayas, Madrid 29, Spain.	A 3084 Pax Christi International Mouvement international catholique pour la paix Sec Int Etienne De Jonghe, Kerkstraat 150, B-2000 Antwerpen, Belgium. T. 35 02 72.
A 2771 International Union of Railway Medical Services Union internationale des services médicaux des chemins de fer (UIMC) Treas Dr J Dufaux, 85 rue de France, B-1070 Brussels, Belgium. Prés Dr E Etz, de 66, Springergasse 5, A-1020 Wien, Austria.	A 3086 Pax Romana, International Movement of Catholic Students (IMCS) Pax Romana, Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC) SG Zosimo Lee, 171 rue de Rennes, 4e étage, F-75006 Paris, France, T. 544 70 75.
A 2818 International Workers Sport Association Comité sportif international du travail (CSIT) SG Maurice Deveen, Bd de l'Empereur 13, B-1000 Brussels, Belgium, T. 5138270.	A 3153 Regional Co-operation for Development (RCDJ) Coopération régionale de développement (CRD) SG Ahmad Mina, 5 Los Angeles Avenue, PO Box 3273, Tehran, Iran.
A 2819 (new title) International Society for Soiless Culture (ISOSC) • Société internationale pour (es) cultures sans sol Secrétariat PO Box 52, 6700 AB Wageningen, Netherlands, T. 19012.	A 3172 Salvation Army, The Armée du salut General Arnold Brown (same address as before).
A 2825 International Young Catholic Students (International YCS) SG Kevin McDonald (same address as before).	A 3178 Nordic Bank Employees' Union SG Jan-Erik Lidstrom (same address as before).
A 2826 International Young Christian Workers (YCW) SG Sylvester Thomas, 26 rue Juste Lipsé, B-1040 Brussels, Belgium, T. 736 11 34 - 736 11 35, C. JOCINT Bruxelles. Int Prés José Luis Vêlez, same address. Panafrican secretariat BP 5753, Treichville-Abidjan, Ivory Coast. European Secretariat 26 rue Juste Lipsé, 8-1040 Brussels, Belgium, T. 736 11 34 - 736 11 35, C. JOCINT Bruxelles. Pacific Jocatia Pacific, PO Box II - 1097 Bangkok 11, Thailand. America Jocarnerica, Apartado Aereo 12399, Bogota, Colombia.	A 3192 Scandinavian Neurosurgical Society SG Jakob Husby, Overtaage Aalborg Sygehus, Postboks 365, DK-9100 Aalborg, Denmark. A 3196 Scandinavian Radiological Society • Association Scandnave de radiologie SG Dr Tor Drevatne, The Norwegian Radium Hospital, Montebello, Oslo, Norway

A 3226 Society for International Development (SID) Société internationale pour le développement Exec Sec Andrew E Rice, Palazzo Civiltà del Lavoro, EUR, 1-00144 Roma, Italy T 596596. C. SOCINTDEV.	A 3814 World's Women's Christian Temperance Union (WWCTU) Prés Miss M K Harry, 67 Haig Street, Mowbray Heights, Llundeston 7250 Corresponding Sec (no change). United Nations Representatives USA Mrs Philip M Reed, 2 Peter Cooper Road, Peter Cooper Village, New York NY 10010, USA, Switzerland Mrs G O Robert-Tissot, 1 Avenue Theodore Flournoy, CH-1207 Genève Switzerland.
A 3233 Society for Social Responsibility in Science (SSRS) 86 Lenax Hill Station, New York NY 10021, USA,	A 3853 International Arthurian Society Société internationale arthurienne Int. Prés Prof A H Diverres, Department of Romance Studies, University Coller, of Swansea Singleton Park, Swansea SA2, 8PP, UK, T. 25678
A 3333 Tripartite Commission for the Restitution of Monetary Gold SG Collin G Garris (same address as before).	A 3884 (new name and new address) European Association of Information Services (EUSIDIC) Exec Sec Cyril Cleverdon, Rose Cottage, Molsoe, Newport Pagnell, Bucks, UK. Prés A Tomberg, c/o SIPM, PO Box 1766, Den Haag, Netherlands. T. 773840. Tx 31005.
A 3383 United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) South Asia Unesco House, 17 Jorbagh, New Delhi 11003, India. South East Asia UN Bldg, 2nd Floor, Jalan Tamrin, 273/JKT, Tromolpos,	A 3954 World Catholic Federation for the Biblical Apostolats (WCFBA) SG Arnold Jurgens (same address as before).
A 3399 Universal Esperanto Association (UEA) Headquarters Nieuwe Binnenweg 176, Rotterdam 3002, Netherlands. SG Dr Werner Bormann, Schärstr 26, D-2050 Hamburg 80, Germany FR, T 7384503. Prés Humphrey Tonkin, 35 Violet Lane, Lansdowne, PA 19050, LISA,	A 3970 European Proprietary Medicines Association Association européenne des spécialités pharmaceutiques grand public (AESGP) Director Werner Sedlitz, 18 rue Jean Giraudoux, F-75116 Paris, France. T. 7237880. Tx 613952.
A 3404 Universal Federation of Travel Agents' Associations (UFTAA) SG J de Wachter, 89-93 rue Froissant, B-1040 Brussels, Belgium. T. 230 37 63 - 230 38 72. C. Fedinter.	A 3972 European Association for Gastrocamera Diagnosis Association européenne du diagnostic de la gastrocamera Prés Dr Jorg-Michael Kimmig, Hechinger Str 2, D-7000 Stuttgart 80 (Möhringen), Germany FR, T. 71 44 33.
A 3406 Universal League (UL) Ligue universelle Sec Lawrence Mee, PB 25041, 3001 HA Rotterdam, Netherlands. T. (02159) 1 4259.	A 3986 Caribbean Psychiatric Association (CARPA) Prés Dr Carpa (same address as before).
A 3460 World Association for Celebrating Year 2000 (WACY 2000) Association mondiale pour fêter l'an 2000 SG Stephen Baty (same address as before).	A 4001 Association for World Education (AWE) Prés Aage R Nielsen, New Experimental College, Skjumbjerge, DK-7752 Snedsted (Thy), Denmark. T. 93 62 34. Headquarters c/o School of Education, University of Connecticut, Storrs CT 06268, USA. T. (203) 4864382.
A 3470 World Association of Judges (WAJ) Association mondiale de juges Sec William S Thompson, 400 Hill Bldg, 839 17th Street NW, Washington DC 20006, USA. T. (202) 347 7992. C. Worlaw.	A4102 International Rehabilitation Medicine Association (IRMA) West Hill Putney, London SW15 3SW, UK. Chairman IRMA IV Herman J Flax, PO Box 11696, Caparra Station, Puerto Rico 00922, USA.
A 3526 World Federation of Liberal and Radical Youth (WFLRY) Federation mondiale des jeunes libérales et radicales (FMJLR) c/o World Liberal Union, 1 Whitehall Place, London SW1A 2HE, UK.	A 4123 International University Exchange Fund (IUEF) 48 route des Acacias, PO Box 108, CH-1211 Genève 24, Switzerland. T 43 27 50. Tx 23997 C. UNIFUND.
A 3539 World Federation of United Nations Associations (WFUNA) Federation mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) SG Frank Field (same address as before).	A 4151 Western European Airports Association (WEAA) SG Dr W Treibel, Postfach 230322, D-7000 Stuttgart 23 Flughafen, Germany FR.
A 3550 World Jersey Cattle Bureau (WJCB) Bureau mondial des éleveurs de bétail Jersey Contact Derrick Frigot, Wuthering Heights, St Lawrence, Jersey, Channel Islands.	A 4163 Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO) Director Dr Moheï Eldime Saber, 1 Shihab Street, Dokki, Cairo, Egypt. T. 84 92 01 - 84 93 06 - 84 90 38. C. A ALECSO.
A 3555 Universal Medical Esperanto Association SG Prof Saburo Yamazoe, Iwagami-machi 4-8-9, Macbashi-si, Gunma-Ken 371, Japan. Sec for Europe Imre Ferenczy, Postfach 143, H-9002 Győr 2, Hungary. Prés Prof Seisui Kato, Recteur Shinshu University, Matsumoto, Japan.	A4199 International Association of Literary Critics SG Annette Colin-Sinard, 135 rue Vieux Pont de Seves, F-92100 Boulogne s/Seine, France.
A 3572 World Peace Through Law Center (WPTLC) Centre de la paix mondiale par le droit SG William S Thompson, 1000 Connecticut Ave NW, Suite 800, Washington DC 20036, USA.	A 4224 European Society for Engineering Education (ESEF) Société européenne pour la formation des ingénieurs (SEFI) SG Gabriel Fragnière, 1/001 La Serpentine, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgium. Headquarters Kardinaal Mercierlaan 94, B-3030 Leuven, Belgium.
A 3577 World Psychiatric Association (WPA) Association mondiale de psychiatrie SG Prof Peter Berner, Psychiatrische Universitätsklinik, Wahringer Gürtel 74-76, A-1090 Wien, Austria. F-75674 Paris, France.	A 4257 European DX Council Conseil européen DX Contact c/o Radw Society of Great Britain, 3S Doughty Street, London WC1, UK. T 8378688.
A 3580 World Small Animal Veterinary Association (WSAVA) Association mondiale vétérinaire de petits animaux c/o W B Singleton, Pont Street 14, London SW1, UK.	
A 3593 World Union of Catholic Teachers (WUCT) Union mondiale des enseignants catholiques (UMEC)	

A 4262 International Simulation and Gaming Association (ISAGA)	
Group, Erasmuslan 16, PO Box 9104, 6500 HE Nijmegen, Netherlands.	
A 4332 International Academy for Quality (IAQ)	
SG Dr Yoshio Kondo, Kyoto University, Dept of Metall. Yoshida-Honnachi, Sakyo-ku, 606 Kyoto, Japan.	
A 4333 International Defence and Aid Fund for Southern Africa (IDAF)	
SG Mr Phyllis Altman, 104 Newgate Street, London EC4, UK.	
A 4336 Asian Baptist Fellowship (ABF)	
• Union des Baptistes d'Asie Sec Alan C Prior, PO Box 677, Crow Nest NSW 2065, Australia.	
A 4376 International Student Travel Conference (ISTC)	
Sec Ms Ursi Silberschmidt, Weinbergstrasse 31, CH-8006 Zurich, Switzerland. T. 32 74 40. Tx 566 77.	
A 4412 International Association Futuribles (IAF)	
Association internationale futures (AIF) SG Hugues de Jouvenel, 55 rue de Varenne, F-75007 Paris, France. T. 2226310.	
A 4425 European Association for Industrial Marketing Research (EVAF)	
Director D 8 Drage, Room 14 - 8th Floor, Morley House, Regent Street, London W1R 5AB, UK.	
A 4430 French-Speak ing Comparative Education Association	
Sec Pierre Alexandre, c/o Centre international d'études pédagogiques (same address as before).	
A 4442 World Federation of Healing (WFH)	
151 Forest Road, Loughton IG10 1EF (Essex), UK.	
A 4449 Collegium Internationale Neuro-psychofarmacologicum (CINP)	
Prof Dr E Zimmermann, 1 rue Cabanis, F-75674 Paris, France.	
A 4465 World Blue Chain (for the Protection of Animals and Nature)	
Chaine bleue mondiale (pour la protection des animaux et de la nature) Secretariat Avenue des Grenadiers 9, B-1050 Brussels, Belgium. T. 640 37 07.	
A 4469 International Organization for the Study of Human Development (IOSHD)	
• Organisation internationale pour l'étude du développement humain Prés Dr Norman Kretschmer, Room S 211 Human Development, The Pennsylvania State University, University Park, Pennsylvania 16802, USA.	
A 4493 International NORCOFEL Association	
Association internationale NORCOFEL Admin Sec Roger Cormier, BP 108, F-21003 Dijon CEDEX, France. T. 323957. Tx Burdi 350690 F-Code 214.	
A 4542 Islamic Development Bank (IDB)	
Banque islamique de développement PO Box 5925, Jeddah, Saudia Arabia.	
A 4580 (new title and new address) International Committee of the Crusade for the Blind	
• Comité international de la croisade des aveugles (CICA) Prés Abbe Alois Beekens, 1 BO A Reyers, Bte 12, B-1040 Brussels, Belgium T. 7358374-2154390. Headquarters 88 avenue Denfert-Rochereau, F-75014 Paris, France. T. 7349732	
A 4581 International Health Evaluation Association (IHEA)	
Contact M J Smith, Medical Centre, 210 Pentonville Road, London NI 9TA, UK.	
A 4592 International Independent Christian Youth (IICY)	
Jeunesse indépendante chrétienne internationale (JICI) SG Mlle Marie-Thérèse Valentin, 48 rue des Tournelles, F-74100 Annecy. Secretariat Piazza San Callisto 16, I-00153 Roma, Italy. T. 6984645.	



TRIANON-PALACE-HOTEL

*** LUXE

**1 boulevard de la Reine
78000 VERSAILLES
(Yvelines)**

Téléphone : 950-34-12
Adresse télégraphique TRIANOTEL VERSAILLES
Telex : 698863 TRIANOTL-VERSA

- 140 chambres toutes avec bain (ou douche) et W.C.
- *Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu*
- Idéal pour conventions ou séminaires ; nombreuses salles de réunion ou de travail.
- *Thés - Déjeuners - Dîners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.*
- Illumination du parc tous les soirs (tous appartements et chambres avec vue sur le parc).
- *A 25 minutes, en voiture, des Champs-Élysées.*
PARKING illimité.

J.P. MARCUS, Directeur



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

19th EDITION

1979

3e Supplément

1979 Apr 1-7 Manila (Philippines)
Electrical Construction Industries. 1 st Asean conference, p : 4000. C : 5. Ex
Mr Francisco F. Convelles, President. Society of Philippines Electrical Contractors. 208
Pilar, Mandaluyong, Metro Manila.

1979 Apr 4-6 London (UK)
Int symposium on - The 1 st year of in ultraviolet explorer.
Dr D McNally, Assistant Director. University of London Observatory. Mill Hill Park. Lon-
don NW7 20s

• 1979 Ape 4-6 York (UK)
BHRA Fluid Engineering/Institution of Chemical Engineers 3rd European conference on
Organising Secretary. 3rd Mixing Conference, BHRA Fluid Engineering. Cranfield.
Bedford MK43 0AJ, UK.

1979 Apr 16-21 Singapore (Singapore)
South-East Asian Ministers of Education Organization, Regional Language Centre.
Regional seminar on bilingualism. (YB n° A 3257)
SEAMEO Regional Language Centre. RELC Building. 30 Orange Grove Road. Singa-
pore 10.

1979 Apr 16-22 Manila (Philippines)
Organization for Industrial and Cultural Advancement Int 6th Asian-pacific youth
forum. (Y8 no A 3024)
Secretary-general Q/ISCA-Int 6-12, Izumi 3-chome. Suginami-ku. Tokyo 168. Japan.

1979 Apr 17-19 Milan (Italy)
8th Conference of mayors of the world's major cities.
MGR. Piazza S Amrogio 16.I-20123 Milan.

1979 Apr 18-20 Amsterdam (Netherlands)
British, Italian and Netherlands Societies of Rheology/Institute of Physics. Polymer
Group. Joint conferences The rheology of associating, structured and biological sys-
National Reservation Centre. Postbox 3387. 1001 AD Amsterdam.

1979 Apr 19-20 Oxford (UK)
Institute of Physics. Low Temperature Group. Conference : Superconducting Electrical
Machines.
Meetings Officer. The Institute of Physics. 47 Belgrave Square, London SW1X BOX.
UK

1979 Apr 23-27 Sorrento (Italy)
Int Federation of Agricultural Producers. 23rd General conference. (YB no A 1850)
Amexco sH. Convention Service Italy, do American Express Bank. Via due Macelli 79.
I-00187 Rome.

3rd Supplement

1979 Apr 23-28 Boulder (CO, USA)
Workshop on solar-terrestrial predictions.
Dr R F Donnelly, STP/PW Program. ERL. Boulder. CO 80302.

1979 Apr 25-27 Mexico (Mexico)
UnescoPan American Federation of Engineering Societies. Conférence mondiale sur
la formation continue des ingénieurs. (YB no A 5383/A 3059)
1^{er} Congrès mondial de Ed. PO Box M-431. Mexico : DP.

1979 Apr 26-28 Washington (USA)
American Society of Int Law. Annual meeting.
2223 Massachusetts avenue NW. Washington. DC 20008.

1979 May 6-13 Tourcoing (France)
World Citizens. Semaine mondialiste.
15 rue Victor Duruy. F-75015 Paris (YB no B 06201)

1979 May 7-20 (Israel)
Chicago Medical School Alumni Association. Postgraduate seminar. P : 200
Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.

1979 May 14-16 St Gallen (Switzerland)
Int Management Symposium. 9th Int management symposium. P : 600. C : 30. Ex :
books.
Weissenhausstrasse 14. CH-9000 St Gallen.

• 1979 May 16 London (UK)
Institute of Physics. Atomic Collisions in Solids Group. Materials and Testing Group.
Neutron Scattering Group. Conference : Industrial applications of partial beams for
The Meetings officer. The Institute Of Physics, 47 Belgrave Square. London SW1X
BOX. UK

1979 May 16-17 Scarborough (UK)
British Steel Corporation-Sheffield Laboratories. 32nd chemists conference : 1) Sam-
pling and analysis of pre-reduced iron ores. 2) principles and use in industry of gas-liq-
uid and high-performance-liquid chromatography. 3) the organisation and operation of
a Japanese iron and steelworks laboratory... Ex.
Mr K Speight Conference secretary. British Steel Corporation, Sheffield Laboratories.
Hoyle Street Sheffield. S3 7EY. UK

1979 May 16-19 Canberra (Australia)
Austalian National Association for Mental Health. Conference . Mental health of the
Mrs Michelle McKeil. 3/194 Miller Street, North Sydney. NSW 2060. Australia.

1979 May 18-23 (Paraguay) Latin American Confederation of Tourist Organizations. Congress p : 1000 G: 40. Ex.	Asuncion		
COTAL. 640 Viamonte St. 1053 Buenos Aires, Argentina			
1979 May 20-25 american Society of Neuroradiology. Meeting.	Vancouver (Canada)		
Venue West Executives Services Ltd. 1704- 1200 Alberni Street Vancouver, BC. V6E 1A6			
1979 May 26-28 (France) European Billiards Confederation. 21 st General assembly. CEB. rue du Kriekelput 7 B-1180 Brussels.	Deauville (YB n° A 0594)		
1979 May 27-Jun 3 Int Union or Building Societies and Savings Associations. Executive committee meeting. P-100. Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.	Jerusalem (Israel) (YB n° A 2701)		
1979 May Int Federation of Freight Forwarders Associations. Airfreight Institute. Regional meet.	Bogota (Columbia)		
ing ISA TA. POB 177, CH-8028 Zurich.			
1979 May European Centre for Study and Information on Multinational Corporations. Bound table (YB n°A 4549) ICB Belgium, avenue de Tervueren 78. B-1040 Brussels.	Brussels (Belgium)		
1979 May European Ocular Pathology Society. Congress.	Brussels (Belgium)		
ICB Belgium, avenue de Tervueren 78. B-1040 Brussels.			
1979 May ICB Belgium, avenue de Tervueren 78. B-140 Brussels.	Liege (Belgium)		
1979 Jun 1-4 European Orthodontic Society. 58th Congress. Congress Services. 1 rue Jules Lefebvre. F-75009 Paris.	Paris (France) (YB no A 0829)		
1979 Jun 4-12 Asian Cultural Forum on Development Workshop : Asian region workshop for development workers. P : 32. C : 11. ACFOD room 201. 399/1 Soi Siri. Silom Road, Bangkok 5.	Penang (Malaysia) (YB no A 4556)		
1979 Jun 13-16 Asian Cultural Forum on Development. Congress. P : 40. C : 14. ACFOD. Room 201. 399/1 Soi Siri. Silom Road, Bangkok 5.	Penang (Malaysia) (YB n° A 4558)		
1979 Jun 20-23 3rd Iberolatinnoamerican congress of parents' association. P : 1400. Congresos Int. s.a. Reconquista 533-6° Piso. 1003 Buenos Aires.	Buenos Aires (Argentina)		
1979 Jun 24-30 Int congress on new enterprises. P : 700. Hon Cesar Macuja Deputy Minister. Ministry of Industry, 385 Buendia Avenue Ext. Makati. Metro Manila.	Manila (Philippines)		
1979 Jun 25-29 1 st World workshop on social action and community theatre. P : 200. Kenes. POB 16272 Tel Aviv. Israel.	Jerusalem (Israel)		
1979 Jul 2-5 Int symposium on terrorism P 200 Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.	Jerusalem (Israel)		
1979 Jul 2-6 DIS Congress service. Knabrostarde 3. DK-1210 Copenhagen K.	Copenhagen (Denmark)		
1979 Jul 8-21 Mother's Union of the Anglican Church of Australia. World conference on the family Mrs A S Jull, The Mothers-Union, Cnr Lancelwood and Morell Streets. Victoria Point QLD 4163, Australia.	(Queensland. Australia)		
1979 Jul 15-21 World Scout Bureau. 27th World scout conference. Case Postale 78. CH-61211 Geneva.	Birmingham (UK) (YB no A 0194)		
1979 Jul 16-20 Int conference on social psychology and language. H Giles and P Smith. University of Bristol. Berkeley Square. Bristol BSB 1 HH. UK.	Bristol (UK)		
1979 Jul 19-Aug 1 Commission for the Study of Church History in Latin America. Annual meeting (3 days, and seminary (10 days) : Methodology of history of the Church in Latin America Dr Samuel Silva Gotay. 325 Montgomery. Urb San Garardo. Rio Piedras-Puerto Rico	(Puerto Rico)		
• 1979 M 25-38 7th. Int symposium on dental hygiene. Venue West Executives Services Ltd., 1704-1200 Alberni Street Vancouver. BC. V6E	Vancouver (Canada)		
• 1979 Jul 31-Aug 3 Rochester Int Astronomical Union. Colloquium 53 : White dwarfs and variable degenerate stars (YB no A 1382)	(NY, USA)		
Prof M P Savedott. Dept of Physics and Astronomy. University of Rochester. Rochester for, NY 14627.			
1979 Jul Council for the Development of Economic end Social Research In Africa. Scientific	Adis Abeba (Ethiopia)		
conference : Transnationals, Industrialisation and mineral resources In Africa. C: 30 (YB no A 0006)			
CODESRIA. BP 3304. Dakar. Senegal.			
1979 Jul Commonwealth Library Association. 3rd Council meeting. P : 50. C : 50. ' (YB no A 4038)	Suva (Fiji)		
COMLA. 2a Rutheven Road. Kingston 10. Jamaica. West Indies.			
1979 Aug 8-11 Int Astronomical Union. Colloquium 54 : Scientific research with the space telescope (YB no A 1382)	Princeton (NJ, USA)		
Prof Lyman Spitzer. Jr. Princeton University Observatory. Peyton Hall. Princeton NJ 08540.			
1979 Aug 10-17 Int Congress of Americanists. 43rd Congress. Venue West Executives Services. Ltd. 1704-1200 Alberni Street Vancouver. BC. V6E.	Vancouver (Canada) (YB n° B 1691)		
1979 Aug 13-17 Australian Federation of Travel Agents. Annual conference of Australian as well as non-Australian travel agents. P : 1400. C : 9. Director Iltneo Taguira. Bureau of Tourism Services. Ministry of tourisme Bldg. Agri-line circle. Rizal park. Manila.	Manila (Philippines)		
• 1979 Aug 19-24 Int Council on Social Welfare. 10th Regional symposium : New directions in social policy-a critical examination of the Scandinavian experience and its lessons for the whole region (YB no A 1771)	Kristiansend (Norway)		
• 1979 Aug 19-24 (Sweden) Int Society on Toxicology. 6th Int symposium on anima, plant and microbial toxine P: 200. Symposium IST-79. do RESO Congress Service. S-105 24 Stockholm.	Uppsala (YB n° A 4641)		
1979 Aug 26-31 4th Int symposium on environmental biochemistry. P : 250. Australian Academy of Science. POBox 783. Canberra City. ACT2601.	Canberra (Australia)		
• 1979 Aug 27-30 Int Astronomical Union. Symposium 91 : Solar interplanetary dynamics. (YB no A 1382) Dr M Dryer. Space Environment Laboratory. NOAA-ERL. Boulder. CO 80302. USA.	Cambridge (MA, USA)		
1979 Aug 2nd Iberoamerican-European congress of medicine of professional football. P : 200. Congresos Int s.a. Reconquista 533-6° Piso. Buenos-Aires.	Buenos Aires (Argentina)		
• 1979 Sep 2-7 (Israel) European Teratology Society. 7th Conference. P : 400. Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.	Herzlia (YB no B 2966)		
• 1979 Sep 9-13 (USSR) Int Federation of Freight Forwarders Associations. 16th World congress with meetings of the Board. Executive Committee, general assembly, forum on airfreight, forum on the future role of the forwarder in combined transport. (YB no A 1916) FIATA. POB 177. CH-8026 Zurich.	Moscow		
1979 Sep 15-22 Int Conference on Large High Voltage Electric Systems. Conference. (YB n° A 1685) MGR. Piazza S Ambrogio 16. I-20123 Milan.	Siena (Italy)		
1979 Sep 28-30 Int Union for Moral and Social Action. 9e Congres ; Perspectives immediates et futurs pour la jeunesse - l'apport de la nouvelle culture. (YB no A 2652) UJAMS. Jagerallee 5. D-4700 Hamm 1.	Bonn (Germany, Fed Rep)		
1979 Sep 2nd Pacific RIM conference on children's literature. Miss Stella Lees. c/Schoot of Librarianship. Melbourne State College. Carlton. Vic.	Melbourne (Australia)		
1979 Oct 7-11 Int Chemical Employers. Labour Relations Committee. Meeting. P : 100 Kenes. POB 16271. Tel Aviv.	Tel Aviv (Israel)		
• 1979 Oct 14-19 Int conference on sub-retinal space. P 200. Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.	Jerusalem (Israel)		
1979 Oct 18-24 Plastic Associations' Directors' - Int meeting. P : 100. Kenes. POB 1627). Tel Aviv.	Tel Aviv (Israel)		



HARROGATE, au centre de la Grande Bretagne, offre un complexe unique de salles d'exposition de 10.000 m² d'étendue et de facilités pour les conférences jusqu'à 1350 personnes.

LE NOUVEAU SENSATIONNEL SUPERCENTRE DE CONFÉRENCES DE HARROGATE, qui ouvrira en 1980, pourvoira un auditorium international de conférence à 2000 places équipé de toutes les facilités modernes, de salles d'exposition additionnelles/salles de banquets, de parking sous-terra in, tous reliés directement au centre d'exposition existant déjà. Des hôtels de première classe offrent des chambres pour 2000 délégués avec facilités pour conférences indépendantes réunions de ventes.



Harrogate est la "ville florale" de l'Angleterre avec des magasins, des jardins, des restaurants et des divertissements superbes. Les villes voisines de Knaresborough et de Ripon font des excursions idéales de même que les grandes maisons historiques, châteaux, abbayes, jardins et les landes et vallées pittoresques où le visiteur peut



faire l'expérience de la réelle hospitalité du Yorkshire.

**En raison de tout cela
il faut choisir
HARROGATE -
le supercentre
suprême du Yorkshire -'
Réservations maintenant
pour les années 80.**

**Contactez Tony Miles, Resort Services Director,
HARROGATE, North Yorkshire, England.
Tel: (0423) 504684Télex: 57895**



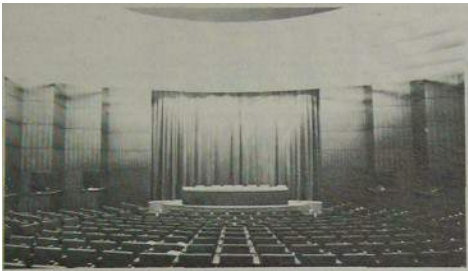
1979 Oct 19-20	Cannes (France)
Congrès services, 1 rue Jules Lefebvre, F-75009 Paris	
1979 Oct 20-22	Paris (France)
11e Congrès int des podo-orthésistes. Congrès services, 1 rue Jules Lefebvre, F-75009 Paris	
1979 Oct 23-25	Manila (Philippines)
World Association for Element Building and Prefabrication. 2nd int congress. P : 700. Mr Nathaniel von Einsiedel, President Chamber of Real Estates and Builders Association, c/o Human Settlements Commission, TRC Bldg, Buendia Avenue Ext., Makati, Metro Manila.	
• 1979 Oct 23-25	Toulouse (France)
European Space agency/centre National d'Etudes Spatiales (France). Int conference : Explosives and pyrotechnics, space applications. (YB no A 0868) CUES, Département des affaires universitaires, 18 avenue Edouard-Belin, F-31055 Toulouse cedex.	
1979 Oct 28-31	Jakarta (Indonesia)
Asia and Australasia Hotel and Restaurant Association. Convention. P : 300. C : 8. (YB no B 50461) 206 Kaolim Building, Kramat Lane, Singapore 9.	
1979 Oct 28-Nov 3	Rhodes (Greece) or Caracas (Venezuela)
Int Student Travel Conference. 30th Annual general meeting. P : 180. C : 45. (YB no A 4376) ISTC Secretariat Weinborgstrasse 31. CH-8006 Zurich.	
1979 Oct 29-Nov 2	Copenhagen (Denmark)
European Association for Research on Plant Breeding. Meeting. P : 125. (YB no A 0556) DIS Congress service, Knabrostrade 3. DK-1210 Copenhagen K.	
1979 Oct-Nov	Manila (Philippines)
Int Federation of Freight Forwarders Associations. Airtreight Institute. Regional meeting. (YB no 1916) FIATA, POB 177, CH-8026 Zurich.	
1979 Nov 7-12	Manila (Philippines)
Training and Development 8th Int convention. P : 1500. C : 50. Director Paterno V Viloria, President IFDDO, Virata Hall U.P. Institute of Small-Scale Industries, Diliman, Quezon city. Metro Manila.	
1979 Nov 13-15	Harrogate (UK)
Association of Consulting Scientists. Symposium on • Postharvest crop conservation	
Hon Programme Organiser, Dr R Gordon Booth, 19 Homewood Road, St Albans. A L 1 4BG UK	
1979 Nov 18-26	Jerusalem (Israel)
1 st World conference of chaplains in the armed forces, p : 400. Kenes. POB 16271, Tel Aviv, Israel.	
• 1979 Nov 24-29	Jerusalem (Israel)
Int Union of School and University Health and Medicine. 8th Congress. P : 500. (YB no A 2775) Kenes. POB 16271, Tel Aviv, Israel.	
1979 Nov 25-27	Manila (Philippines)
Southeast Association of Surgeons. Conference. Dr Antonio Oposa, President, Stare Condominium IV, Greenhills, San Juan. Metro Manila.	
1979 Nov 25-30	Jerusalem (Israel)
Int Federation of Operational Research Societies, Operation Research in Agriculture and Water Resources. Specialized int conference. P : 300. (YB no A 1966) Kenes. POB 16271, Tel Aviv, Israel.	
1979 Nov	Buenos Aires (Argentina)
2nd Conference of surety of the countries of the third world. P : 1000. Congrès Int s.a., Reconquista 533-6° Piso, Buenos-Aires.	
1979 Dec 6-8	Paris (France)
Groupe d'Etude de la Main. Reunion annuelle. Congrès services, 1 rue Jules Lefebvre, F-75009 Paris.	
• 1979 Dec 23-27	Tel Aviv (Israel)
Alpha-Omega Fraternity. Congress. P: 1500. Kenes. POB 16271, Tel Aviv.	
1979 Dec 23-28	Tel Aviv (Israel)
Kenes. POT 16271, Tel Aviv.	
1979 Dec 16-21	Tel Aviv (Israel)
5th World congress of engineers and architects in Israel. P : 500. Kenes, POB 16271, Tel Aviv.	

promo - ser

Société d'Organisation de Congrès et Expositions

expositions

PORTE DE VERSAILLES (près du Parc des Expositions)
met à votre disposition un auditorium de près de 400 places et son équipement



- Sonorisation - régie d'enregistrements

- Traduction simultanée (5 cabines)
- Cinéma : 16 et 35 mm
- Circuit vidéo
- Diapositives (image de 4 in de base)
- Sous-standard téléphonique privatif.
- Parking gratuit.

Hall attenant 800 m2 (sonorisé) - Salles de commission de 10 à 120 personnes - Restauration par traiteur agréé - Réservation centralisée gratuite de chambres d'hôtel,

Tél. : 8 28-40-00

PROMO-SER - 78 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS - Téléc : 250967

1979 (France or UK) Int Society for Horticultural Science. Commission Horticultural Engineering. Symposium : Industrial reject heat for greenhouse heating. (YB no A 2488) c/o Dr. Bakker. Bezuidenhoutsweg 73. The Hague, Netherlands. 1980 Jan 2-4 Coventry (UK) Institute of Physics. Solid State Physics Sub-Committee. 17th Annual solid state physics conference Meetings Officer. The Institute of Physics. 47 Belgrave Square, London SW1X 8DX UK 1980 Jan 28-Feb 1 Manila (Philippines) Pacific Area Travel Association. Conference. P : 2000. (YB n° A 3042) Col Johannes Adnan. Director for East Asia. Pacific Area Travel Association. East Asia Office. Ministry of Tourism Bldg. Agritna Circle. Rizal Park. Manila. • 1930 Feb 1-11 Manila (Philippines) Int Society for Sugar Cane Technologists. 17th Congress. p : 1200. C : 42. (YB n° A 2570) Mr Carlos Bell Raymond. Regional Vice President ISSCT. Philippine Sugar Institute, PO Box 978. Manila. • 1980 Feb 3-8 Sydney (Australia) 8th Int thyroid congress. P : 800. (YB n° A 2570) Australian Academy of Science, PO Box 783. Canberra city, ACT 2601. Australia. 1980 Feb Int. Commission on Microbiological Specifications for Foods. Conference: Food sanitation. P: 25 (members only). C: 14. (YB no A 4271) c/o D S Clark, Secretary ICMSE. Health Protection Branch. Tunney's Pasture. Ottawa. Ontario, Canada. • 1980 Mar 9-14 Jerusalem (Israel) Int Radiation Protection Association. 5th Int congress. p : 1000. (YB A 2390) Kenss. POB 16271. Tel Aviv. Israel. 1980 2nd quarter Bologna (Italy) Int Astronomical Union. Symposium 94: The origin of cosmic ray. (YB no A 1382) Prof F Pecini. Vice-president of IAU Commission N° 48. Instituto di Astronomia. Largo Enrico Fermi. 5. I-50125 Florence. 1980 Apr or May Mexico (Mexico) Latin American Confederation of Tourist Organizations. Congress. P: 1500. C: 40. (YB no A 0396) E/ COTAL. 640 Viamonte St. 1053 Buenos Aires. Argentina. 1980 May 19-21 Atlanta (GA, USA) American Society for Quality Control. 34th Annual Technical conference. 161 West Wisconsin Avenue. Milwaukee, WI 53203. USA.	1980 May 19-23 Brussels (Belgium) Foire Int de Bruxelles. Parc des Expositions. 8-J020 Brussels. 1980 Jun 16-19 Jerusalem (Israel) 1st Asian-Pacific symposium on cardiac pacing. P: 500. (YB no A 2750) Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel. 1980 Jul 7-12 Copenhagen (Denmark) Int Union of Phlebology. 7th World congress. P : 600. (YB no A 2750) DIS Congress service. Knebstrødt 3. DK-1210 Copenhagen K. 1980 Jul 17-24 Vancouver (Canada) Int congress for systematic and evolutionary biology. Venue West Executives Services Ltd. 1704-1200 Albem Street Vancouver. BC. V6E 1A6 in 1980 Jul 21-26 Paris (France) Int Union of Immunological Societies. 4th Int congress of immunology. (YB n° A 4222) 4th Int congress of immunology. c/o J Dausset Hôpital Saint-Louis. Place du Dr Fournier. F-75475 Paris Cedex 10. 1980 Jul 22-25 Kyoto (Japan) Int Astronomical Union. Symposium 93 : Fundamental problems in the theory of stellar evolution. (YB n° A 1382) Prof D Sugimoto. Dept of Earth Science and astronomy. University of Tokyo. 3-8-1. Komaba. Neguro-ku. Tokyo 153. 1980 Jul Brussels (Belgium) Congres int sur les nucleotides cycliques. ICB Belgium, avenue de Tervuren 78. B-1040 Brussels. 1980 Jul Toronto (Canada) Int Astronomical Union. Colloquium 55 : 6th Int colloquium on UV and X-Ray spectroscopy of astrophysical and laboratory plasmas. (YB n° A 1382) Prof R W Nicholls. Center for Research in Experimental Space Science, York University. 4 700 Keel Street Downsview. Ontario. Canada M3J 1P3 • 1980 Aug 17-21 Winnipeg (Canada) Int Association for the History of Religions. 14th Int congress : Traditions in contact and change. P : 500. (YB no A 1221) Congress secretariat Dept of Religion. University of Manitoba. Winnipeg. Manitoba R3T 2V2. Canada.
--	--

1980 Aug 25-Sep 1 Int Federation of Library Associations. Convention. P : 1000. Mr. Juvelal V Cateary. Philippine Library Association. Room 301, National Library building, TN Kallaw, Emila. Manila.	Manila (Philippines) (YB n° A 1945)	1981 Feb Int Wire and Machinery Association. Int wire and cable symposium. P : 1000. Mr. John C Hogg. Executive Secretary, IWMA, 157 Station road, East Oxford, Surrey RH8 0QF, UK.	Manila (Philippines)
1970 Aug 24-27 Int hospital pharmacy seminar. P : 300. Kenes. POB 16271. Tel Aviv, Israel.	Jerusalem (Israel)	1981 Jun 9-12 USA) Association for Asian Studies, Commission (of Hawaii) and the Philippines Studies Committee. Filipino 75th anniversary commemoration, symposium : Filipinos in Hawaii and the United States and Philippine Studies. P : 60-100. (YB n° B3932) Symposium Committee, Filipino 75th anniversary commemoration commission 1151 Punchbowl Street. Room 233. Honolulu, HI 96313.	Honolulu (HI)
1980 Aug 24-29 Federation of European Biochemical Societies, 13th Int conference. P 3000. (YB n°A0936) Kenes. POB 16271. Tel Aviv Israel.	Jerusalem (Israel)	1981 Jul World Federation for Mental Health. World congress. P : 2500. (YB no A 3514) Ms Edita G Martillano. National Executive Director. Phil. Mental Health Association 18 East Avenue. Quezon City. Philippines.	Manila (Philippines)
1980 Sep 1-6 Int Association for Vocational and Educational Guidance. World congress. P : 1200. C. 60. (YB n° A 1191) Hon Brebardo F Ople, Deputy Director General. National Manpower and Youth Council. Bookman Building. Quezon Blvd. Quezon city. Philippines.	Manila (Philippines)	• 1981 Nov 1-6 Int Chamber of Commerce. 27th Congress. P : 2700. Mr Alfredo V Jacinto, Jr. Secretary-general. Phil. Council, Int Chamber of Commerce 3rd Flr. Chamber of Commerce of the Philippines Building, Megajines Drive Intramuros. Manila.	Manila (Philippines) (YB no A 1490)
• 1980 Sep 8-13 Int Association for Cybernetics. 9th Int congress on cybernetics: 1) Principles of cybernetics and general theory of systems. 2) cybernetics in social systems. 3) cybernetics in mechanical systems. 4) cybernetics in biology and medicine. P : 500. C : 30. (YB no A 1187) AIC. Palais des Expositions. 2 rue Sergent Vrythoff. B-5000 Namur.	Namur (Belgium)	1981 Int Association for the Study of Clays. Meeting. (YB no A 1238) Prof F Veniale, Università di Pavia. Institute di Mineralogia e Petrografia, Via A Bassi 4, I-27100 Pavia.	Bologna and Pavia (Italy)
• 1980 Sep 14-Oct 13 World Tourism Organization. Conférence mondiale : Faire le point du développement nir. P:3000. Mrs Edda Henson. Regional Secretary. WTO. Tourism Building, Agrifina Circle. Rizal Park. Manila. (YB no A 2745)	Manila (Philippines)	1981 Int Organization for Transportation by Rope. 5th Int congress for transportation by rope. P : 600-700. C : 28-30. (YB no A 2319) Kongresszentrum München, c/o Münchener Messe-und Ausstellung Gesellschaft mbH. Theresienhöhe 15, D-8000 Munich 12	Munich (Germany, Fed. Rep.)
1980 Oct 12-17 1st Int congress of pédiatrie laboratory medicine. P : 400. Kenes. POB 16271. Tel Aviv, Israel.	Jerusalem (Israel)	1981 Int Federation of Building and Woodworkers. 16th Congress IFBWW. 27-29 rue de la Coulouvrenière. CH-1204 Geneva.	(Spain) (YB no A 1871)
• 1980 Oct 14-23 American Society of Travel Agents. Conference. P : 10000. Minister Jose D Aspias, Ministry of Tourism, Agrifina Circle. Rizal Park, Manila. (YB n° B 6357)	Manila (Philippines)	• 1982 Apr 20-30 Int Hydrographie Organization. 12th Int hydrographie conference. P : 350. (YB no A 2115) Int Hydrographie Bureau. 7 avenue du President Kennedy. MC-Monte Carlo.	Monte Carlo (Monaco)
• 1980 Nov 3-7 2nd Asia and Oceania congress of nuclear medicine. P : 1200. C : 40. Dr Virgilio Gonzales. Over-all congress coordinator. Medical Center Manila, 1122 Gen. Luna. Manila.	Manila (Philippines)	• 1982 May 23-29 (Japan) Int League of Dermatological Societies. 16th Congress of dermatology. P : 3000. C : 50-60. (YB no A 2213) Prof M Seiji. Department of Dermatology. Johoku University. School of Medicine, 1-1 Seiryomachi. Sendai 980. Japan.	Tokyo
1980 Nov 26-28 Asian Council on Petroleum. Conference. P : 1200. C : 5. Minister Geronimo Velasco. Ministry of Energy, Petrophil Building, Makati A venue, Makati. Metro Manila.	Manila (Philippines)	1982 May Federation of Associations of Techniciens in the Paint, Vamische, Enamels and Printing-ink Industries of Continental Europe. Congress. (YB no A 0929) ICB Belgium, avenue de Tervuren 78, B-140 Brussels.	Liege (Belgium)
1980 Nov Association of Consulting Scientists. Symposium on . Solid waste disposal and effluents. Association of Consulting Scientists. Owles Hall, Buntingford. herts. UK.	Norwich (UK)	1983 Nov Appraisers, Valuers and Counselors. 12th Pan Pacific congress. P : 600. Mr Ernesto G Castaneda. President, Institute of Real Estate Appraisers. Manila.	Manila (Philippines)
1980 Dec 1-4 Int conference on digital systems. P : 1000. C : 12. Mr Ben Tesoro, Organizing Chairman, Institute of Electronics and Electrical Engineers. Centroid Bldg. 395 Quezon avenue, Quezon city. Philippines.	Manila (Philippines)	1984 Int College of Surgeons. Biennial congress. P : 5000. (YB no A 1513) Dr Constante D Firme. Convention Chairman c/o GGIS General Hospital, East Avenue. Quezon City. Philippines.	Manila (Philippines)
1980 Asian Students Association. 7th General conference. ASA. c/o HKFS. 511 Nathan Road, 1/F, Kowloon, Hong Kong.	Kathmandu (Nepal) (YB A 1337)	1985 Int Union of Biochemistry. 13th Int congress of biochemistry. (YB no A 2697) IUB. PO Box 520875. Miami, FL 33152 USA.	(Austria, Netherlands, or UK)
1981 Jan Indo-Pacific Prehistory Association/National Museum of the Philippines. Congress • East Asia and Pacific prehistory. P : 60-120. (YB no A 0072) Wilhelm G Solheim II. President, IPPA, Dept of Anthropology, University of Hawaii 2421 Maile Way, Honolulu, HI 96322. USA.	Manila (Philippines)	1985 Int Federation of Asian and Western Pacific Contractors Associations. 21 st Convention P : 1000. Mr Anton C Kho. President. Philippines contractors association. 3rd Floor. Padilla building. Emerald Avenue, Ortigas commercial center. Pasig. Metro Manila.	Manila (Philippines) (YBn°A 1855)

HAVE YOU RENEWED YOUR SUBSCRIPTION TO « TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS » ?

AVEZ-VOUS DEJA RENOUVELÉ VOTRE ABONNEMENT 1979 ?

If not return this slip/si non renvoyez nous ce bon :
UAI, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles - Belgique

Please renew **subscription to Transnational Associations** for : M.

Address

cheque enclosed /payment effected by transfer

